



UNIVERSITÉ
PANTHÉON-ASSAS
- PARIS II -

BANQUE DES MEMOIRES

Master de droit pénal et sciences pénales

Dirigé par le professeur Yves Mayaud

2014

L'hybridation criminelle

Marc-Antoine Fioc

Sous la direction du professeur François Haut.



L'HYBRIDATION CRIMINELLE

Mémoire pour le master 2 droit pénal et sciences pénales du professeur Yves Mayaud

Université Paris II Panthéon-Assas

Sous la direction du professeur François Haut

Marc-Antoine Fioc

2013-2014



Remerciements

Je tiens ici à remercier les personnes qui m'ont aidé à réaliser ce mémoire : Monsieur le Professeur François Haut, pour le suivi, les conseils prodigués et les entretiens qu'il m'a accordés ; Monsieur le Professeur Yves Mayaud, pour la formation reçue dans le cadre du master 2 de droit pénal et sciences pénales de l'Université Paris II Panthéon-Assas ; Messieurs Alain Bauer et Xavier Raufer, auteurs et criminologues reconnus, qui ont bien voulu répondre à mes questions sur l'hybridation ; les personnes enfin qui ont eu l'obligeance de me corriger (François Fioc, Anne Fioc, Claude Dalet, Paule Dalet et Jonathan Lorcher) ainsi que celles qui m'ont apporté leur soutien tout au long de la rédaction de ce mémoire (Maxime Louvet et Floriane Colin).

SOMMAIRE

INTRODUCTION8

PREMIERE PARTIE-ELEMENTS DE L'HYBRIDATION.....15

Chapitre 1-Criminalité de profit..... 16

Section 1-Une criminalité organisée..... 16

Section 2-Activités lucratives illicites..... 20

Section 3-Usage utilitariste de la violence..... 22

Section 4-Finalité pécuniaire 26

Chapitre 2-Criminalité politique 29

Section 1-Une criminalité organisée ? 29

Section 2-Usage maximaliste et illicite de la violence 34

Section 3-La question du financement 37

Section 4-Finalité politique 44

DEUXIEME PARTIE-LES FACTEURS DE L'HYBRIDATION48

Chapitre 1-Facteurs exogènes 51

Section 1-Environnement criminogène 51

Section 2-Environnement concurrentiel..... 56

Chapitre 2-Facteurs endogènes 62

Section 1-Facteur financier 62

Section 2-Facteur humain 67

TROISIEME PARTIE-LE PROCESSUS D'HYBRIDATION ET L'ENTITE HYBRIDE74

Chapitre 1-Hybridation de l'entité criminelle : la logique politique 75

Section 1-Sur la voie d'un terrorisme sans idéologie 75

Section 2-Sur la voie d'une guerre idéologique..... 78

Chapitre 2-Hybridation de l'entité politique : la logique financière	83
Section 1-l'hybridation, processus dynamique.....	84
Section 2-L'hybridation, processus de dégénérescence.....	96
CONCLUSION	104
Annexe 1-vision d'une entite hybride au travers de facebook : l'exemple des chevaliers templiers.....	106
BIBLIOGRAPHIE	110
TABLE DES MATIERES.....	120

Sous mille aspects difformes, mille effroyables monstres gardent l'entrée fatale. On y voit les Centaures et les Scylles, s'agitant sous leur double forme ; Brianée aux cent bras ; et l'hydre de Lerne, poussant d'affreux sifflements ; et la Chimère, armée de flammes ; on y voit et les Harpies, et les Gorgones, et le triple Géryon, fier de sa triple masse.

Eneide, chapitre VI, Virgile, traduction de Jean-Nicolas-Marie Deguerle (1766-1824)

« *Les FARC n'ont rien à voir avec les fameuses cultures (les cultures de coca), nous ne trafiquons pas, nous ne cultivons pas, nous ne consommons pas* » Manuel Marulunda, fondateur des FARC, 1999.

« *Le Hezbollah nie catégoriquement (...) son implication directe ou indirecte dans le blanchiment d'argent, le trafic de drogues ou les opérations bancaires illégales* » Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, 2009.

« *Je ne me considère pas comme un mafioso, pas plus que mon organisation (...) demandez, regardez en ville si nous faisons le bien ou le mal* » La Tuta, dirigeant du cartel des Chevaliers-Templiers, 2013.

« *Je me battais pour une cause politique, pour la libération de l'Etat Shan. Je ne cultivais pas le pavot. Je prélevais seulement des taxes sur l'opium qui passait à travers mon territoire.*» Khun Sa, commandant de la Mong Tai Army, 1995.

Photos : de gauche à droite, un champ de pavot en Afghanistan (Ash Sweeting, 2006) ; un dirigeant du réseau Haqqanis (Afghanistan Times 2013) ; un membre du cartel des chevaliers templiers du Michoacan (facebook) ; le FLNC (Sanchez Olivier/sipa, 1998) ; le Hezbollah (2013) et les Farc (AP, 2013)

INTRODUCTION

Le terme hybride renvoie d'abord à ce « *qui est composé d'éléments de nature différente* »¹, à ce qui a une nature composite. Cette nature composite peut avoir une dimension symbolique. Dans la mythologie égyptienne, nombreux sont ainsi les dieux et les déesses d'apparence hybride : Horus, au corps d'homme et à la tête de faucon, unificateur de la basse et de la haute Egypte ; Anubis à tête de chacal, chargé de conduire le défunt dans l'au-delà ; Sobek, dieu terrible et protecteur, à tête de crocodile ; Ouadjet à tête de cobra ; Seth, dieu meurtrier de son frère Osiris, à tête de lévrier ou encore Sekhmet, déesse de la guerre à tête de lionne. Chez les Aztèques, Quetzalcoalt est parfois représenté comme un serpent à plume ayant une tête humaine. Des différents courants de l'hindouisme, on retiendra Ganesh, seigneur des obstacles et dieu de la sagesse, aux quatre bras et à la tête d'éléphant ; Hanuman, le dieu singe ou Vishnu, qui peut avoir une tête de cheval ou de sanglier. Il n'est pas ici de questionnement sur la nature du dieu. Il est le dieu et n'est pas le résultat d'un croisement avec une entité terrestre, humaine ou animale. L'animal est un révélateur de la nature du dieu, il permet de faire la transition entre le monde terrestre et le mystère de la divinité. L'emploi du mot hybride sert également dans la vie courante à désigner toute chose de nature composite, du véhicule (lorsqu'il mêle le thermique et l'électrique) à la loi, en passant par le produit financier ou l'appareil photo. Il permet de décrire ce qui a une composition hétérogène.

Le terme hybride renvoie ensuite à ce « *qui est composé d'éléments d'origine différente* »². L'hybridation peut alors se concevoir de manière biologique ou génétique, elle impose de se référer à des lignées parentales. En biologie, l'hybridation est le « *croisement naturel ou artificiel appartenant à des variétés, des espèces ou de genres différents* »³. En génétique, elle est le « *croisement expérimental entre deux lignées pures différant par un ou*

¹ Dictionnaire de l'Académie française, 9^{ème} édition

² Dictionnaire de l'Académie française, 9^{ème} édition

³ Dictionnaire de l'Académie française, 9^{ème} édition

deux caractères »⁴. Elle permet, par l'association d'une molécule inconnue et d'une molécule connue et par le jeu de la complémentarité des brins d'ADN, de déterminer la composition d'un brin d'ADN « pur ». L'hybridation transforme la nature de l'entité. Le bardot est ainsi le croisement du cheval et de l'ânesse ; le mulet, croisement de l'âne et de la jument ; le tigron, produit du tigre et de la lionne et le léopon, celui d'une panthère et d'un lion. En matière végétale, le triticales est un hybride de blé et de seigle ; l'aprium, le croisement d'un prunier et d'un abricotier et le caseille, d'un cassissier d'un groseiller. Le croisement entre l'homme et l'animal se fait au niveau embryonnaire : en remplaçant le noyau d'un ovocyte animal par le noyau d'une cellule humaine, en injectant dans un embryon humain une séquence animale génétique ou en introduisant dans un embryon humain des cellules animales⁵. L'entité hybride peut avoir une valeur sélective moindre que ses parents (incapacité à se reproduire, viabilité amoindrie...) ou au contraire contribuer à l'amélioration de la lignée (elle est alors plus résistante et plus performante que ses parents).

L'hybride peut enfin avoir une nature plus ambiguë voire péjorative. Il renvoie alors à « *ce qui a une origine, une composition disparate et surprenante* »⁶, à ce « *qui participe de genres, de styles différents, faits d'éléments mal assortis* »⁷, à ce qui est « *composé de deux éléments de nature différente anormalement réunis* »⁸. La conception neutre du terme s'estompe lorsque sont examinées les racines du mot. L'académie française fait remonter le terme hybride au latin *hybrida*. Celui-ci provient à la fois d'*hubris*, l'excès, la faute fondamentale, l'outrage, le viol et d'*ibrida*, le bâtard. Est donc hybride ce qui n'est pas de race pure, ce qui s'est « bâtardisé », ce qui n'a pas évolué de manière naturelle, faute à une conception entachée d'un outrage. Dans la mythologie grecque, le demi-dieu est ainsi le fils d'une déesse et d'un mortel ou d'un dieu et d'une mortelle. Il n'est ni homme, ni dieu. Pan le satyre, fils d'Hermès et d'une nymphe, est rejeté par sa mère. Acquérant le statut de dieu protecteur des bergers, il conserve néanmoins un caractère violent et concupiscent. L'hybride, c'est encore Heraclès, né d'Aclmène séduite par Zeus et élevé par la déesse Héra qui essaye plusieurs fois de le tuer. Il finira par s'immoler après avoir porté une tunique empoisonnée l'ayant plongé dans d'atroces souffrances. Achille enfin, fils de Zeus et de la nymphe Thétis, mort d'une flèche de Pâris ayant atteint son talon lors de la bataille de Troie. La nature étrange de

⁴ Dictionnaire de l'Académie française, 9^{ème} édition

⁵ actu-science.nouvelobs.com/hybride-animal.html

⁶ Le trésor de la langue française informatisé, 2013, <http://atilf.atilf.fr/>

⁷ Dictionnaire hachette, 2013

⁸ Dictionnaire Nouveau Petit Robert, 1993

l'hybride en fait, dans de nombreuses religions ou croyances, le gardien des lieux que l'on veut protéger des intrus : temples, tombeaux ou royaume des morts. L'hybride est un danger, une menace. Effrayant, il est ce qui sépare le vivant du divin. Ainsi en est-il d'Ammit, la Dévoreuse des morts égyptienne, croisement d'hippopotame, de crocodile et de lion. Assistant à la pesée du cœur du défunt par le dieu Osiris, elle dévore le cœur impur, celui qui pèse plus lourd que la plume de la vérité dans la balance. Elle empêche l'âme de retrouver le corps dans le séjour des morts. L'hybride, c'est également le sphinx, lion à tête humaine ou créature ailée au buste de femme, être à la fois violent et énigmatique dont on ne sait trop quelle est la nature. On pense par exemple au sphinx de Gizeh veillant sur les pyramides, aux taureaux ailés à tête humaine chargés de garder l'entrée des palais assyriens ou aux lions androcéphales de Perse, protégeant les lieux où le dieu Ahura-Mazdâ est adoré. Dans la mythologie grecque, les créatures hybrides sont innombrables : sirènes au corps d'oiseau et au buste de femme, divinités de la mer dont les chants égarent l'esprit des marins et fracassent leurs bateaux sur les récifs ; gorgones malfaisantes au visage humain, aux cheveux de serpent et aux défenses de sanglier, qui tuent quiconque les regarde ; centaures, violents et concupiscent, au buste d'homme et au corps de cheval ; satyres, lubriques et débauchés, compagnons de Dionysos, mi-boucs, mi-hommes ou harpies, fléaux cruels surgis des eaux du Styx et images de la colère divine. Repris dans la mythologie romaine puis l'imaginaire médiéval, l'hybride conserve sa nature ambiguë. Au Moyen-âge, il n'est pas rare d'en croiser dans les enluminures ou en architecture. Dans les livres d'heures, se mêlent ainsi créatures exotiques, inconnues et imaginaires, éléphants, singes et léopards mais aussi basiliques, coq à queue de dragon ; griffons, mi-aigle, mi-lion et centaures, entourant des scènes de l'Ancien testament. En architecture, ce sont les gargouilles aux formes monstrueuses, mélanges de reptiles, d'oiseaux ou de chiens, chargées d'évacuer l'eau de pluie des cathédrales. Les représentations des enfers en témoignent aussi. Au milieu des damnés s'agitent des êtres noirs, ailés, cornus, à la queue de serpent et aux jambes de bouc.

L'hybride se présente donc au premier abord comme une entité composée d'éléments différents, une entité composite. Il est possible d'aller au-delà de ce simple constat, l'hybride est alors le produit d'un croisement entre deux lignées aux caractéristiques différentes, le produit d'une évolution qui n'est pas « naturelle ». L'hybridation est le croisement qui permet d'obtenir l'hybride.

Certaines entités criminelles procèdent de cette évolution « anormale », de cette nature composite, de ce croisement entre deux éléments de nature différente. Il importe cependant de définir le cadre adéquat pour analyser et caractériser ce phénomène.

Le mot « crime » vient du latin *crimen*. Il désigne une « *transgression particulièrement grave, attentatoire à l'ordre et à la sécurité, contraire aux valeurs sociales admises, réprouvée par la conscience et punie par les lois* »⁹. Le crime n'est pas quelque chose d'uniforme, ses manifestations sont variées. Chaque société fait face à différents types de criminalité. Raymond Gassin distingue par exemple la criminalité des pays en voie de développement de la criminalité des pays développés. Dans les sociétés des pays en voie de développement, sévit encore une criminalité traditionnelle liée à l'organisation de la société et de la famille, aux coutumes et aux croyances (vol de bétail, utilisation de la magie lors de viols, meurtres rituels, phénomène de bandes de paysans armés et chassés de leurs terres, violences conjugales...). Une criminalité « nouvelle » ayant ses propres spécificités tend cependant à se développer : crime organisé, crimes contre l'humanité, criminalité de type terroriste ou guérilla, criminalité d'Etat... Dans les pays développés, les phénomènes criminels divergent légèrement: délinquance banale et incivilités (vol, meurtre...), inadaptation juvénile (hooliganisme par exemple), délinquance d'imprudence (accident de la circulation...), crime organisé, délinquance d'affaire, criminalité sociale et contestataire, terrorisme, violences urbaines, criminalité informatiques et criminalité d'entreprise¹⁰.

Certains types de criminalité tendent à se rapprocher. Ce rapprochement a pu être théorisé de différentes manières et les approches, pour le plus souvent se recouper, présentent néanmoins des différences. Certains emploient le terme de « *convergence* » ; d'autres, celui d'« *hybridation* » : W. A. Tupman évoque ainsi une convergence entre les organisations terroristes et les groupes de crime organisé, convergence qui est notamment due au financement criminel des groupes terroristes et à l'adoption de structures similaires par les deux ensembles¹¹. Cette similitude de formes, facteur de rapprochement, est également présente chez C. Dishman. Pour lui, le phénomène de convergence s'explique par le passage d'une structure pyramidale à une structure en réseau, aussi bien chez les organisations terroristes que chez les organisations criminelles. Celui-ci donne en effet une plus grande

⁹ Vocabulaire juridique, Gérard Cornu, association Henri Capitant, 2013

¹⁰ Raymond Gassin, S. C. P. B., 2011. Précis de criminologie. 7 éd. Paris: Dalloz.

¹¹ Tupman W.A., 2002, the business of terrorism, Financial Monitoring of Cash Flows Aiming to Prevent the Financing of Terrorism p:112-140

autonomie aux individus, multipliant les possibilités d'interactions entre les réseaux terroristes et les réseaux criminels¹². La théorisation de la convergence par l'individu se retrouve chez James J.F. Forest : partageant des affiliations ethniques, religieuses, tribales ou communautaires ou un passé commun (prison, répression etc.), criminels et terroristes peuvent nouer des liens personnels ; en résulte une convergence des deux univers¹³. Jennifer L. Hesterman parle quant à elle d'un « *mélange* » entre le crime organisé et les groupes terroristes mais conçoit le phénomène au niveau de l'organisation (lorsque l'un des ensembles adopte les méthodes de l'autre, notamment dans le cas du « *narco terrorisme* »)¹⁴.

S'agissant du terme « *hybridation* », les approches sont là encore diverses et il n'y a pas de définition unique de la notion. Xavier Raufer en a ainsi une approche plutôt large. L'hybride est « *un individu ou un groupe évoluant entre banditisme et terrorisme* » : « *terroriste qui tourne gangster après avoir perdu ses illusions ou son fanatisme* » ; « *voyou qui pense s'acheter une conduite, ou une place au paradis* » ; « *guérillas vivant de trafics divers* » ; « *paramilitaires devenus narcotrafiquants* » mais aussi « *sociétés militaires privées vendues aux cartels de la drogue* », « *trafiquants d'armes au service de terroristes* », « *motards criminalisés liés à des terroristes* » ou « *entreprises licites au service de cartels de la drogue* »¹⁵. Alain Bauer a quant à lui une approche plus restrictive, il évoque une hybridation entre « *opérateurs politiques et organisations criminelles* ». Sont pour lui hybrides, les opérateurs politiques développant des activités criminelles intégrées, les organisations criminelles finançant ou apportant leur aide à des groupes politiques, les groupes terroristes et organisations développant ensemble une activité criminelle ou encore les organisations criminelles se confrontant à des Etats¹⁶. François Haut considère que l'hybridation se fait plutôt au niveau de l'organisation et Jean-François Fiorina et Jean-François Gayraud distinguent deux formes d'hybridation : hybridation entre le crime organisé et le terrorisme d'une part ; hybridation entre le crime organisé et la criminalité en col blanc d'autre part, les criminels en col blanc adoptant « *des stratégies et des méthodologies* » proches de celles du

¹² Dishman C., 2005, the leaderless nexus : when crime and terror converge, *Studies in Conflict & Terrorism*, 28:237–252

¹³ Forest J.J.F., 25/06/2012, Crime-terror interactions and threat convergence, *TransAtlantic Dialogue on Combating Crime-Terror Pipelines*, Washington

¹⁴ Hesterman J.L., 2004, Transnational crime and the criminal-terrorist nexus: synergies and corporate trends, *Research Report Submitted to Air Force Fellows, CADRE/AR, Maxwell Air Force Base, Alabama*

¹⁵ Raufer X., 22 octobre 2012, *Criminalité et terrorisme : le temps des hybrides*, *Le Nouvel Economiste*.

¹⁶ Bauer A., 2010, *La globalisation du crime*, p o u v o i r s – 1 3 2 .

crime organisé¹⁷. Il est enfin des théories qui utilisent les deux notions. Pour Louise I. Shelley et John T. Picarelli, la convergence se fait par degrés : appropriation des méthodes de l'autre (terreur ou crimes) ; relations d'affaires entre les deux ; relations plus poussées et partage des méthodes de travail ; hybridation (fusion par le biais des individus) et enfin, transformation totale (lorsque le groupe se focalise seulement sur l'un des aspects (crime ou terrorisme) et abandonne l'autre)¹⁸.

L'approche de l'hybridation retenue dans le cadre de ce mémoire est la suivante : l'hybridation criminelle est le croisement d'une criminalité de profit et d'une criminalité politique. La criminalité de profit s'hybride selon une logique politique, la criminalité politique, selon une logique financière. De là, une myriade d'entités hybrides mêlant activités criminelles lucratives, finalité pécuniaire, terrorisme, lutte armée et finalité politique : organisations criminelles s'engageant sur la voie d'un terrorisme sans idéologie ; organisations criminelles menant une guerre idéologique ; guérillas et groupes terroristes se finançant par des activités criminelles lucratives ; guérillas et groupes terroristes abandonnant le combat politique et servant de paravent aux activités criminelles de leurs membres.

Découlent de cette approche un certain nombre de conséquences :

- 1/ L'hybridation criminelle n'est pas un simple rapprochement d'entités terroristes et criminelles mais une modification profonde de la nature de l'entité.
- 2/ L'hybridation criminelle n'est pas le croisement d'entités criminelles et d'entités non-criminelles (la collaboration entre une entreprise et une organisation criminelle n'influe pas sur la nature de l'une ou de l'autre des entités, elles restent toutes deux tournées vers le profit et mettent en œuvre des activités lucratives, licites dans un cas, illicite dans l'autre).
- 3/ L'hybridation, croisement de deux éléments criminels de nature différente, ne peut décrire la convergence d'une criminalité en col blanc et d'une criminalité organisée. Bien que présentant des caractéristiques différentes, elles mettent toutes deux en œuvre des activités lucratives illicites dans un but pécuniaire.
- 4/ Certains critères permettent de déterminer si l'entité est hybride ou non et la « structure » n'en fait pas partie. L'entité hybride peut être un individu agissant seul, le critère de la structure est alors, par définition, sans objet. Si l'on prend en compte les organisations

¹⁷ Fiorina J.F. et Gayraud, J.F., 05/04/2013, *Crime organisé : géopolitique d'un phénomène criminel*, entretien réalisé pour le Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur, Grenoble

¹⁸ Louise I. Shelley L.I. et Picarelli J.T., 2005, *methods and motives: exploring links between transnational organized crime and international terrorism*, Trends in Organized Crime/Vol. 9, No. 2.

criminelles et terroristes, il n'y a pas de différences notables au niveau de la structure (les modèles pyramidaux et en réseaux se retrouvent aussi bien chez les unes que chez les autres).

6/ L'hybridation se conçoit d'abord au niveau de l'organisation, l'hybridation de l'individu est accessoire : elle est un indice de l'hybridation de l'organisation lorsque l'individu fait partie d'une organisation terroriste ou criminelle et qu'il se livre à des activités criminelles ou terroristes (que ce soit pour le compte de l'organisation ou pour son compte propre). Lorsque l'individu agit en dehors d'une organisation, l'hybridation peut s'avérer superficielle: la délinquance peut être vécue comme un simple moyen de gagner de l'argent sans qu'il y ait vraiment une volonté de se lancer dans une « carrière » criminelle et la motivation politique peut être difficile à caractériser, à différencier du crime de droit commun.

Comprendre l'hybridation, c'est adopter un raisonnement. Le biologiste cherchant à comprendre la nature de l'entité animale ou végétale hybride qui se présente à lui, procède d'abord à l'analyse des souches de l'hybridation. Il isole des gènes, des caractéristiques et tente de les rattacher à des ensembles qu'il connaît. Il cherche dans l'environnement ensuite, ce qui a pu permettre l'hybridation afin de pouvoir éventuellement la reproduire. Ce n'est qu'alors qu'il peut comprendre le processus lui-même, ce qui a abouti à l'apparition de l'entité hybride. Et cette entité qui l'intriguait tant, lui apparaît désormais comme étant le croisement de deux entités qu'il connaît, en fonction de facteurs qu'il peut reproduire et selon un processus qu'il peut analyser. Comprendre l'hybridation criminelle implique de poursuivre le même raisonnement. Chercher à définir l'hybridation criminelle, c'est donc nécessairement répondre à quatre questions : quels sont les éléments de l'hybridation ? Quels sont les facteurs de l'hybridation ? Comment se réalise le processus d'hybridation et quel est le résultat de l'hybridation ? Il est d'abord nécessaire d'isoler les deux ensembles criminels susceptibles de se croiser et de déterminer leurs caractéristiques. Il faut ensuite analyser ce qui favorise l'hybridation, les facteurs de l'hybridation. Il faut enfin comprendre, derrière la diversité des entités hybrides, les processus de l'hybridation criminelle.

PREMIERE PARTIE-ELEMENTS DE L'HYBRIDATION

L'hybridation est le croisement de deux espèces, de deux éléments ou de deux lignées distincts. Elle fait donc intervenir deux ensembles ayant chacun leurs caractéristiques. L'hybridation criminelle est le croisement entre une criminalité politique et une criminalité de profit. Les deux ensembles ont pu être qualifiés de différentes façons : « *opérateurs politiques et organisations criminelles* »¹⁹, « *entités terroristes et criminelles* »²⁰, « *univers criminel et terroriste* »²¹...

Est donc hybride l'entité qui mêle éléments criminels et éléments politiques. Evoquer les éléments de l'hybridation, c'est nécessairement se placer en amont du processus, là où les entités sont encore distinctes. Avant l'hybridation, il y a en effet deux lignées « pures », ayant chacune leurs caractéristiques : d'un côté, une criminalité de profit, criminalité organisée qui, pour maximiser son profit, se tourne vers des activités lucratives illicites et fait de la violence un usage purement utilitariste ; de l'autre, une criminalité politique, criminalité individuelle ou collective, qui utilise la lutte armée ou le terrorisme pour parvenir à la réalisation d'objectifs politiques.

¹⁹ Bauer, A., 2010. La Globalisation du crime. *Pouvoirs*, Issue 132.

²⁰ Xavier Raufer et François Haut, sur <http://www.drmcc.org/>

²¹ Gayraud, J.-F. F. e. J.-F., 2013. Crime organisé : géopolitique d'un phénomène criminel. *La revue géopolitique*. Jean-François Gayraud évoque également une hybridation entre le crime organisé et la criminalité en col blanc.

CHAPITRE 1-CRIMINALITE DE PROFIT

La criminalité de profit recouvre différentes réalités : criminalité organisée, délinquance de droit commun ou encore criminalité dite « en col blanc ». L'hybridation criminelle s'appréhende cependant principalement par le biais de la criminalité organisée. L'intérêt de la notion est de décrire un phénomène réel, non de supputer sur la psychologie des criminels et des terroristes. Peu importe qu'un terroriste ait été, avant son passage à l'acte, un petit délinquant ; qu'un indépendantiste détourne de temps en temps une partie de l'argent issu de l'impôt révolutionnaire ou qu'un guérillero se serve de la réputation de son organisation pour s'enrichir. L'hybridation criminelle doit se comprendre comme une modification profonde de la nature de l'entité et c'est en termes de « nouvelles » menaces qu'il faut raisonner : organisations criminelles de plusieurs milliers de membres commettant des attentats, guérillas s'impliquant dans le trafic de drogues, groupes terroristes se livrant au blanchiment d'argent...

L'élément « criminalité de profit » de l'hybridation se caractérise donc par son caractère organisé, par ses activités lucratives illicites, par la violence utilitariste mise en œuvre et par sa finalité pécuniaire.

SECTION 1-UNE CRIMINALITE ORGANISEE

La recherche d'un profit continu nécessite assez logiquement que l'agrégat d'individus ou d'entités se structure. L'entité criminelle, mafia, cartel ou simple gang, fonctionne comme une entreprise. Cette caractéristique ressort très clairement de définitions que l'on a pu donner à ce type de criminalité. Plusieurs formules le montrent. Pour n'en citer que quelques unes, ont été évoquées un « *consortium de personnes et/ou d'organisations, agissant de concert* » (David N. Falcone), une « *conspiration criminelle continue* » (Kären Hess), un « *groupe d'individus qui, sciemment, développent des tâches et des spécialisations, des modèles d'interaction, de statuts et de relation, de sphères de responsabilités* » (Peter Lupsha) , une « *entreprise continue (...) au sein de laquelle un certain nombre de personne travaillent ensemble, sous leur propre hiérarchie pour gagner du pouvoir et profiter de leurs gains privés* » (Mark

Galeotti)²² ou encore une « *association structurée, hiérarchisée et permanente de criminels professionnels* » (François Haut).

La criminalité organisée n'est pas forcément synonyme d'organisation pyramidale fortement hiérarchisée et où les rôles seraient bien définis. La structure peut être plus informelle et s'articuler autour de certains pôles comme un réseau. Quelle que soit la structure, il y a cependant assez logiquement des organes de pouvoir, une hiérarchisation, des organes de contrôles, une régulation interne et un recrutement sélectif.

Les modalités du pouvoir au sein de l'organisation sont multiples. Celui-ci peut être exercé de manière individuelle ou collective. Quelques exemples montrent cette diversité.

Le groupe criminel russe *Solntsevskaya*, décrit par Peruskhin en 1995, se compose d'environ 9 000 membres. Impliqué dans des activités aussi diverses que le trafic de drogues, le trafic d'armes, les vols ou les enlèvements, il se construit autour de deux hommes, Sergueï Mikhaïlkov et Viktor Averin. La direction du groupe est assurée par un conseil de douze personnes, chacune d'entre elles ayant en charge une brigade et un territoire²³.

La mafia sicilienne, Cosa Nostra, a une organisation plus souple. Telle que décrite par les repentis Tommaso Buscetta et Salvatore Contorno, elle s'articule principalement autour d'un organe appelé « famille » ou *cosca* ; Cosa Nostra en compte environ une centaine. Le pouvoir s'exerce à deux niveaux : le niveau familial et le niveau interfamilial. Au sein de la famille, la structure est pyramidale. Un chef, le *capofamiglia* (appelé aussi *boss* ou parrain), élu par les hommes d'honneur et assisté d'un *consiglieri* (conseiller), choisit des sous-chefs. Se trouvent ensuite les *capodecina* (chefs de dizaine) puis les soldats, qui forment la base de la pyramide. La discipline est quasi-militaire.

Le pouvoir s'exerce également au niveau supra familial: le canton (réunion de trois familles ou plus, dirigé par un chef de canton élu par ces familles) ; la commission provinciale (formée par les chefs de cantons) et enfin la commission inter provinciale ou Coupole, composée des chefs des commissions provinciales et dirigée par un *capo dei capi*²⁴.

²² Extraits de définitions du crime organisé recensées par Lampe, K. v., 2013. *Definitions of Organized Crime*. [En ligne] Available at: www.organized-crime.de/organizedcrimedefinitions.htm -

²³ Joseph L. Albin Russian, *Organized crime: its history, structure and function*, Russian and Post-Soviet Organized crime, 2002, p 121-140, Dartmouth, Ashgate

²⁴ Catanzaro, R., 1991. *Cosche, Cosa nostra : les structures organisationnelles de la criminalité mafieuse en Sicile*. [En ligne]

Available at: URL : <http://conflits.revues.org/105>

Il est enfin des organisations dont la structure est moins élaborée, plus informelle : si la direction du groupe est identifiée, la spécialisation des tâches et la hiérarchie interne peuvent être sommaires voire inexistantes. Le groupe n'existe alors qu'autour d'un « noyau dur », sa structure est plus ou moins fluctuante.

Au sein d'un gang américain par exemple, la hiérarchisation se fait en fonction de l'ancienneté et de l'expérience²⁵. Au cœur du gang se trouve l' « *original gangster* » c'est-à-dire le membre ayant le plus d'expérience. Très impliqué dans la vie du gang, il est une sorte d'autorité morale, les plus jeunes cherchant conseil auprès de lui. Le gang a un ou plusieurs chefs. La direction du gang peut varier selon les situations ou les domaines d'activités dans lesquels le gang va être impliqué²⁶. Viennent ensuite les autres membres du gang puis les « *wannabe* » (ceux qui ne font pas partie du gang mais ont un comportement de *gangster*, qui vont trainer avec le groupe sans pour autant être impliqués dans l'activité criminelle) et les « *associate* » (des personnes qui connaissent les membres du gang et participent parfois à certaines de leurs activités criminelles). Une structure similaire peut se retrouver dans un clan criminel albanais. Ce dernier s'organise de manière concentrique: le noyau dur de l'organisation se compose d'une fratrie et du chef de famille ; viennent ensuite les relations proches (famille, personnes issues de la même ville ou de la même région...) ; le dernier cercle se compose de « collaborateurs », ceux-ci ont des liens plus lâches avec le noyau central²⁷.

L'organisation a ensuite une régulation interne plus ou moins formalisée. Cette régulation se fait à l'intérieur de l'organisation par le respect d'un certain nombre de règles à suivre, de rituels et de traditions qu'il faut observer et d'interdits à ne pas dépasser. Elle se fait également par rapport à l'extérieur de l'organisation. Pour préserver la cohérence de l'ensemble, le recrutement est sélectif et le départ de l'organisation rarement admis.

S'agissant de la régulation interne, les règles sont en général non écrites et assez sommaires. Au sein d'un gang américain par exemple, existent certaines règles, certains codes comportementaux : une séparation claire entre le gang et l'extérieur (les relations amicales en dehors du groupe sont assez mal vues), des précautions qui doivent être prises en parlant du gang ou de ses activités, une séparation des rôles au sein du gang ou l'apprentissage d'un mode de communication particulier (utilisation de graffitis, port de certaines couleurs et de

²⁵ (Joe,1994)

²⁶ (Sanders,1994).

²⁷ Farcy, F., 2007. *la mafia albanaise en 2007*. Paris

certaines vêtements, signes de mains ou mouvements particuliers, usage d'un argot...). Le non-respect de ces règles, la désolidarisation, peut entraîner l'exclusion du groupe, voire le risque d'être tué.

Les règles et les rituels d'une criminalité plus pérenne peuvent être plus élaborés. Le cas de l'ordre des *Vory v zakone* est particulièrement intéressant puisque c'est l'obéissance à un code bien défini qui donne la qualité de voleur dans la loi. C'est une criminalité née dans les prisons et les camps de travail soviétiques au XXe siècle. Les *vory v zakone*, voleurs dans la loi, se considèrent comme l'élite du monde criminel (et de fait ils le sont, puisque selon Frederico Varese, « 20% des criminels terrorisent 80% des prisonniers » et « 3% des criminels (les *vory v zakone*) tiennent en obéissance aveugle le reste du monde criminel »²⁸). En vertu de ce code, le voleur dans la loi doit notamment renoncer à ses liens familiaux et à la possibilité même de créer une famille, il doit vivre du produit de ses vols et ne jamais travailler pour quiconque (en particulier pour l'administration des camps), ne pas répondre à l'appel des armes, garder secrètes des informations sur le sort de ses complices (voire prendre sur lui la responsabilité du crime commis), aider les autres voleurs, ne jamais jouer sans pouvoir rembourser sa dette, parler l'argot des voleurs (le *fenya*) ou encore se conformer aux décisions de l'assemblée des voleurs²⁹. Au-delà de ce code, cette société a ses propres rituels, ses croyances et traditions : le voleur n'a pas de bien propre, il est la propriété de son ordre et voue un culte à une mère idéalisée ; seuls les voleurs sont considérés comme des êtres humains ; le corps et l'esprit étant strictement séparés, seul l'esprit doit être préservé, le corps n'ayant aucune valeur ; l'usage de drogues ou d'alcool est utilisé pour vaincre la famine et l'idéologie communiste est totalement rejetée³⁰.

De manière assez similaire, les sociétés criminelles japonaises ont un code d'honneur, le *Ninkyodo*. Ce code contient plusieurs règles : ne pas voler l'organisation, ne pas trahir, ne pas être infidèle, ne pas offenser les « bons citoyens », ne pas se droguer, obéir et au besoin mourir pour son supérieur.... Les rites sont également nombreux et importants. Par exemple, l'entrée de la personne se fait par une cérémonie élaborée. Près d'un autel, le nouvel arrivant, le *Kobun*, et son responsable, l'*Oyabun* échangent des coupes de saké. Il est ensuite fait

²⁸ Varese, F., 2002. the society of the *vory v zakone*, 1930s-1950s'. Dans: *Russian and Post-soviet organized crime*. s.l.:Ashgate Dartmouth, pp. 7-30.

²⁹ California department of Justice, Office of the Attorney General, Lungren, D. E., 1996. *Russian organized crime*,.

³⁰Varese, F., 2002. the society of the *vory v zakone*, 1930s-1950s'. Dans: *Russian and Post-soviet organized crime*. s.l.:Ashgate Dartmouth, pp. 7-30.

lecture du code d'honneur et le *Kobun*, acclamé, se voit doté d'un nouveau nom³¹. Enfin, dernier exemple, au sein de Cosa Nostra, la personne rentre dans l'organisation par un serment de fidélité. Elle s'empare de l'image d'un Saint, se pique le doigt pour qu'une goutte de sang atteigne l'image puis fait brûler celle-ci en prononçant les mots suivants : « ma chair doit brûler comme cette image si je ne demeure pas fidèle à mon serment »³².

Ces codes et rituels permettent de dresser une frontière entre le monde extérieur et l'organisation elle-même. Pour préserver la pérennité de l'organisation, la frontière doit être aussi étanche que possible : le recrutement doit être sélectif et il est rarement admis que l'on puisse quitter l'organisation librement.

La criminalité de profit est essentiellement une criminalité organisée. Pour maximiser son profit, gagner de nouveaux marchés et éliminer la concurrence, tout comme une entreprise, elle doit se structurer. Là était le premier caractère de cette criminalité. Le second réside dans l'exercice d'une activité lucrative illicite.

SECTION 2-ACTIVITES LUCRATIVES ILLICITES

L'organisation criminelle, parce qu'elle a pour finalité la recherche du profit, s'investit nécessairement dans des activités lucratives. Opportunisme et pragmatisme guident le choix de ces activités. L'organisation agit en effet en prédatrice. La prédation se définit comme un mode nutrition « *qui consiste à s'emparer d'une proie pour la dévorer et se nourrir de sa substance* »³³. Appliqué à l'organisation, il y a à la fois l'idée d'emploi de moyens coercitifs illégaux et l'idée d'un enrichissement par une privation. La recherche du profit conditionne le caractère illicite de l'activité. L'organisation peut se spécialiser ou être polycriminelle. L'échelle de son activité peut être nationale ou internationale.

Cette caractéristique du crime organisé a pu être formulée de différentes manières. Donald R. Cressey évoque dans sa définition du crime organisé « une organisation, qui a été rationnellement créée pour maximiser le profit *par la fourniture de services illégaux et la fourniture légalement prohibée de produits demandés par les membres de la société* » ; le FBI parle simplement « *d'activités illégales* » ; Frank E. Hagan de « *fourniture illicite de biens qui sont demandés par le public* » ; François Haut d' « *opérations (...) répondant à des demandes*

³¹ Merle, K. L., 2000. *Mémoire de fin d'étude: Les Boryokudan au Japon ? (les yakuza)*. Paris: drmcc.

³² (Catanzaro, 1991)

³³ Dictionnaire Larousse 2013

de biens ou de services illicites sur des marchés » ; pour Robert Rhodes, « le crime organisé consiste en une *série de transactions illégales* », Martin Cejp mentionne lui plutôt « *la perpétuation récurrente d'une activité criminelle sérieuse, coordonnée et orientée de manière ciblée* ». Yakov Gilinskiy préfère parler de « *crime en tant que forme d'entreprise* » et Đorđe Ignjatovic « *d'entreprise illégale permanente* »³⁴. Il est aussi des définitions plus générales, celle donnée par Interpol par exemple, qui ne mentionnent que des « *activités illégales* », nous avons cependant choisit de dissocier les activités lucratives des activités accessoires que sont l'usage de la corruption et de la violence.

Deux éléments ressortent de ces différentes définitions des activités de l'organisation criminelle : le caractère lucratif et le caractère illicite. L'un étant en général le résultat de l'autre. Le rapport de la *Federal Investigation Agency* est d'ailleurs évocateur lorsqu'il mentionne le fait que « *le crime organisé est connu pour sa diversité, sa flexibilité et sa capacité à prendre rapidement avantage de nouvelles opportunités* »³⁵. Le crime organisé, parce qu'il agit en dehors des règles, fausse le jeu de la concurrence. Tous les moyens sont bons pour s'emparer de nouveaux marchés et éliminer la concurrence : chantage, violences, corruption, assassinats...Le spectre des activités dans lesquelles l'organisation peut s'investir s'avère quasiment illimité, ne répondant qu'à la seule loi de l'offre et de la demande. L'activité est de nature à rapporter un gain matériel, financier, c'est ce seul aspect qui dicte l'investissement dans l'activité. Les opportunités sont donc infinies, du vol à la contrebande, du trafic de drogues à la fraude, de l'extorsion au trafic d'armes ou de la traite des êtres humains au jeu clandestin.

Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime³⁶, la criminalité organisée génèrait au niveau mondial en 2009 environ 870 milliards de dollars par an, soit 1,5% du PIB mondial. Le trafic de drogues rapportait quelques 320 milliards de dollars, 85 pour la cocaïne et 68 pour les opiacés (les dérivés de l'opium), la traite des êtres humains, tant le trafic de migrants que la prostitution, 32 milliards (pour environ 2,4 millions de victimes dont 140 000 en Europe), le trafic d'armes, 170 à 320 millions de dollars. Certaines activités qui peuvent sembler anecdotiques sont également génératrices de revenus importants : le trafic de bois en Asie du Sud-Est rapportait 3,5 milliards de dollars ; le trafic d'ivoire et d'organes de tigre d'Afrique et d'Asie du Sud-Est, 75 millions de dollars ; la vente de médicaments frauduleux

³⁴ Hormis celle de François Haut, les définitions données sont issues de (Lampe, 2013)

³⁵ Cité par (Lampe, 2013)

³⁶ ONUDC, 2013. *Criminalité transnationale organisée : l'économie illégale mondialisée (données)*

pour les seuls continents africain et asiatique, 1,6 milliards de dollars et la cybercriminalité, phénomène récent, un milliard de dollars par an. Selon le même rapport, ces profits sont ensuite à 70% blanchis dans le système financier légal, seul 1% étant intercepté et confisqué.

C'est par la violence que l'organisation criminelle peut s'emparer d'un marché et conserver le contrôle d'une activité lucrative illicite. Celle-ci, et c'est assez paradoxal, doit cependant être mesurée. Il est important de la comprendre en tant qu'accessoire de l'activité lucrative illicite.

SECTION 3-USAGE UTILITARISTE DE LA VIOLENCE

L'utilisation de la violence par les groupes criminels répond à une double nécessité : maintenir la cohésion de l'organisation et permettre son développement. Pour ne pas provoquer la disparition de l'organisation et permettre l'accomplissement de sa finalité (la recherche du profit), la violence doit être mesurée. Elle est mesurée parce que l'entité ne vise pas l'Etat ou la société, il n'y a pas de conflit asymétrique direct entre l'Etat et l'entité. La violence est une méthode, un calcul, elle est « utilitariste ».

Tournée vers l'intérieur de l'organisation, elle assure la pérennité en permettant aux membres les plus forts et les plus audacieux de dominer. Elle est un processus de régénération de l'organisation. Mécanisme de sélection, elle est la contrepartie de la loyauté. Là où la loyauté instaure une certaine égalité entre les membres (on fait partie du groupe, on accède à un statut envié, celui de membre de l'organisation, à un pouvoir par rapport à ceux qui sont à l'extérieur), la violence permet une hiérarchisation et une cohésion du groupe.

Elle doit cependant avoir une limite car elle suscite l'instabilité. Elle doit viser à assurer la survie du groupe et non provoquer sa disparition. Une trop grande utilisation est évidemment un facteur d'affaiblissement. Toto Riina avait ainsi été accusé, au sein de Cosa Nostra, de nuire aux intérêts de l'organisation. Appuyé par les Corléonais, il avait éliminé les Bontade-Badamenti au prix de nombreux morts (entre 1982 et 1983, tous les trois jours, une personne est tuée à Palerme ³⁷), « *décapitant les commandements et exterminant les irréductibles* » ³⁸. Toto Riina est d'ailleurs surnommé la Bête. Le repentin Tommaso Buscetta avait ainsi affirmé : « *j'ai appartenu à une mafia qui avait des règles, ses codes*

³⁷National geographic, mafia, les repentis, 2011 (reportage)

³⁸Muti, G., 2004. Mafias et trafics de drogue : le cas exemplaire de Cosa Nostra sicilienne. *Hérodote, La Découverte*, Issue 112.

d'honneur, qui respectait les femmes, les enfants. C'était une bonne mafia. L'actuelle (celle des Corleonais) a transgressé ces règles. Elle règne par la férocité et la terreur »³⁹.

Tournée vers l'extérieur, la violence permet au groupe de s'imposer dans un environnement concurrentiel. Elle vise donc à la fois les acteurs de l'économie légale et les autres groupes criminels qui pourraient être tentés d'intervenir sur le même marché ou le même territoire. Un point d'équilibre doit cependant être atteint rapidement : la violence effective permet au groupe de laisser planer la menace d'une violence plus grande encore si l'on porte atteinte à ses intérêts. Elle ne se manifeste donc le plus souvent que dans une phase d'expansion de l'organisation. Une fois la position du groupe consolidée, son utilisation doit devenir moins systématique. Ainsi, assez paradoxalement, la mafia, culture de la mort, n'admet pourtant la violence qu'avec une grande réticence. L'assassinat obéit à certaines règles chez Cosa Nostra : commis en Sicile, il nécessite l'approbation du chef de canton territorial ; s'il vise un homme d'honneur, il faut l'approbation de la commission provinciale ; l'homme d'honneur doit être capable de tuer mais il ne doit en aucun cas viser une femme innocente ou les enfants d'un homme d'honneur emprisonné ou assassiné⁴⁰ ...

Inversement, dans la guerre que se livrent les cartels au Mexique, la violence est illimitée parce qu'aucun cartel n'arrive à s'imposer durablement face aux autres. Prenons l'exemple des Zetas. Considérés comme la 2^{ème} organisation criminelle du Mexique⁴¹, ils ont mis en place une stratégie paramilitaire contre les autres cartels, utilisant assassinats sauvages, opérations terroristes et embuscades. Ils apparaissent en 1997 lorsque le cartel du Golfe recrute d'anciens membres des GAFES (le groupe aéromobile des forces spéciales, une unité d'élite de l'armée mexicaine chargée de réprimer l'insurrection zapatiste et de lutter contre les cartels) pour protéger ses chefs et éliminer ses ennemis. Les Zetas permettent la consolidation des positions du cartel du Golfe. Entre 2004 et 2010, ils vont cependant peu à peu gagner leur autonomie. Ils se renforcent en recrutant des anciens membres des forces spéciales du Guatemala et deviennent indépendants financièrement. Ils commencent à s'impliquer directement dans le trafic de drogue en rackettant des groupes moins puissants. Ils comptent alors quelques 2 000 membres et n'hésitent pas à mener des attaques dans différents Etats

³⁹ (Catanzaro, 1991)

⁴⁰ Rauffer, 2005. *ce qu'est vraiment une mafia*. [En ligne] <http://www.xavier-rauffer.com/site/Ce-qu-est-vraiment-une-mafia>

⁴¹ Mantoux, S., 2013. *Du « tueur d'amis » à « l'exécuteur » : brève histoire des Zetas*. [En ligne] Available at: alliancegeostrategique.org/2013/06/10/du-tueur-damis-a-lexecuteur-breve-histoire-des-zetas/#sthash.ODqgr0T.dpuf

mexicains. Leur armement s'améliore, ils se dotent de lance-grenades, de missiles sol-air et d'hélicoptères⁴². C'est cependant l'assassinat d'un proche du numéro un des Zetas, sur ordre du dirigeant du cartel du Golfe, qui provoque la rupture entre les deux organisations. L'assassinat intervient en effet dans le cadre de négociations entre le Cartel du Golfe et le Cartel de Sinaloa, négociations auxquelles les Zetas étaient hostiles. Une alliance des cartels contre les Zetas, corrélée à la lutte que mène l'Etat mexicain contre ces organisations criminelles pousse les Zetas à amplifier la guerre contre les autres cartels : policiers et membres du cartel sont enlevés et torturés et dès juillet 2010, ils provoquent des attentats à la voiture piégée contre les cartels. Leurs sont également attribués le massacre de 72 migrants à San Fernando en 2010, le massacre à San Fernando de 193 personnes en 2011, l'attaque du Casino Monterrey en 2011 (52 morts), l'assassinat de 21 membres du cartel du Golfe à la prison d'Altamira et de 44 membres du même cartel à la prison d'Apodaca en 2012. En mai 2012, ce sont 49 corps décapités qui sont retrouvés dans le Nuevo Leon⁴³. Ayant recours à d'autres gangs (Zetitas, Mara Salvatrucha /MS-13...), les Zetas deviennent en 2011 la deuxième plus grande organisation criminelle du Mexique. Des dissensions internes semblent cependant poindre au sein du cartel. De manière assez similaire, une étude sur les gangs à Los Angeles montre la corrélation qui existe entre le nombre de morts dû aux gangs et les fluctuations du marché de la drogue. En 1984, on ne dénombre ainsi que 192 homicides. L'arrivée du crack (dérivé de la cocaïne) provoque une hausse immédiate de la violence. En 1992, le nombre d'homicides est de 430⁴⁴, aucune organisation criminelle n'arrivant à contrôler le marché.

Lorsqu'elle est utilisée contre les acteurs de l'économie légale, les entreprises de tailles diverses et les commerçants, la violence doit également être mesurée. Ayant un comportement de prédation, l'organisation n'exerce que la violence nécessaire pour s'emparer de ce qu'elle désire. La violence a donc uniquement une visée utilitariste : décourager les concurrents dans l'attribution d'un marché public, assurer un revenu stable à l'organisation notamment par le racket de l'acteur économique...Trop violente, l'organisation provoque la disparition de l'acteur économique.

⁴² Amicis, A. D., 2010. *Los Zetas and La Familia Michoacana Drug Trafficking Organizations (mémoire)*, Pittsburgh: University of Pittsburgh.

⁴³ (Mantoux, 2013)

⁴⁴ François Haut, cours de criminologie 2013-2014, Assas

Ainsi en est-il du système du *Krysha* mis en place par les groupes criminels russes. Le mot lui-même renvoie aux termes de « couverture » ou « toit ». Ce système conjugue à la fois le racket et la protection. Par la violence, le groupe criminel vient se substituer à l'Etat et instaurer son propre ordre. Ce système se généralise avec la chute de l'URSS. Illégal ou non (par exemple lorsque l'entreprise est contrainte de faire appel à une entreprise de sécurité ayant une existence légale mais gérée par le groupe criminel), il concerne, en 1996, 53% des entrepreneurs⁴⁵. Par ce racket, une partie des revenus de l'entreprise est détournée au profit des groupes criminels. Le coût de la protection est extrêmement variable, il s'établit en moyenne autour de 20 à 30% du chiffre d'affaire mais peut s'élever à 50% si l'entreprise est contrôlée par le groupe criminel⁴⁶. Le *Krysha* entraîne en contrepartie, pour le groupe criminel, le devoir d'assurer le recouvrement des créances, la protection de l'entreprise, l'intimidation des concurrents, la corruption de fonctionnaires et la protection contre les autres groupes mafieux.

On peut également évoquer le *pizzo*, sorte de taxe prélevée par Cosa Nostra sur les entrepreneurs et commerçants en Sicile. Les revenus de ce racket lui procurent environ 2 milliards d'euros par an⁴⁷. Il est modulé en fonction de la taille de l'entreprise et se conçoit comme une stratégie de long terme (trop élevé il menace la viabilité de l'entreprise). Cette taxe est l'expression de l'emprise du groupe mafieux sur son territoire. Le non-paiement est sévèrement puni. Les sanctions sont diverses : l'avertissement (par l'envoi de balles de revolver dans une enveloppe...), la destruction du matériel de l'entreprise (incendie de locaux...), l'usage de la force contre les employés ou la mort (par exemple, le 21 août 1991, Libero Grassi, un entrepreneur qui avait refusé de s'en acquitter, est assassiné par la mafia).

Les groupes criminels n'exercent pas leur violence directement contre l'Etat ou contre la société. Cela s'explique par la disproportion des moyens et le souci de préserver leur raison d'être, le profit économique. L'assassinat des juges Falcone et Borsellino par Cosa Nostra dans les années 90 avait ainsi entraîné d'importantes manifestations contre Cosa Nostra et l'envoi de plusieurs milliers d'hommes sur l'île, l'arrestation et la condamnation à perpétuité du parrain Toto Riina. Une organisation criminelle n'agit pas contre un Etat mais en son sein, elle a un comportement purement parasitaire : en se greffant sur le tissu économique et social,

⁴⁵ Volkov, V., 2000. Les entreprises de violence dans la Russie postcommunisme. *Politix*. Vol. 13, N°49, pp. 57-75.

⁴⁶ (Volkov, 2000)

⁴⁷ Dunglas, D., 2007. Les nouvelles règles du racket. *Le Point*, 10 avril.

elle prélève des revenus illégaux. Une trop grande instabilité ne le lui permettrait pas. Elle veut simplement affaiblir l'Etat en détruisant sa légitimité et assurer l'impunité à ses membres, non le remplacer. Contre l'Etat, elle utilise plutôt la corruption. Celle-ci permet de fluidifier les rapports entre l'Etat et l'organisation en établissant une sorte de zone floue dans laquelle évoluent les acteurs répressifs et ceux qui veulent violer impunément la loi. La même logique peut la pousser à s'immiscer dans les rapports entre l'Etat et la population. La connivence des élites politiques et des groupes criminels empêche alors les populations d'exiger de l'Etat l'exercice de ses missions régaliennes.

Dans les années qui suivent la chute de l'URSS, il est ainsi estimé que la corruption touche toutes les branches de l'administration russe⁴⁸. Elle concerne 41,1% du personnel des ministères, des comités et des structures légales ; 11,7% du personnel des administrations de crédit ou financières ; 8,9% du personnel des agences de régulation ; 0,8% des députés ; 26,5% des agents de l'exécutif ; 3,2% du personnel des douanes et 7,8% des agents des autres administrations. Une enquête d'opinion en Russie publiée à peu près à la même période montre que pour devenir riche, 44,2% des personnes pensent que la spéculation illégale est le meilleur moyen, 20,4% pensent que c'est par le blanchiment d'argent tandis que seulement 5,1% des sondés pensent que l'honnêteté, la capacité et l'effort permettent d'y parvenir⁴⁹. La crédibilité de l'Etat dans l'exercice de ses missions est également mise à mal. Un ancien maire de Moscou, Gavriil Popov estimait par exemple que « *la mafia est nécessaire dans la situation actuelle en Russie (...) elle remplit le rôle d'un Robin des bois, en distribuant la richesse* »⁵⁰.

Activités lucratives illicites et usage utilitariste de la violence visent à permettre à l'organisation d'accomplir sa finalité : la recherche du profit.

SECTION 4-FINALITE PECUNIAIRE

La criminalité de profit, ainsi que son nom le suggère, a une finalité pécuniaire. Sa finalité « *relève de l'argent* », « *consiste en l'argent* »⁵¹. Par les activités lucratives illicites,

⁴⁸Selon un rapport du MVD ministère russe de l'intérieur de 1996, cité dans W.H. Webster, *Russian Organized Crime*, 1997

⁴⁹ Cité dans Anderson, *The red mafia*, 1995

⁵⁰ Galeotti, M., 2002. *Criminal Russia: the traditions behind the Headlines*. Dans: *Russian and Post-soviet Organized Crime*. s.l.:Ashgate Dartmouth, pp. 3-6.

⁵¹ Dictionnaire Larousse 2013

l'organisation vise l'enrichissement personnel de ses membres. Ce but est exprimé sans ambiguïté tant par les criminels eux-mêmes que par ceux qui sont chargés de les combattre.

Cette finalité est ainsi mise en exergue dans les différentes définitions du crime organisé : que l'on parle de « *faire un profit* » dans la définition de Jay S. Albanese, de « *maximiser des profits* » chez Donald R. Cressey, de la recherche d'un « *avantage économique* » pour Robert Rhodes, ou d'« *un gain financier ou un bénéfice matériel* » chez Gavin Briggs, un « *profit sans fin* » pour Daepyo Jung ou la « *maximisation du profit* » pour Đorđe Ignjatovic. Les définitions données par des organisations ou des organismes internationaux le montrent également : le Conseil de l'Europe parle « *d'activités illégales effectuées (...) dans le but d'obtenir, directement ou indirectement, un bénéfice financier ou matériel* », Interpol de « *l'obtention d'argent par le biais d'activités illégales* », dans la Convention des Nations Unis contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000, il est explicitement écrit que le but du groupe est de « *tirer (de l'activité criminelle), directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel* »⁵².

Les criminels eux-mêmes ne sont pas en reste. La motivation pécuniaire est souvent explicite. La quête de la vie facile, du luxe et de ce qu'il procure se fait par le biais de l'organisation. Le criminel recherche la fortune. Le terme s'il désigne « *une importante somme d'argent* » ou celui qui la détient, peut également se définir comme le « *succès de quelque chose* », une « *puissance mystérieuse qui est censée fixer aux êtres humains leur sort* »⁵³. L'argent est donc à la fois moyen et but pour le criminel. Il est exalté non seulement pour ce qu'il procure mais pour lui-même. Il symbolise le mode de vie criminel, il est le moteur de l'ascension sociale du criminel, ce qui lui permet d'avoir ce qu'il désire : femmes, armes, pouvoir, voitures, maisons... Les motivations sont sensiblement les mêmes qu'elle que soit l'organisation ou le lieu où elle se trouve. Quelques exemples permettent de l'illustrer.

Michel Lepage, membre du gang de la banlieue Sud répond à la question « *voyou, pourquoi on fait ce métier là ?* » de la manière suivante : « *pour l'argent ! simplement pour l'argent, moi j'ai commencé comme ça, pour l'argent, (...), et j'ai continué pour l'argent* »⁵⁴. De l'autre côté de l'océan Atlantique, un rappeur, membre des crips (un gang de Los Angeles),

⁵² ONU, 2000. *Final Report of the UN Panel of Experts on Violations of Security Council Sanctions Against Unita*, New-York

⁵³ Dictionnaire Larousse 2013

⁵⁴ Complément d'enquête, Gang de la banlieue Sud, Michel Lepage, 4.24 <http://www.youtube.com/watch?v=5dcHJ3wVUew>

proclame dans une chanson intitulée « gangsta's paradise » son amour immodéré de l'argent : « je suis un fou éduqué avec l'argent en tête (...) le pouvoir et l'argent, l'argent et le pouvoir, minute après minute, heure après heure »⁵⁵. Dans le pays voisin, le Mexique, un genre musical, le *narco corridos*, vante les mérites de la vie criminelle, « l'exaltation d'une vie courte mais comblée de luxes, de drogues, de femmes à volonté, des fêtes interminables, royaume du pouvoir et de l'illimité : le règne de l'argent tout-puissant »⁵⁶. Un mafieux russe, dans un reportage sur Arte, faisant visiter l'intérieur de son hôtel particulier, s'exclame face à la caméra « alors j'ai réussi ou je n'ai pas réussi ? »⁵⁷. Henry Hill, un mafioso qui avait impliqué dans la *pizza connexion* en témoigne également : « j'empoçais des quantités d'argent astronomiques, (...) entre 20 et 30 000 dollars par jour, des sacs entier d'argent, je ne savais plus où le mettre, on amasse tellement vite que ça change tout »⁵⁸. Très récemment, Joaquín « Chapo » Guzmán, chef du cartel de Sinaloa a été arrêté. Il avait une fortune d'environ un milliard de dollars. Il possédait dans la station balnéaire de Mazatlán, huit maisons reliées entre elles par des tunnels. Sa sécurité était assurée par plus de 300 personnes équipées de revolvers, de lance-grenades, de lance-roquettes et de véhicules blindés⁵⁹.

La criminalité de profit se caractérise donc par son caractère organisé, par ses activités lucratives illicites, par la violence utilitariste qu'elle met en œuvre et par sa finalité pécuniaire. Elle est le premier élément de l'hybridation.

⁵⁵ « I'm an educated fool with money on my mind (...) Power and the money, money and the power minute after minute, hour after hour » Coolio gangsta's paradise

⁵⁶ Rodilla, Á. R., 2012. *Mexique: contre-cultures de la guerre contre le trafic de drogues, du corrido et ses ramifications*, Casa de España: Fréquences Latines.

⁵⁷ L'honneur des brigands, reportage sur la mafia russe, Arte, disponible sur <http://www.youtube.com/watch?v=f-aN10hoItM5.28>

⁵⁸ National Geographic, disponible sur http://www.youtube.com/watch?v=TIXldsrC8_I

⁵⁹ Jamet, C., 2014. Le trafiquant de drogue le plus recherché au monde arrêté. *Le Figaro*, 23 février.

CHAPITRE 2-CRIMINALITE POLITIQUE

La criminalité politique est le deuxième élément de l'hybridation. Elle se caractérise par un usage maximaliste de la violence (utilisation du terrorisme et de la lutte armée) et par une finalité politique. Quantitativement parlant, les guérillas et les groupes terroristes sont moins nombreux que les organisations criminelles⁶⁰.

SECTION 1-UNE CRIMINALITE ORGANISEE ?

La criminalité politique n'est pas nécessairement une criminalité « organisée ». Elle peut être le fait d'individus isolés. Elle est dans ce cas-là difficile à distinguer de la criminalité de droit commun.

I-LA PROBLEMATIQUE DU LOUP SOLITAIRE

Le problème que pose le crime politique individuel est celui de la rationalité qui anime son auteur. Lorsqu'il est le fait d'une organisation, parce qu'il engage l'existence même du groupe et qu'il est un pas sur le chemin de la réalisation de l'objectif politique, le crime politique implique nécessairement une réflexion intellectuelle plus ou moins poussée : choix des moyens, financement, cohérence de l'acte par rapport à la finalité, explication a posteriori... Comment distinguer cette réflexion chez celui qui agit de manière solitaire ? L'explication de l'acte peut poser problème, soit parce que l'acte peut tout aussi bien ressortir d'une criminalité de droit commun que d'une criminalité politique, soit parce que la santé mentale de son auteur empêche d'établir une corrélation entre l'acte et ce qui a été sa motivation.

La réalisation de l'acte s'inscrit dans un laps de temps en général court, peu propice à des revendications ultérieures compte-tenu des moyens policiers mis en œuvre et de l'absence de relais médiatiques ou politiques. L'auteur de l'acte n'aura pas nécessairement d'emprise sur l'explication de l'acte. Ainsi, s'il est prouvé qu'il souffre de troubles mentaux, la signification donnée par l'opinion à son acte lui échappera totalement. Et même s'il est sain d'esprit, agissant seul, il n'aura pas forcément la possibilité ni le temps d'expliquer son acte. Quelques exemples permettent de souligner ces difficultés.

⁶⁰ Carey, Mitchell et Lowe en dénombrent 1600 dans le monde en 2009 ; à la même époque, on compte environ 20 000 organisations criminelles pour les seuls Etats-Unis (Hazen, 2010).

Le 22 juillet 2011, le norvégien Anders Behring Breivik provoque un attentat devant l'immeuble où se situent les bureaux du Premier ministre travailliste. L'explosion d'une bombe de 950 kilogrammes cause la mort de 8 personnes. Anders Breivik se dirige ensuite vers l'île d'Utoya où se tient un camp d'été du parti travailliste. Se présentant comme un « commandeur dans le mouvement de résistance norvégien », il est à l'origine d'une tuerie qui fait 71 victimes. Ses motivations ont été publiées dans un manifeste, « déclaration européenne d'indépendance-2083 ». Figurait notamment dans ce manifeste, un « carnet de bord des chevaliers du temple-réflexions personnelles et expériences durant les différentes phases de préparation »⁶¹. Breivik se voit comme le « *commandeur d'un nouvel ordre templier* » contre « *le djihad européen en cours* », « *idéologie totalitaire* » à l'origine d'un possible « *génocide culturel* »; il exprime également sa haine du multiculturalisme « *idéologie de haine dont le but est de détruire la civilisation occidentale et qui est antichrétienne, antifamille, antinationaliste, antipatriote, anticonservateur, antihérédité, antimasculin, antitradition et antimorale* » et de la féminisation de la société. Il déplore le manque de démocratie en Europe et prévoit « *un nouveau procès de Nuremberg* » pour environ 400 000 personnes, des dirigeants politiques aux journalistes, qui doivent être exécutés s'ils ne capitulent pas avant le 1er janvier 2020. Après une guerre civile, il envisageait notamment la déportation des musulmans qui refuseraient de se convertir. Il parle également de la manière dont il compte financer son opération terroriste (notamment par la vente d'un service de table) et évoque son quotidien, ses tentatives pour acquérir des armes et des produits pour construire une bombe. Son manifeste se termine par « *Je crois que ce sera mon dernier post. On est maintenant le vendredi 22 juillet, 12h51. Bien à vous* ». Lors de son procès, la question de sa santé mentale se pose. Deux psychiatres estiment qu'il souffre de troubles schizophréniques, le parquet retient aussi cette thèse. Anders Behring Breivik est cependant reconnu responsable de ses actes, conformément à ses souhaits et est condamné à 21 ans de prisons pour le meurtre de ces 77 personnes.

En 1999, le terroriste d'extrême-droite David Copeland provoque plusieurs attentats, visant notamment les minorités ethniques et les homosexuels. Il avait rejoint le British National Party en 1997 et le National Socialist Movement en 1998. Le 17 avril 1999, il dépose une bombe dans un sac de sport à Brixton. L'explosion blesse cinquante personnes. Un deuxième attentat dans l'Est de Londres provoque la mort de 13 personnes. Enfin, il dépose une bombe

⁶¹Extraits disponibles dans (AFP, 2006) (Clavel, 2012)

dans le pub Admiral Duncan, faisant trois morts, quatre blessés graves, vingt-six personnes sévèrement brûlées et cinquante-trois blessés légers. La question de l'état mental se pose là encore, cinq psychiatres ont conclu à une schizophrénie paranoïaque, un autre à un trouble de la personnalité. David Copeland est finalement condamnée à la prison à vie le 30 juin 2000⁶².

Abdelhakim Dekhar s'introduit armé à BFM TV le 15 novembre 2013. Le 18 novembre, il tire plusieurs coups de feu à Libération puis sur l'immeuble de la Société générale à la Défense et prend un automobiliste en otage avant d'essayer de se suicider. Se voyant comme un «*combattant irrégulier dans le mouvement clandestin non-officiel*», un «*indigène*», un «*résistant*», il dit vouloir faire partie de «*ceux qui se lèvent pour défendre les opprimés*» : «*J'ai appris Spartacus et ses héritiers et ce qui les a fait tomber dans les mains des légions romaines [...]. J'ai appris les Indiens d'Amérique, les Enragés de 1793, les luttes du prolétariat, les luttes contre l'esclavage, le ghetto de Varsovie, les nazis, les goulags et les purges de Staline. J'ai appris les Partisans et comment ils ont combattu l'envahisseur*». Il avait déjà tenté en 1994 de braquer une préfourrière à Pantin avec quelques anarchistes, tentative qui avait dégénéré et fait cinq morts. Lors de son procès, les psychiatres mettent en avant «*des tendances affabulatoires, voire mythomaniaques*»⁶³.

Ce que l'on appelle «*loup solitaire*» désigne donc une personne qui accomplit un acte terroriste de manière autonome et qui choisit elle-même ses objectifs. Son action, pour être autonome, n'est pas nécessairement isolée. La personne peut l'inscrire dans ce qu'elle estime être un combat idéologique commun, par exemple le djihad mondial. Elle peut ainsi réagir à un appel lancé par une autorité religieuse, politique ou un groupe terroriste. En mars 2014, le site islamiste al-Minbar Jihadi Media Network a par exemple lancé un appel aux «*loups solitaires en France*», les exhortant à assassiner le Président de la République, à terrifier «*son gouvernement maudit*», à le faire vivre «*dans l'horreur*» et à faire exploser des bombes «*en signe de soutien à ceux qui sont vulnérables en République centrafricaine*». Il les invite à «*retracer le chemin de Mohamed Merah et (à) déclencher la guerre en France jusqu'à l'arrêt total de ses agressions au Mali et en Centrafrique*». De la même manière, en janvier 2013, le porte-parole de Mokhtar Belmokhtar avait menacé la France «*des croisés et des Juifs sionistes*» pour «*son agression contre les musulmans du nord du Mali*». Il avait

⁶² Hopkins, S. H. e. N., 2000. David Copeland: a quiet introvert, obsessed with Hitler and bombs. *The Guardian*, 30 juin.

⁶³ Tourancheau, P., 2014. Un «*révolutionnaire*» à l'idéologie attrape-tout. *Libération*, 15 janvier.

ajouté : «*J'espère que la France se rend compte qu'il va y avoir des dizaines de Mohamed Merah et de Khaled Kelkal*»⁶⁴.

Le combat politique peut également être mené par des groupes plus structurés, voire de véritables guérillas.

II-GUERILLAS ET GROUPES TERRORISTES

Les structures des entités politiques peuvent être très variées, de la cellule terroriste à la guérilla comptant plusieurs milliers de combattants. Quelques exemples permettent de le comprendre.

Les FARC-EP, les forces armées révolutionnaires de Colombie, ont une structure purement militaire. La stratégie militaire est en effet privilégiée depuis les années 90, période où leur but devient la lutte armée pour la prise du pouvoir. La guérilla est fortement hiérarchisée. Le nombre de guérilleros est actuellement estimé à 9000 (contre 1999 combattants en 1999)⁶⁵. La structure des FARC est pyramidale. A son sommet, un état-major central d'une trentaine de membres et un secrétariat, véritable organe de pouvoir, de 7 membres. Trois personnes se sont succédées à la tête des FARC : Manuel Marulanda, Alfonso Cano et Timoleón Jiménez. Au deuxième niveau de la structure des FARC, se trouvent les blocs. Ils coordonnent l'action des différents fronts (cinq ou plus par bloc) et sont dirigés par des commandants nommés par le pouvoir central. Il y a sept blocs, chacun agissant dans une zone géographique déterminée. Le bloc oriental, bloc le plus important, opère ainsi dans l'est de la Colombie. Au niveau inférieur de la structure, se trouvent les fronts. Ils comptent de 50 à 400 combattants (200 en moyenne). Ils peuvent agir séparément ou coordonner leurs forces. Ils peuvent également se diviser en fonctions des opérations. Les autres sous-divisions enfin, sont la colonne (environ 100 combattants), la compagnie (50 combattants) et le peloton (une douzaine de combattants).

Le Hezbollah, mouvement fondamentaliste chiite, a une architecture beaucoup plus complexe, mêlant le politique et le militaire. La structure politique de l'organisation se compose d'un conseil exécutif, d'un conseil consultatif de douze membres qui a une activité hebdomadaire, d'un bureau politique de quinze membres appartenant au clergé et qui est responsable de la

⁶⁴ Cornevin, C., 2014. François Hollande menacé de mort par les djihadistes. *Le Figaro*, 11 mars.

⁶⁵ Labrousse, A., 2004. Colombie: le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC-EP (1978-2002). *La Découverte / Hérodote*, Issue 2004/1 - N°112, pp. 27-48.

coordination politique de l'ensemble et d'une structure régionale dans les provinces de la Bekaa, au Sud Liban et dans les zones ouest et sud de la capitale. La structure militaire se décompose en un comité militaire qui agit au niveau stratégique et une résistance islamique d'environ 4 000 combattants et 5 000 auxiliaires divisés en trois régions : Sud-Liban, Beyrouth et vallée de la Bekaa. Enfin un appareil de sécurité spéciale sert d'organe d'espionnage et de contre espionnage. Il est notamment responsable des activités terroristes à l'étranger⁶⁶.

L'organisation des Tigres de Libération de l'Îlam tamoul, défaite militairement en 2009 après une longue guerre civile, comptait jusqu'à 17 000 combattants et mêlait structure militaire et structure politique (la structure politique, chargée de l'administration de l'organisation et de la communication, subordonnant la structure militaire). Au sein de cette structure politique figuraient plusieurs organes : un Département culturel, une organisation de jeunesse (la SOLT, *Students' Organisation of the Liberation Tigers*), des organisations telles que la *International Federation of Tamils* (IFT), la Fédération française des associations tamoules, le *World Tamil Mouvement* (WTM) ou la *World Tamil Association* (WTA) et une station de radio, *Voice of Tigers*. Une organisation de réhabilitation tamoule était en charge de l'administration des zones contrôlées par les Tigres tamouls. Dans ces régions, les Tigres avaient mis en place de véritables structures étatiques avec des forces de police, une justice et une administration fiscale. La structure militaire se composait de plusieurs armées : les *Sea Tigers* (sorte de marine des Tigres tamouls) ; les *Air Tigers* (armée de l'air qui a été en charge du raid sur la base aérienne de Katunayake) et l'armée de terre qui comprend notamment les *Black Tigers*, commandos des Tigres tamouls. On peut enfin évoquer le service de renseignement de l'organisation, le TOSIS⁶⁷.

Toutes les organisations n'ont cependant pas atteint ce degré d'élaboration dans leur structure. La structure peut être plus souple, en réseau. Arquila et Rondfelt la définissent alors comme un ensemble de nœuds dispersés qui partage un ensemble d'idées et d'intérêts et qui sont prêts à agir de manière convergente⁶⁸. Au sein de ce réseau, un « nœud » peut être en charge de la coordination de l'ensemble, de la définition des objectifs et des décisions stratégiques.

⁶⁶ Baud, J., 2012. *Hezbollah*. [En ligne] <http://www.globalterrorwatch.ch/?p=708>

⁶⁷ Gerbaut, S., 2009. *L'organisation des Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul : Naissance, vie et mort d'une insurrection identitaire (mémoire)*, Lyon: Université Jean Moulin Lyon III.

⁶⁸ Arquila et Rondfelt, 2001 cités dans Aurélie Campana, S. L.-L. e. S. T., 2013. *Description de l'évolution historique de la structure organisationnelle d'Al Qaida*, Canada: ERTA.

Le groupe islamiste Abu Sayyaf aux Philippines a ainsi une structure assez anarchique. Un conseil de huit membres appelé « gouvernement caché de l'Etat théocratique islamique de Minsupala », est l'organe de direction de plusieurs petites cellules fracturées, sans véritable coordination entre elles. L'organisation compte tout de même entre 1500 et 4000 combattants⁶⁹.

La cellule terroriste qui avait planifié les attentats dans le métro à Madrid le 11 mars 2004 se composait d'une trentaine de personnes. Aucune n'avait effectuée d'entraînement en Afghanistan ou en Tchétchénie. Leur financement provenait principalement des activités de trafic de drogues de l'un des membres. Cette cellule tout en faisant partie d'un réseau plus lâche (certains de ses membres avaient des contacts avec le Groupe Combattant Islamique Libyen, le Groupe Combattant Islamique Marocain (GCIM) et Al Qaeda), agissait cependant de manière autonome⁷⁰.

Le caractère organisé ou non de cette criminalité s'avère finalement assez accessoire. Ce qui la caractérise principalement, c'est l'usage du terrorisme ou de la lutte armée pour réaliser ses objectifs politiques.

SECTION 2-USAGE MAXIMALISTE ET ILLICITE DE LA VIOLENCE

La violence, du latin *violentia*, se définit comme le « *caractère de ce qui se manifeste, se produit ou produit des effets avec une force intense, brutale et souvent destructrice* »⁷¹. En choisissant la voie de l'action, l'entité met nécessairement en œuvre une violence maximaliste et illicite. Au risque d'enfoncer des portes ouvertes, rappelons que d'une part que la violence est illicite parce que l'Etat est supposé en avoir le monopole, elle est d'autre part maximaliste parce qu'elle est le seul moyen de combler l'asymétrie des forces entre l'Etat et l'entité.

C'est dans cette dimension d'utilisation illicite et maximaliste de la violence que l'organisation est criminelle. Il n'est pas ici question d'un jugement moral ; l'organisation peut parallèlement avoir des activités légales : participation à la vie politique, action sociale en faveur des déplacés, des pauvres, construction d'hôpitaux, d'écoles...

⁶⁹LaVerle Berry, G. E. C. R. A. H. e. N. A. K., 2002. *A global overview of narco funded terrorist and other extremist groups*, Washington: Librairie du Congrès.

⁷⁰Wesley, J. J. e. R., 2006. *Attentats de Madrid: résultats de l'enquête deux ans après les événements*, Jamestown : Terrorism Monitor - Jamestown Foundation

⁷¹ Dictionnaire Larousse 2013

La violence est de deux types : lutte armée ou terrorisme. Il s'agit d'une différence de degré plus que de nature, d'autant plus que bien souvent l'entité met en œuvre à la fois des stratégies de guérilla et des stratégies de terrorisme en milieu urbain.

I-LUTTE ARMÉE

La stratégie de l'organisation politique peut se fonder sur la lutte armée. Cette stratégie peut être urbaine ou prendre place en milieu rural. Parce que l'organisation ne peut attaquer frontalement l'Etat, elle doit user de stratégies alternatives : harcèlement, embuscades, sabotages, actes de terrorisme, enlèvement et assassinat de civils ou d'agents étatiques... c'est-à-dire mener une guérilla.

Le terme de guérilla désigne « *un groupe de soldats armés légèrement et chargés de harceler l'ennemi* »⁷². Il est également une forme de guerre caractérisée par la disproportion entre les acteurs en présence, une « *petite guerre* »⁷³. D'autres expressions ont été employées pour qualifier ce type de conflit : les termes de « *conflit asymétrique* » ou de « *tactique du faible au fort* » permettent de mettre en exergue le fait que « *les belligérants sont le plus souvent des acteurs non étatiques, dotés de moyens et d'effectifs bien moins importants que les forces de sécurité auxquelles ils sont confrontés* »⁷⁴; celui de guerre irrégulière fait ressortir le non-respect du droit à la guerre (*jus ad bellum*) et du droit de la guerre (*jus in bella*). N'étant pas une guerre conventionnelle, ceux qui la mènent ne sont pas des soldats mais des combattants irréguliers. Les noms donnés à ces combattants sont d'ailleurs divers : francs-tireurs, rebelles, terroristes, résistants, guérilleros, miliciens... Face à la guérilla, la réponse ne peut être purement militaire, elle s'accompagne d'une répression policière et judiciaire.

Quelques exemples permettent d'illustrer l'asymétrie des forces entre les guérillas et les acteurs étatiques. En 2009, les forces armées colombiennes comptent 250 000 combattants (145 000 militaires et 105 000 policiers)⁷⁵. Elles reçoivent en outre une aide militaire et financière des Etats-Unis. La guérilla des FARC à la même période ne peut opposer que 9 000 combattants. L'opération militaire aboutissant à la défaite des Tigres Tamouls en 2009 a

⁷²Dictionnaire Larousse 2013

⁷³Couteau-Bégarie, H., 2009. Guerres irrégulières : de quoi parle-t-on ? *Stratégique revue de l'institut de stratégies comparées*, Issue 93-94-95-96.

⁷⁴Clément-Noguer, S., 2003. Sécurité du fort contre asymétrie du faible. *La revue internationale et stratégique*, 3(51), pp. 89-96.

⁷⁵Université de Princeton, 2013, Military of Colombia

compté 50 000 combattants, les Tigres n'étaient que 5000⁷⁶. Enfin, 60 000 Talibans⁷⁷ affrontent une coalition qui comptait jusqu'à 130 000 hommes (forces armées afghanes non comprises)⁷⁸.

II-VIOLENCE TERRORISTE

« *Le terroriste est dans la pensée magique, par un acte, par un mot, il veut annuler les lois du réel, annuler tout le passé, tout le présent, procréer magiquement, et par lui tout seul, modeler le futur selon son désir* »⁷⁹.

Des stratégies de violence, le terrorisme est celle qui offre la plus grande disproportion entre l'acte et les objectifs voulus par son auteur. Le mot « terrorisme » ne vient pas directement du latin ; il apparaît sous la Révolution française pour caractériser un mode de gouvernement, la Terreur, de septembre 1993 à juillet 1994. Il va ensuite s'appliquer à des « *stratégies de contestation violente contre l'Etat* »⁸⁰.

Il y a deux caractéristiques indivisibles dans la mécanique terroriste : l'utilisation de la violence et la recherche d'effets psychologiques corrélatifs. L'auteur de l'acte veut terroriser. Le mot « terreur » provient lui du latin « *terror* » qui veut dire « effrayer », c'est « *une peur violente qui paralyse* »⁸¹. L'effet recherché est psychologique, il va au-delà de l'acte lui-même. Pour cela, une signification doit être donnée à l'acte. L'acte terroriste fonctionne en effet « *selon les règles de la dramatisation* »⁸², « *tout doit y être excessif, absolu, tragique, extrême, bipolaire* »⁸³. Les effets recherchés par le terroriste ne sont pas les conséquences directes de son acte : destruction d'immeubles, mort de civils...le but est d'étendre les retombées de l'acte au maximum. En somme, faire correspondre un objectif qui peut apparaître irréalisable, lointain avec un acte qui est limité dans le temps et dans l'espace. Clausewitz disait ainsi : « *une action est dénommée terroriste lorsque ses effets psychologiques sont hors de proportion avec ses résultats purement physiques* »⁸⁴.

⁷⁶ (Gerbaut, 2009)

⁷⁷ Hazen, J. M., 2010. *Des gangs, des groupes et des armes 3*, s.l.: Small Arm Survey.

⁷⁸ Gouëset, C., 20/06/2013. Chronologie de l'Afghanistan (1921-2013). *l'Express*.

⁷⁹ Dufour-Gompers, R., 1992. *Dictionnaire de la violence et du crime*. Bar-Ilan: érès.

⁸⁰ (Bauer, 2010)

⁸¹ Dictionnaire Larousse 2013

⁸² Freud 1900, cité dans (Dufour-Gompers, 1992)

⁸³ (Dufour-Gompers, 1992)

⁸⁴ Clausewitz, *Penser la guerre*, Gallimard, 1976

Le terrorisme permet « *de conférer de la puissance et un avantage tactique à des acteurs qui en seraient dépourvu s'ils entraient dans une confrontation directe, symétrique, avec une armée régulière* »⁸⁵.

L'exemple type est celui des attaques de septembre 2001. L'organisation d'Oussama Ben Laden fait exploser quatre avions en vol à New-York (sur le World Trade Center), Washington (sur le Pentagone) et en Pennsylvanie, faisant plusieurs milliers de morts. Le but de ces attaques était, selon Ben Laden, de réagir « *à l'injustice continue et à l'oppression pratiquée contre nos fils en Palestine et en Irak et en Somalie et au Sud Soudan et dans d'autres lieux comme le Cachemire ou l'Assam* », de se battre « *contre les problèmes désastreux qui menacent l'humanité entière aujourd'hui* », de lutter contre l'Occident qui mène « *une croisade implacable, incroyable dirigée contre l'Islam* »⁸⁶, « *d'arrêter qu'Israël tue nos enfants* » et d'affaiblir l'Amérique économiquement car elle « *impose l'athéisme et l'humiliation sur les nations faibles* »⁸⁷.

Pour être accessoire, la question du financement mérite néanmoins d'être posée. Elle permettra dans la troisième partie de comprendre ce qui sépare l'entité politique de l'entité hybride.

SECTION 3-LA QUESTION DU FINANCEMENT

Pour mener son combat, la guérilla ou le groupe terroriste doit accumuler un capital. Le financement classique d'une entité politique peut être étatique, résulter de dons ou provenir d'un impôt révolutionnaire.

I-LE FINANCEMENT ETATIQUE

Traditionnellement, le financement des organisations terroristes ou des mouvements de lutte armée est pour partie étatique. Pendant la guerre froide, ces organisations sont les vecteurs par lesquels superpuissances et acteurs étatiques de moindre importance s'affrontent. De manière plus générale, les Etats financent et entretiennent ces organisations dans le cadre de stratégies indirectes. L'aide peut être purement financière mais aussi matérielle : fourniture d'armes et de matériel militaire, de renseignements, envoi de conseillers militaires, entraînement des

⁸⁵ Di Rienzo, cité par (Calcerrada, 2009)

⁸⁶ Sheikh Osama bin Laden's speech 2001, Aljazeera, disponible sur <http://www.youtube.com/watch?v=2RuVs0jeMyM>

⁸⁷ Osama Bin Laden Talks About the 9/11 Attacks, Aljazeera, disponible sur <http://www.youtube.com/watch?v=gWVC4JBjtEE>

combattants, apport de technologie... Six exemples permettent de le montrer : trois issus d'un contexte de guerre froide, trois issus de conflits en cours.

Aide américaine aux moudjahidines pendant la guerre d'Afghanistan (1979-1989)

Pendant la guerre d'Afghanistan de 1979 à 1989, les Etats-Unis soutiennent les moudjahidin afghans contre les soviétiques. Pour embourber les soviétiques, une coalition formée par les américains et regroupant le Pakistan, l'Arabie Saoudite et la Chine fournit aide financière et armes aux combattants. Les motivations sont diverses : la Chine veut affaiblir l'URSS, l'Arabie Saoudite soutenir le combat de musulmans contre des régimes communistes et le Pakistan éviter de se retrouver pris entre deux pays hostiles : l'Inde et l'Afghanistan. L'aide, modeste au début, s'accroît en 1984 avec le vote par le Congrès de la résolution « Tsongas-Ritter » qui demande à ce qu'une aide militaire efficace soit apportée aux combattants afghans. Les américains consacrent quelques 250 millions de dollars à la guerre d'Afghanistan en 1984 ; 584 millions en 1988. Ils décident également de fournir des missiles sol-air Stringer, particulièrement efficace contre les hélicoptères russes⁸⁸. Les soviétiques doivent finalement quitter l'Afghanistan à la fin des années 1980.

Soutien socialiste au FNL lors de la guerre du Vietnam (1954-1975)

Pendant la guerre du Vietnam, de 1954 à 1975, le Front national de libération du Sud Vietnam ou *Vietcong* mène des opérations de guérilla dans le Sud Vietnam. Il est soutenu par le Nord Vietnam, l'URSS et la Chine. Le long de la piste Ho Chi Minh sont acheminés armes et matériel. Cette aide lui permet de passer de 135 000 combattants en 1965 à 300 000 en 1968⁸⁹. Il a face à lui plus de 500 000 américains et les 700 000 soldats de l'armée sud-vietnamienne. Une stratégie contre-insurrectionnelle visant le FNL menée par les américains entre 1968 et 1972 permet de reprendre le contrôle de 93% du Sud-Vietnam et conduit à l'arrestation de 33 000 guérilleros et à 26 000 liquidations⁹⁰. Les Etats-Unis décident néanmoins de se retirer face au coût humain (57 000 morts et 300 000 blessés⁹¹), à la faiblesse

⁸⁸ Ricard, P. M. e. S., 2005. *Les Etats Unis et la fin de la guerre froide*. Paris: L'Harmattan.

⁸⁹ Dictionnaire Larousse 2013

⁹⁰ Nguyen, E., 2008. *de Yalta à Bagdad, les Présidents américains et le monde*. Paris: Studyrama perspectives.

⁹¹ (Nguyen, 2008)

de l'allié sud-vietnamien et à une opinion publique américaine de plus en plus hostile. Le 27 janvier 1973 les accords de Paris sont finalement signés. Ils prévoient la fin des combats et le retrait total des américains du sud-Vietnam.

Financement américain des Contras au Nicaragua (1979-1989)

La guérilla du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), aidée par Cuba, était parvenue à faire chuter la dictature d'Anastasio Somoza au Nicaragua en 1979 et à s'emparer du pouvoir. Une guérilla contre-révolutionnaire, la Résistance nationale ou *Contras*, agrégat de groupes armés, se met alors en place pour lutter contre la révolution sandiniste. Les *contras* s'unissent en 1985 et mènent plusieurs attaques à partir du Honduras. Ils comptent alors entre 13 000 et 22 000 combattants⁹² et sont soutenus par l'Argentine et les Etats-Unis. Ces derniers, selon la doctrine du refoulement, financent en effet toutes les guérillas opposées à des gouvernements marxistes. La CIA entraîne ainsi les *contras* et leur fournit une aide matérielle et financière. L'opposition du congrès américain oblige cependant la CIA à se tourner vers l'Arabie saoudite et le sultanat de Brunei pour verser des fonds. Les Etats Unis financent également la guérilla par la vente d'armes à l'Iran en dépit du blocus. L'affaire est révélée dans la presse dès 1986 et prend le nom d'*Irancontragate*. En mars 1988, le congrès réitère son opposition au financement des *contras*. L'accord de Tela en 1989 met finalement un terme au conflit en prévoyant la démobilisation des *contras* et la tenue d'élections libres⁹³. Il aura fait 57 000 victimes, dont 29 000 morts et provoqué le déplacement de 350 000 personnes⁹⁴.

Conflits régionaux récents

Le financement étatique des organisations n'est évidemment pas dû au seul contexte de guerre froide. Des conflits plus récents et toujours en cours en témoignent : guerre entre les FARC-EP et le gouvernement en Colombie, guerre civile en Syrie, guerre d'Afghanistan...

Les liens entre les FARC et le Venezuela ont ainsi causé récemment des tensions diplomatiques entre ce dernier et la Colombie. Le Venezuela sert en effet de base arrière à la guérilla pour au moins trois de ses blocs (les blocs est, caribéen et magdalena medio), il est

⁹² Bail, R., 2001. « Contras » et « compas », une même amertume. *Le Monde diplomatique*, décembre.

⁹³ (Nguyen, 2008)

⁹⁴ (Bail, 2001)

également un point de passage indispensable du trafic de cocaïne pour la guérilla (certains hauts responsables vénézuéliens avaient d'ailleurs été ouvertement mis en cause par les Etats Unis pour leur implication dans le ce trafic), il finance enfin la guérilla, l'entraîne et lui procure des armes (en particulier sous la présidence de Hugo Chavez à partir de 1999)⁹⁵.

Le Hezbollah, qui mène une lutte armée contre Israël depuis le Sud-Liban, est quant à lui soutenu financièrement par l'Iran et la Syrie. L'Iran lui fournit des armes, un soutien idéologique et lui apporte un soutien financier. Celui-ci, tend cependant à diminuer avec la mise en place de sanctions visant l'Iran⁹⁶. S'agissant de la Syrie, les liens sont étroits : le Hezbollah était contre le retrait des troupes syriennes du Sud Liban en 2005 et est actuellement engagé aux côtés du gouvernement de Bachar el-Assad dans la guerre civile syrienne. Hassan Nasrallah, dirigeant du Hezbollah déclarait récemment « *nos combattants sont présent sur le sol syrien (...) pour affronter tous les dangers créées par les attaques menées contre ce pays et la région* »⁹⁷.

S'agissant de la guerre en Afghanistan, il n'est qu'à mentionner le soutien du Pakistan au réseau Haqqanis et aux Talibans. Le Pakistan apporte son aide financière et logistique au réseau Haqqanis. Il semble cependant qu'il n'ait pas ou plus la capacité de diriger ou d'influencer les opérations menées par ce réseau. Le Pakistan est également une base de repli pour les membres du réseau et l'on a pu voire ceux-ci y participer à des événements sociaux et religieux. Le soutien est cependant problématique d'une part vis-à-vis des Etats-Unis, alliés du Pakistan, et d'autre part du fait des liens entre le réseau et les talibans pakistanais (le TTP)⁹⁸. S'agissant des talibans, il faut remonter aux suites de la guerre d'Afghanistan de 1979 à 1989 pour saisir les données du problème. L'aide apportée aux moudjahidin par les américains se faisait par le biais du Pakistan. Ceux-ci la dirigeaient vers le mouvement de résistance de Gulbuddin Hekkmattyar plutôt que vers celui du commandant Massoud. Le groupe de Gulbuddin Hekkmattyar se retourne cependant contre les Etats-Unis dans les années 1990 (en témoigne l'attentat contre le World Trade Center de 1993). L'Arabie Saoudite, les Etats Unis et le Pakistan décident alors de financer un mouvement appelé les *Talibans* (les

⁹⁵ Crime, I., 2013. *FARC in Venezuela*. [En ligne] <http://www.insightcrime.org/groups-venezuela/farc-in-venezuela>

⁹⁶ Collège des forces armées canadiennes: Minister of National Defence. Boivin, S., 2011. *Le processus de légitimation du Hezbollah: un cas d'analyse institutionnelle*.

⁹⁷ Reuters, A. e., 2013. Le Hezbollah poursuivra le combat en Syrie, affirme son chef. *Le Monde*, 14 novembre.

⁹⁸ Peters, G., 2012. *Haqqani Network Financing: The Evolution of an Industry*, U.S. Military Academy, West Point, NY: West Point.

Etats-Unis, pour lutter contre le groupe de Gulbuddin Hekkmatyar et pour instaurer un Etat stable permettant notamment la construction d'un gazoduc en Afghanistan et son exploitation par Unocal et la Delta oil ; le Pakistan pour avoir un pays allié contre l'Inde et l'Arabie Saoudite pour lutter contre la progression du chiisme⁹⁹). Cependant l'arrivée au pouvoir des talibans en 1996 entraine rapidement une perte du support américain et une intervention militaire de l'OTAN. Le Pakistan soutient toujours les Talibans. Le soutien est logistique et militaire, il s'agit principalement de la fourniture de carburant et de munitions. Le Pakistan aide également les Talibans à coordonner leur stratégie et il y a des preuves de rencontres entre des commandants talibans et les services secrets pakistanais¹⁰⁰.

II-FINANCEMENT ASSOCIATIF, COMMERCIAL ET DONNS DE PARTICULIERS

Parce que l'organisation n'a en général pas d'existence légale, elle doit mettre en place des associations pour lever des fonds et des entreprises pour gagner légalement de l'argent. Si la légalité au sens strict est variable, les activités, elles, sont licites. A l'instar d'une association, l'organisation, pour se financer, lève des fonds, lance des appels aux dons de particuliers ou recueille des contributions d'entreprises, de fondations ou d'associations diverses. Elle peut aussi s'engager dans une activité économique régulière, investir dans l'immobilier, acheter des commerces et les faire fonctionner. Cela se justifie notamment lorsque l'organisation a une activité caritative ou lorsqu'elle participe à la vie politique, aux élections...

L'étude des sources de financement licites du réseau haqqanis, organisation islamiste qui combat la présence américaine en Afghanistan, est particulièrement éclairante. L'organisation se finance notamment par la levée de fonds au sein du monde musulman (principalement au Qatar, au Koweït, en Arabie Saoudite et dans les Emirats Arabes Unis) et par des activités lucratives licites (gestion de services publics et d'écoles coraniques, investissement dans l'immobilier en Afghanistan et dans les pays du Golfe ; entreprises de transport, compagnies d'import-export ; exploitation de mines de chromite...¹⁰¹).

Autre exemple, le Hezbollah. Outre son activité politique, il a une action sociale par le biais de l'association Jihad al-Binaa. Celle-ci a pour but d'aider à la reconstruction du Liban, elle

⁹⁹ Lafargue, F., 2011. Ceux qui ont fabriqué les Taliban. *Libération*, 17 septembre.

¹⁰⁰ Schmitt, M. M. e. E., 2009. Afghan Strikes by Taliban Get Pakistan Help, U.S. Aides Say. *the New York Times*, 25 mars.

¹⁰¹ (Lafargue, 2011)

s'investit dans la santé, l'éducation, l'eau potable, l'énergie et la gestion des déchets¹⁰². Cette association permet au Hezbollah de lever des fonds (elle a d'ailleurs été inscrite sur la liste des organisations interdites pour financement du terrorisme par les Etats Unis)¹⁰³.

III-CONTRIBUTION DES POPULATIONS, L'AMBIGÜITE DE L'IMPOT REVOLUTIONNAIRE

L'impôt révolutionnaire est une source de financement classique des organisations terroristes et des guérillas. Il suppose le contrôle d'un territoire et une certaine légitimité de l'organisation aux yeux de la population, soit parce que celle-ci adhère en partie à ses buts, soit parce que l'organisation remplit des fonctions laissées vacantes par l'Etat. L'expression l'exprime d'ailleurs assez clairement, l'impôt révolutionnaire se veut affecté à la réalisation des objectifs de l'organisation. Parce que l'organisation mène un combat pour une population, une ethnie ou une communauté religieuse, la contribution peut paraître légitime ou tout au moins inévitable. L'impôt révolutionnaire manifeste aussi l'influence de l'organisation. Sa nature est cependant controversée : d'une part, il peut être collecté par des moyens coercitifs, d'autre part, s'il ne sert pas forcément à la réalisation des buts de l'organisation, il peut très vite être perçu comme un véritable racket (à supposer qu'il ne le soit pas dès le départ...). La question de sa légitimité se pose donc avec acuité. Deux exemples permettent d'illustrer la nature controversée de cette source de financement.

L'organisation séparatiste basque ETA a utilisé l'impôt révolutionnaire pour se financer depuis 1965. L'extorsion était sa première source de financement, elle constituait en effet 90 à 95% de ses recettes selon la police française. Etaient principalement visés les chefs d'entreprises. La collecte se faisait au moyen d'envoi de lettres de menaces et des attentats commis dans leurs locaux permettaient de convaincre les entreprises récalcitrantes. Ce moyen de financement lui rapportait environ 1,5 millions d'euros par an¹⁰⁴. Entre 1978 et 2004, ETA aurait ainsi perçu plus de 122 millions d'euros¹⁰⁵. L'organisation dit cependant depuis, avoir renoncé à cette pratique¹⁰⁶. S'agissant de l'ETA, l'extorsion semble donc s'apparenter à un véritable impôt révolutionnaire : les contributions étaient parfois volontaires (la justice

¹⁰² (Boivin, 2011)

¹⁰³ Levitt, M., 2011. Hezbollah: Party of Fraud. *CNN*, 29 juillet.

¹⁰⁴ Dépêche, L., 2006. Impôt révolutionnaire : ETA frappe plus fort. *La Dépêche*, 27 février.

¹⁰⁵ Selon des chiffres du journal économique espagnol *La Gaceta*, cité dans *20minutes*, 2006. L'impôt révolutionnaire, une activité lucrative. *20 minutes*, 22 juin.

¹⁰⁶ *Le Monde*, A. e., 2011. L'ETA met fin à l'impôt révolutionnaire". *Le Monde*, 28 avril.

espagnole a d'ailleurs condamné des chefs d'entreprises trop complaisants par rapport au paiement de la taxe et qui n'avaient pas dénoncé les faits à la justice¹⁰⁷), l'impôt révolutionnaire était de loin la principale source de financement et il n'est pour l'instant pas de cas connu d'enrichissement personnel des membres de l'ETA¹⁰⁸.

A l'inverse, la nature du prélèvement effectué en Corse par les nationalistes s'apparente à un véritable racket. Selon le rapport sénatorial sur « La conduite de la politique de sécurité menée par l'Etat en Corse » de 1999, « *la sanglante désagrégation de l'unité nationaliste n'est pas due seulement à des rivalités de personnes, mais également à des divergences politiques face aux négociations entreprises par certains émissaires parisiens, et plus encore aux modalités de répartition des fruits de l'impôt révolutionnaire* ». Le rapport met également en avant le fait que l'impôt révolutionnaire n'est qu'un « *fructueux racket pratiqué à grande échelle* » et le détournement d'argent pour le compte personnel des dirigeants¹⁰⁹. L'ambiguïté est entretenue par les divisions au sein du mouvement nationaliste : historiquement, le Front de Libération Nationale Corse (FLNC) s'est divisé en deux branches, le FLNC Canal Historique et le FLNC-Canal Habituel. Il s'est ensuite en partie réuni sous le nom de FLNC Union des combattants mais sans pouvoir empêcher la dissidence ultérieure de groupes tels que le FLNC du 22-octobre et le FLNC du 9 juillet. Ces divisions suscitent des controverses quant à l'impôt révolutionnaire. Ainsi, la scission du FLNC en FLNC Canal historique et FLNC-Canal Habituel s'accompagne d'une division des profits. Au FLNC-Canal historique, le racket du secteur industriel et commercial dans le nord de l'île, au FLNC-Canal habituel, le secteur touristique¹¹⁰. L'ambiguïté est également entretenue par les liens entre le grand banditisme et les nationalistes. Charles Pieri, l'un des membres fondateurs du FLNC et qui a évolué ensuite au sein du FLNC-Canal historique et du FLNC-UC, a par exemple fomenté son évasion de 1984 avec Francis Mariani, l'un des chefs de la Brise de mer et a été condamné en 2005 à 8 ans d'emprisonnement pour malversations en relation avec une entreprise terroriste, extorsion de fonds et abus de biens sociaux¹¹¹.

La question du financement est cependant accessoire pour caractériser ce qu'est la criminalité politique. Le problème se posera en revanche plus tard, dans la troisième partie, lorsqu'il

¹⁰⁷ (20minutes, 2006)

¹⁰⁸ Reuters, 2011. L'ETA annonce la fin de la lutte armée. *Le Point*, 20 octobre.

¹⁰⁹ Sénat, 1999. *La conduite de la politique de sécurité menée par l'Etat en Corse*, Paris

¹¹⁰ Benhamou, G., 1996. De l'impôt révolutionnaire au racket mafieux. *Libération*, 19 décembre.

¹¹¹ AFP, 2005. Charles Pieri, figure historique du mouvement nationaliste corse. *Le Monde*, 20 mai. Les liens entre le grand banditisme et le nationalisme sont vus en troisième partie

faudra déterminer ce qui sépare l'entité hybride de l'entité politique. Dernière caractéristique de la criminalité politique, la finalité politique.

SECTION 4-FINALITE POLITIQUE

Brian Jenkins donne du terrorisme la définition suivante : « *une violence pour des effets* »¹¹². De manière générale, parce que l'entité choisit la voie de l'action, terrorisme ou lutte armée, elle a un objectif stratégique immédiat : renverser un gouvernement ou le forcer à négocier. L'entité cherche à se placer sur un pied d'égalité avec l'Etat, ce n'est qu'ensuite que viennent les considérations religieuses, idéologiques ou politiques. On retrouve cette finalité chez les groupes armés pro-gouvernementaux. Chargés à l'origine d'appuyer la lutte menée par un gouvernement contre des forces dissidentes, ils refusent le plus souvent de rendre les armes à l'issue du conflit et exigent des concessions de l'Etat (octroi d'un territoire, reconnaissance légale de l'existence d'une milice, impunité...).

La théorie marxiste de la guérilla est à ce titre explicite. Pour Che Guevara, elle n'est viable que lorsque « *toutes les voies légales ont été épuisées* ». La guérilla, c'est donc le choix de l'action, la volonté de passer outre les résistances institutionnelles ou idéologiques. Pour réussir, seules deux fins sont possibles : soit vaincre militairement, soit forcer l'adversaire à négocier politiquement, par l'usure militaire et son isolement politique. Cependant, « *dans les deux cas, l'objectif reste le même : la conquête du pouvoir d'Etat* », « *lutte essentiellement politique, c'est la politique qui est au cœur de ses succès comme de ses échecs et non pas tel ou tel facteur militaire* »¹¹³. Lors d'un entretien accordé à une radio suisse en 1999, Manuel Marulunda, le fondateur des FARC, ne le dit pas autrement : « *nous visons la prise du pouvoir* ». Le changement ne peut se faire en effet que par « *des transformations politiques* » ou par « *une insurrection populaire appuyée par un mouvement de guérilla* »¹¹⁴.

La finalité politique peut aussi se concevoir d'une manière plus concrète. L'organisation vise alors l'obtention de droits ou de libertés pour un peuple, une ethnie, une communauté religieuse ou une classe sociale, souvent au détriment d'un autre ensemble. Elle peut par exemple consister en la redistribution des richesses à l'ensemble de la population, à la protection de l'identité d'une ethnie particulière, à l'autonomie ou l'indépendance d'un

¹¹² Brian Jenkins dans Schmid, Jongman et al., 1988

¹¹³ Castaneda, H. C.-B. e. J., 2011. *Théories et pratiques marxistes de la guérilla*, s.l.: Blog Le conflit.

¹¹⁴ RTS interview de Marulunda, « le chef des farc », 18 mars 1999, disponible sur <http://www.rts.ch/archives/tv/information/temps-present/3440933-le-chef-des-farc.html>

territoire. L'organisation peut également faire appel à un corpus idéologique ou religieux. Idéologique, il vise à réaliser un « *système d'idées* »¹¹⁵. Sommairement :

- d'extrême gauche, la finalité de l'organisation est de provoquer une révolution populaire pour reprendre les moyens de production, établir une économie collective et redonner le pouvoir au peuple ;
- d'extrême-droite, elle est de défendre la société contre une dégénérescence morale par un retour à des valeurs considérées comme traditionnelles.
- religieux, il est relatif à un « *ensemble de croyances et de dogmes définissant le rapport de l'homme avec le sacré* », à ce qui appartient à « *un domaine séparé ; intangible et inviolable* »¹¹⁶. La distinction est purement théorique, politique, idéologique et religieux s'entremêlant le plus souvent.

Plusieurs typologies des finalités des entités politiques ont été dressées : Anthony Kellet distingue les groupes de droite, les groupes de gauche, les groupes nationalistes/séparatistes, les groupes émigrés, les groupes religieux et les groupes ayant une cause unique (par exemple, le terrorisme anti-avortement)¹¹⁷ ; Matthew J. Littleton opère une classification assez similaire : cause unique, finalité nationaliste-séparatiste-irréductible ; idéologie ; exil ; terrorisme étatique¹¹⁸. Loesche établit quant à lui la distinction suivante : mouvements de libération anticoloniaux ou nationaux, mouvements régionaux ou séparatistes, mouvements socio-révolutionnaires, associations de défense de privilèges de groupes, mouvements d'opposition dans les systèmes dictatoriaux. Schmid et De Graaf préfèrent les différencier selon leur type : insurrectionnel, socio-révolutionnaire, séparatistes, « vigilante », à cause unique, criminel, idiosyncratique ou étatique¹¹⁹.

Parmi les organisations indépendantistes ou autonomistes peuvent être citées le Mouvement des forces démocratiques de Casamance, en lutte depuis 1982 contre les forces armées sénégalaise ; le mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger¹²⁰, créé en 2005 et dont la finalité est la défense des droits politiques, économiques et sociaux de l'ethnie Ijaw et la redistribution des richesses issues de la production de pétrole ; l'Euskadi Ta Askatasuna (ETA) qui veut un Pays-Basque indépendant depuis 1959 ; le FLNC en Corse ; le PKK en Asie mineure qui souhaite la création d'un Etat kurde indépendant ou encore les Tigres

¹¹⁵ Dictionnaire de l'Académie Française, 9^{ème} édition

¹¹⁶ Dictionnaire Larousse 2013

¹¹⁷ Anthony Kellet et al, 1991 cité par Ouellet, G., 2004. *Typologies du terrorisme*, Paris: ERTA.

¹¹⁸ Matthew J. Littleton, 1995, cite par (Ouellet, 2004)

¹¹⁹ Schmid et De Graaf, 1988, cité par (Ouellet, 2004)

¹²⁰ Selon François Haut, il ne s'agit que d'une entité purement criminelle

Tamouls au Sri-Lanka qui luttent pour un Etat tamoul et la défense de l'identité tamoule ; l'IRA qui veut l'indépendance de l'Irlande du Nord ou l'United Wa State Army qui avait été créée pour défendre l'autonomie de l'ethnie Wa en Birmanie.

Pour les organisations d'extrême-gauche (outre certaines mentionnées ci-dessus qui mêlent nationalisme et idéologie marxiste), peuvent être cités en exemples les Forces révolutionnaires armées de Colombie (FARC-EP), le Sentier lumineux au Pérou, les Brigades rouges en Italie ou la Fraction armée rouge en Allemagne... De celles d'extrême-droite, on retiendra notamment l'OAS qui luttait contre l'indépendance de l'Algérie, les Autodéfenses unies de Colombie qui avaient été créé en 1997 pour lutter contre les mouvements révolutionnaires marxistes, l'organisation néonazie Combat 18 au Royaume-Uni ou le Batallón Vasco Español en Espagne, organisation terroriste d'extrême droite qui luttait contre ETA.

Les entités politico-religieuses peuvent avoir leurs croyances propres ou se revendiquer d'une grande religion. La secte Aum Shinrikyô, responsable de plusieurs attentats au Japon dans les années 90, avait ainsi pour finalité l'établissement d'un Royaume dit de Shambhala. Celui-ci devait être édifié lors d'une Troisième guerre mondiale pour sauver l'humanité de l'apocalypse. Seuls ceux se soumettant à l'enseignement du gourou Asahara Shôkô pouvaient espérer être sauvés¹²¹. La Lord's Resistance Army de Joseph Kony vise quant à elle le renversement du gouvernement ougandais d'Yoweri Museveni et la création d'un gouvernement fondé sur les dix commandements. Elle s'inspire à la fois des croyances chrétiennes du Mouvement de l'Esprit saint et des croyances traditionnelles Acholi.

Les mouvements d'inspiration sunnite qui veulent l'établissement d'Etats islamistes et l'instauration de la charia, se basant sur une interprétation politique et guerrière du djihad, sont également légions : Boko Haram au Nigeria depuis 2002, Al-Qaeda au Maghreb islamique (issue du GSPC, lui-même issu du GIA algérien), Abu Sayyaf aux Philippines, les Talibans et les réseaux Haqqanis en Afghanistan, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan créé en 1998, le mouvement politique et nationaliste du Hamas en Palestine, les milices Al-Shabaab en Somalie, créées en 2006 ou encore le groupe Al Mourabitoune qui opère en Afrique de l'Ouest. Al Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) s'inspire par exemple du salafisme, courant du sunnisme qui se caractérise par une approche littérale du Coran et s'inspire d'un islam interprété par des théologiens tels qu'Ibn Hanbal au IXème siècle et Ibn Abdel Wahhâb au XVIIIème siècle. Issue du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), lui-

¹²¹ Trinh, S., 1998. *Aum Shinrikyô : secte et violence (Partie 3)*. [En ligne] <http://conflits.revues.org/722>

même issue du Groupe islamique armé (GIA), AQMI se revendique de l'étiquette « Al Qaeda » depuis 2007. Son but politique est d'instaurer un Etat islamique dans la zone du Maghreb et du Sahel. Pour ce faire, AQMI lutte notamment contre l'intervention militaire française au Mali.

Citons enfin le Hezbollah, le « Parti de Dieu ». Le Hezbollah présente la particularité de se fonder sur un courant de l'islam chiite issu des écoles iraniennes. Il a pour finalité l'établissement d'une République islamique libanaise (il a cependant reconnu en 1988 que le Liban n'était pas prêt et prône désormais une révolution islamique au Liban) et d'un gouvernement islamique, le « *wilayat al-faqih* » sur le modèle iranien (un gouvernement des clercs avec un « *faqih* », guide suprême et des théologiens qui joueraient le rôle de conseillers).

L'hybridation criminelle est le croisement d'une criminalité politique et d'une criminalité de profit. Elle se produit sous l'influence de certains facteurs.

DEUXIEME PARTIE-LES FACTEURS DE L'HYBRIDATION

L'hybridation, nous l'avons vu, est le croisement de deux éléments aux caractéristiques différentes : une criminalité de profit et une criminalité politique. Elle n'est cependant pas une évolution « normale » de l'entité :

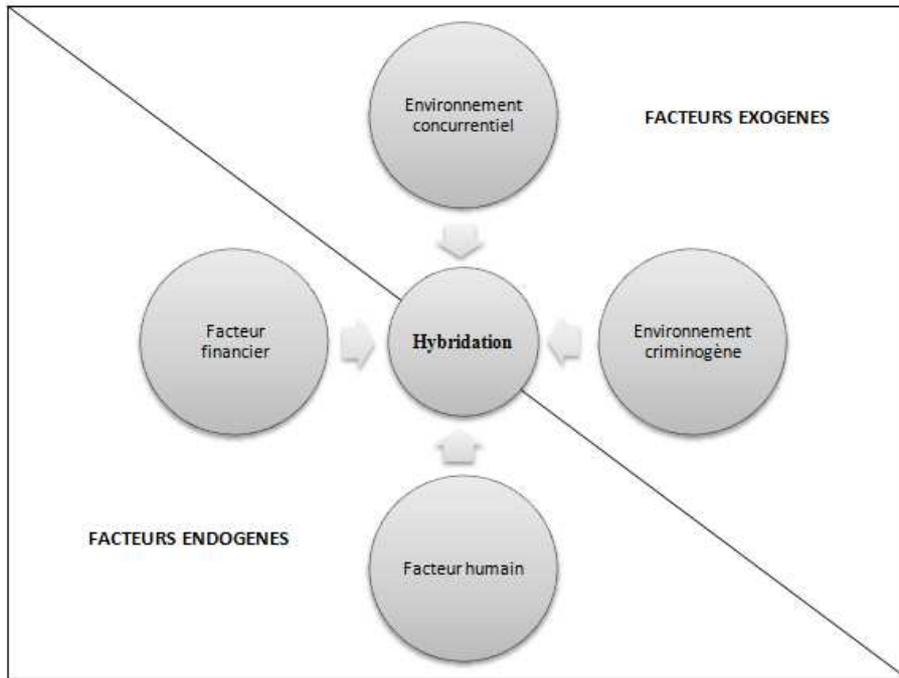
- l'entité criminelle qui a vocation à maximiser son profit par des activités criminelles lucratives n'a que peu d'intérêts à rechercher d'elle-même l'hybridation. En se donnant une idéologie, elle complique la réalisation de son objectif, le soumet à des impératifs moraux, à un besoin de se justifier vis-à-vis de la population ou d'une communauté et s'offre dès lors à la critique. En utilisant des méthodes terroristes, elle focalise sur elle la répression étatique et l'attention des médias, nuisant ainsi au développement de ses activités criminelles.

- l'entité politique, a contrario, en s'investissant dans des activités criminelles nuit à son combat politique. Elle perd le soutien éventuel d'Etats, de la population ou de la communauté qu'elle entend défendre et se place dans une position ambiguë. En effet, comment se financer par le trafic de drogues alors que celui-ci est interdit par l'Islam ? Comment justifier le racket de la population alors que des solutions politiques ont déjà été négociées ? Comment justifier de ressources financières de plus en plus importantes alors que la résolution du conflit apparait de plus en plus lointaine et incertaine ? Comment expliquer l'enrichissement personnel des dirigeants alors que l'organisation se revendique du marxisme ? En voulant maximiser son profit, elle affecte la « pureté » de son combat.

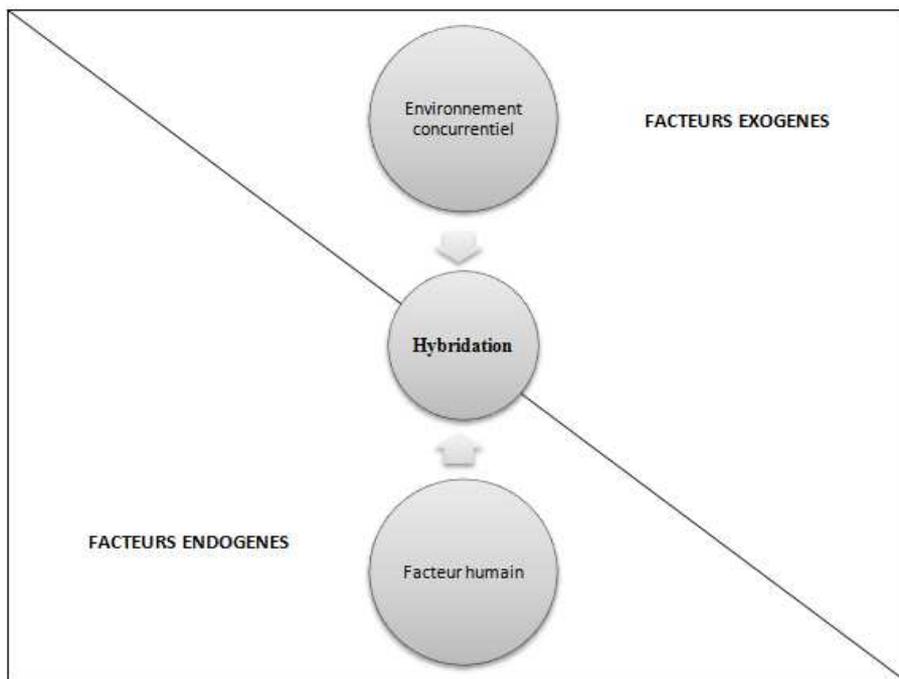
L'hybridation résulte d'un ensemble de facteurs. Prenons l'exemple de l'hybridation moléculaire. Elle s'opère de la manière suivante : la molécule d'ADN est scindée en deux brins par une hausse de la température. Sont ainsi obtenus deux brins simples ou molécules monocaténaire. Celles-ci sont ensuite placées dans un milieu contenant des molécules simples, brins d'ADN ou d'ARN de séquences connues. La complémentarité des deux brins permet la formation d'une nouvelle molécule. Le but de l'hybridation moléculaire est la mise en évidence d'une séquence d'acides nucléiques inconnue composant le premier brin. Plusieurs facteurs peuvent influencer l'hybridation de la molécule : la concentration de l'ADN, le temps, la température, la taille du brin, la nature des acides nucléiques (si le

deuxième brin est un brin d'ADN ou un brin d'ARN) et la force ionique (le chlorure de sodium permet d'accélérer l'hybridation).

L'hybridation criminelle est également fonction d'un milieu. Elle résulte de l'interaction de plusieurs facteurs sur l'entité « simple », criminelle ou politique. Ces facteurs sont divers et permettent d'obtenir une entité « complexe », hybride, mêlant certaines caractéristiques des entités criminelles et certaines caractéristiques des entités politiques. C'est la combinaison de facteurs qui permet la mutation. Parmi ces facteurs, certains sont externes à l'entité, on les appellera facteurs exogènes, d'autres lui sont internes, on les appellera facteurs endogènes. L'hybridation de l'entité criminelle et l'hybridation de l'entité politique ne répondent pas tout à fait aux mêmes facteurs. L'hybridation de l'entité politique résulte d'un environnement criminogène et d'un environnement concurrentiel. Il faut également prendre en compte un facteur financier et un facteur humain. L'hybridation de l'entité criminelle ne se fait que par la combinaison du facteur tenant à un environnement concurrentiel et du facteur humain. Assez logiquement, parce qu'elle est opportuniste, elle est déjà tributaire des données relatives à un environnement criminogène et parce que son but est la recherche du profit, la nécessité financière est sans influence sur son hybridation.



Hybridation de l'entité politique



Hybridation de l'entité criminelle

Schéma n°1 : Facteurs de l'hybridation

CHAPITRE 1-FACTEURS EXOGENES

L'hybridation de l'entité est due pour partie à un ensemble de facteurs exogènes. Le terme renvoie à ce « *qui provient du dehors, de l'extérieur du phénomène, par opposition à endogène* »¹²². Pour reprendre la comparaison avec l'hybridation moléculaire, l'environnement est à l'entité politique ou criminelle ce que le milieu est au brin d'ADN. Celui-ci a une température, une composition, des données qui facilitent l'hybridation indépendamment des propriétés du brin d'ADN. De même, l'entité criminelle ou politique évolue dans un environnement qui est criminogène et concurrentiel et qui est susceptible de provoquer sa mutation.

L'environnement est criminogène : il offre des tentations, des opportunités criminelles. Dans la zone géographique où l'entité opère, des marchés et des flux d'armes, de drogues et d'argent existent et se développent. L'environnement est aussi concurrentiel. L'entité partage son milieu avec d'autres acteurs et ceux-ci ne sont pas forcément bien intentionnés : forces armées et policières, groupes paramilitaires...La conjugaison de ces éléments peut provoquer l'hybridation.

SECTION 1-ENVIRONNEMENT CRIMINOGENE

L'entité ne naît pas in abstracto, l'environnement doit être pris en compte dans son évolution. Il est ici question de données géographiques, historiques, de mode de vie des populations ou encore de situation économique. De la corrélation de ces éléments naît un environnement criminogène, un environnement « *qui peut contribuer au développement de la criminalité* »¹²³. Précisons d'emblée que l'influence de ce type de facteurs sur l'hybridation ne concerne que les groupes terroristes ou les guérillas. Rappelons en effet que l'une des caractéristiques de l'organisation criminelle est d'agir de manière opportuniste pour maximiser son profit. Dès lors, ces facteurs conditionnent non la mutation mais la constitution même de l'entité.

¹²² Dictionnaire Larousse 2013

¹²³ Dictionnaire Larousse 2013

Marchés de la drogue, routes du trafic et zones grises (zones caractérisées par la faiblesse du contrôle étatique, souvent dans des régions frontalières) offrent un cadre propice à l'organisation terroriste ou à la guérilla qui recherche un financement. Parce qu'elle adopte le comportement purement prédateur et opportuniste des organisations criminelles, l'entité va se financer par le trafic de drogues, le pillage ou encore la contrebande de cigarettes (pour n'en citer que quelques-uns) en fonction des marchés ou trafics existant dans la région où elle opère. Il est possible de distinguer les zones de production (I) des zones de flux et des marchés eux-mêmes (II) :

- là où le pavot, le cannabis ou la coca se cultivent pour des raisons lucratives, culturelles ou historiques, il est logique que la guérilla en quête de financement et qui évolue dans la même région, se mette à racketter les trafiquants d'opium et d'héroïne, voir s'implique elle-même dans le trafic. Ainsi en est-il des FARC en Colombie, des talibans et du réseau Haqqanis en Afghanistan ou du Hezbollah dans la vallée de la Bekaa.

- dans les zones de flux, régions de contrebande et de trafics, l'organisation qui contrôle le territoire peut en faire monnayer la traversée, voir l'assurer elle-même. Dans le Sahel, nombreux sont les groupes islamistes à se livrer à la contrebande ou au trafic de drogues en provenance d'Amérique du Sud ou d'Asie centrale vers l'Europe. De même, le mouvement islamique d'Ouzbékistan contrôle la partie du trafic d'héroïne par la route du Nord dans la région d'Asie mineure dans laquelle il opère. Citons enfin l'exemple du PKK qui, implanté à la fois en Turquie et dans les pays européens, peut assurer la distribution de l'héroïne en provenance d'Afghanistan. L'environnement conditionne donc à la fois l'hybridation de l'entité mais aussi le type d'activité criminelle dans lequel elle peut s'impliquer.

I-ZONES DE PRODUCTION

Quelques exemples permettent de comprendre comment ces zones influencent l'hybridation des entités qui y opèrent.

Culture du pavot dans le croissant d'or

L'Afghanistan présente un ensemble de caractéristiques qui en font l'une des premières régions de production d'opium au monde. Elle offre dès lors des opportunités criminelles aux groupes armés qui combattent les forces militaires étrangères et afghanes. C'est une zone majoritairement montagneuse et aride, ouverte par quelques vallées. Les zones montagneuses

sont propices à l'élevage du mouton et y vivent essentiellement des populations nomades. En revanche, dans les vallées, ce sont les céréales, les fruits mais aussi le pavot qui sont cultivés. La religion majoritaire de l'Afghanistan est l'islam mais le pays se caractérise par une grande diversité ethnique (les pachtouns représentent 40% de la population, les Tadjiks 30%, le reste de la population se divise notamment en Ouzbekhs, Turkmènes et Kirghiz). Enfin, le contrôle étatique y est faible. Selon l'ONG Transparency International, l'Afghanistan est au 174^{ème} rang mondial dans son classement sur la perception de la corruption par les citoyens.

L'Afghanistan assure 90% de la production mondiale de pavot. Cette culture représente à elle seule 60% du PIB afghan¹²⁴. Plusieurs raisons poussent les agriculteurs à favoriser ce type de culture : des semences faciles à obtenir, des rendements importants et l'existence d'un marché de consommateurs. Le kilogramme d'opium frais se vend 160 dollars, celui d'opium séché, 203. La même quantité de blé ne rapporte en revanche que 0,41 dollars¹²⁵. De plus, le rendement par surface excède largement celui des autres cultures. En 2007, l'Afghanistan a ainsi produit 8 200 tonnes d'opium¹²⁶. La production est interdite légalement et religieusement par certains mollahs. Le trafic alimente pourtant des mouvements islamistes tels que les Talibans ou le Réseau Haqqanis.

Culture du pavot et du cannabis dans la Vallée de la Bekaa

La Bekaa est une région située dans l'Est du Liban où se cultivent notamment pavot et cannabis. Elle présente la particularité d'être frontalière avec la Syrie. Plus pauvres que dans le reste du Liban, les populations y vivent essentiellement de l'agriculture. La culture du pavot est ancienne dans la région et le cannabis s'y cultive depuis 1920. La guerre civile libanaise a vu la production de drogues s'accroître, servant au financement des différentes milices. Le Hezbollah contrôle ainsi la région depuis les années 1980. Dans cette zone où l'Etat est peu présent, les programmes d'éradication n'ont pas eu d'effets à long terme. Cannabis et Pavot ont ainsi été réintroduits dès la fin des années 1990. Le cannabis rapportait alors 500 millions de dollars par an dans la région¹²⁷. Des laboratoires dans la Bekaa permettent également la transformation de la morphine base d'Afghanistan et de Turquie en

¹²⁴ Duchier, J.-C., 2006. *Blé ou pavot, les paysans ont choisi Impact des programmes « blés » dans une vallée du nord-est de l'Afghanistan*. Paris: mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur spécialisé en agronomie tropicale.

¹²⁵ Follorou, J., 2013. La culture du pavot bat des records en Afghanistan. *Le Monde*, 18 avril.

¹²⁶ (Follorou, 2013)

¹²⁷ Al-Hayat, R. N. e., 2008. Dans la Bekaa, le cannabis envahit la vallée. *courrier international*, 7 mai.

héroïne. La cocaïne arrive quant à elle dans la Bekaa par l’Afrique de l’Ouest. La zone est aussi connue pour ses trafics d’armes (en augmentation depuis la crise syrienne)¹²⁸¹²⁹.

II-ZONES DE FLUX ET MARCHES

La zone peut également être criminogène par les flux criminels qui la traversent ou les marchés qui s’y développent. Trois exemples permettent de le voir.

La bande sahélienne, region de trafic et de contrebande

Le Sahel est une étendue au sud du Sahara qui traverse plusieurs pays : la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Burkina, le Niger, le Tchad, le Sud-Soudan, le Soudan, la Gambie et le Cap-Vert. Il est une zone de transition entre le désert et un environnement plus tropical. Sa partie nord est particulièrement aride et la saison sèche y est longue. Cet environnement influe sur le mode de vie de ses habitants : au Nord, il est plutôt nomade et l’élevage y est privilégié ; au Sud, il est sédentaire et l’agriculture y est plus développée. Historiquement, le Sahel est une voie de commerce traditionnelle et une zone de flux migratoires et de trafics divers. Sur le plan du développement, il est marqué par l’extrême pauvreté de ses populations (sur un total de 187 pays, le Mali est classé 182^{ème} pays, le Niger 186 et le Tchad 184) et les problèmes sanitaires et de malnutrition y sont importants. Le Sahel est ensuite marqué par la diversité de ses ethnies (on y compte plusieurs centaines de groupes ethniques différents. Par exemple, 23 ethnies au Mali dont les peuls, les touaregs et les arabes), des langues et des religions (la religion dominante est cependant l’Islam). Il est enfin une région du monde où le contrôle étatique est faible. Insécurité et frontières mal définies en font en effet une zone grise, criminogène.

Le Sahel est un « hub du narcotrafic »¹³⁰, une plaque tournante du trafic de drogues à destination de l’Europe, premier marché de consommateurs au monde. La cocaïne provient principalement de l’Ouest par le 10^{ème} parallèle depuis l’Amérique du Sud. En 2009, il est estimé qu’environ 21 tonnes de cocaïne y ont transité, ce qui représente une valeur de 900 millions d’euros¹³¹. L’héroïne provient quant à elle de l’Est, par le Tchad, le Mali, le Niger et le Maroc. Marijuana et haschisch sont aussi transportés à travers le Sahel, de l’Afrique de

¹²⁸ Flateau, C., 2013. La Bekaa, un territoire stratégique sous influence. *Les clés du Moyen-Orient*, 13 juin.

¹²⁹ AFP, 2013. Au Liban, le trafic de haschich est dopé par la guerre en Syrie. *Huffington Post*, 26 novembre.

¹³⁰ Taje, M., 2010. *Vulnérabilités et facteurs d’insécurité au Sahel*, Paris: Secrétariat du Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest.

¹³¹ (Taje, 2010)

l'Ouest à l'Europe, principalement par la route. Il est également une zone où le trafic d'armes, le trafic d'êtres humains et la contrebande sont importants. Des usines de contrefaçons au Nigeria alimentent ainsi la contrebande de cigarette au Maghreb et en Europe.

Les groupes terroristes s'étant tournés vers ces sources pour se financer sont nombreux, soit qu'ils taxent les trafiquants, soit qu'ils s'y investissent eux-mêmes, d'Al Qaeda au Maghreb islamique à Al Mourabitoune en passant par Ansar Dine ou Boko Haram. L'un des dirigeants d'Al Mourabitoune, Mokhtar Belmokhtar est d'ailleurs surnommé « Monsieur Marlboro ».

Trafic d'héroïne par la route du Nord

Une partie de l'opium et de l'héroïne produite en Afghanistan est acheminée vers la Russie, les Etats baltes, la Pologne, l'Ukraine et la République tchèque par la route du Nord. Chaque année, 90 tonnes d'héroïne transitent ainsi par ce biais¹³² et génèrent quelques 900 millions de dollars de profit¹³³. Cette route du Nord reprend en partie l'ancienne route de la Soie, ensemble de pistes caravanières qui permettaient l'acheminement de la soie chinoise vers l'Europe. Elle traverse l'Asie centrale, faisant de la zone « une plaque tournante du narcotraffic international »¹³⁴, du trafic d'armes, du trafic d'êtres humains et de la contrebande. Le trafic s'y fait essentiellement par voie terrestre, en camions notamment mais tend à se développer par le train et l'avion. La route traverse le Kazakhstan et l'Ouzbékistan où des infrastructures routières et ferroviaires développées facilitent l'acheminement de la drogue. Le mouvement islamique d'Ouzbékistan, créé en 1998 et qui compte aujourd'hui de 2000 à 3000 membres¹³⁵ n'a eu qu'à se greffer sur un trafic déjà existant. Il contrôlerait désormais 70% du trafic d'héroïne en Asie centrale¹³⁶.

La Turquie, plaque tournante du trafic d'héroïne

L'Europe est le premier marché de consommateurs de drogues au monde. Depuis les années 1960, la demande en héroïne, cocaïne et cannabis y est croissante. Les années 1980 ont quant à elles vues apparaître l'ecstasy et les drogues synthétiques. Ce marché de demandeurs s'est enfin agrandi avec l'ouverture aux pays d'Europe de l'Est après la chute de l'URSS.

¹³² ONUDC, 2013. *Rapport sur l'Asie centrale*

¹³³ Mili, H., 2006. L'Asie centrale, plaque tournante du trafic de drogue. *Le Courrier des pays de l'Est*, Issue 1057, pp. 30-45.

¹³⁴ (Mili, 2006)

¹³⁵ Bassirat, 2003. *Les états-Unis estiment que le MIO représente le plus grand danger pour leurs intérêts en Asie centrale*. [En ligne] <http://archive.today/ivT0>

¹³⁶ Burgess, M., 2002. In the spotlight: Islmamic Movement of Uzbekhistan. *cdi research analyst*, p. 1

S'agissant de l'héroïne, produite en Afghanistan, elle atteint le marché européen par la Turquie et la route des Balkans¹³⁷. S'appuyant à la fois sur la position géographique de la Turquie et sur une diaspora kurde de 600 000 personnes¹³⁸ dans les pays européens, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'est très tôt impliqué dans le trafic de drogues, distribuant l'héroïne en Allemagne, en Belgique ou au Royaume Uni. Entre 1984 et 1993, 40% de son financement est ainsi lié au trafic de drogues¹³⁹ et dès 1992, Interpol l'identifie comme l'une des principales organisations de trafic de drogues¹⁴⁰. Le PKK n'est cependant pas le seul groupe terroriste à profiter des retombées de ce trafic. Le *Deurimici Halk Kurtulus Partisi Cephesi* (DHKP-C), groupe terroriste marxiste turc créé en 1994, finançait son activité par le racket, les attaques à mains armées mais aussi par ce biais. L'organisation nationaliste turque des Loups Gris (les « foyers turcs ») est également connue pour ses liens avec la mafia turque¹⁴¹.

L'environnement, ce qui est externe à l'organisation, peut donc influencer l'hybridation parce qu'il est criminogène. Il peut également l'influencer parce qu'il est concurrentiel. Il est en effet un lieu de rivalité entre les entités étatiques et non étatiques. La répression étatique ou l'usage de stratégies contre-insurrectionnelles favorisent l'hybridation. Pour survivre et se développer, l'entité est en effet obligée de muter, de s'adapter à son milieu.

SECTION 2-ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Un environnement concurrentiel est un environnement « où se manifestent la concurrence, compétition, rivalité d'intérêts entre plusieurs personnes qui poursuivent un même but »¹⁴². Guerre, répression, conflits entre organisations criminelles ou terroristes sont ainsi sources d'hybridation. Ils contrarient la réalisation des objectifs de l'entité (recherche du profit ou réalisation d'un objectif politique) et la pousse sur la voie du terrorisme ou de la criminalité de profit. La pression exercée sur l'entité politique peut être telle, que pour se financer, celle-ci n'a d'autres choix que de se tourner vers des activités criminelles lucratives. Cette pression peut résulter d'une réponse policière, judiciaire ou militaire accrue, de la mise en place de

¹³⁷ Spapens, T., 2012. *Drugs and drug trafficking*. Utrecht, s.n.

¹³⁸ Labrousse, A., 2003. Drogues et conflits: éléments pour une modélisation. *Autrepart*, Issue 26, pp. 141-156

¹³⁹ (Labrousse, 2003)

¹⁴⁰ Julien Boucly, E. M. A. P. e. J. V., 2013. *Le PKK: quel terrorisme?*, Paris: IRIS-Observatoire de la Turquie et son environnement géopolitique.

¹⁴¹ (Baud, 2012)

¹⁴² Dictionnaire Larousse 2013

stratégies paramilitaires, voire d'une intervention militaire étrangère. S'agissant de l'entité criminelle, elle peut devoir utiliser des méthodes terroristes pour provoquer des négociations avec l'Etat dans un contexte de répression accrue. Plusieurs exemples permettent de montrer l'influence de ce facteur dans l'hybridation : le paramilitarisme en Colombie pour l'hybridation des Farc, l'intervention militaire américaine en Afghanistan pour celle des Talibans et la répression menée par l'Etat italien pour celle de la mafia sicilienne. Certains sont le fait d'une concurrence étatique (II), d'autres d'une concurrence d'entités non étatiques (II).

I-CONCURRENCE D'ACTEURS NON-ETATIQUES

La concurrence d'acteurs non-étatiques peut provoquer l'hybridation. Ces acteurs peuvent être divers : milices à la solde du pouvoir en place, organisations criminelles, entités politiques concurrentes... Un exemple marquant est celui des paramilitaires en Colombie.

Paramilitaires, guérillas et trafic de cocaïne en Colombie

La gravité et la durée du conflit armé colombien ont été source d'hybridations chez ses acteurs. A l'origine, il prend sa source dans les luttes agraires du début du XXème siècle et l'opposition entre les libéraux et les conservateurs. La période dite de la *Violencia* qui fait suite à l'assassinat en 1948 du leader du Parti libéral colombien Jorge Eliécer Gaitán, voit s'opposer conservateurs et guérillas libérales et communistes. Ses 300 000 victimes marquent le début de la guerre civile. Le pouvoir militaire du général Gustavo Rojas Pinilla poursuit la lutte contre les groupes d'autodéfenses communistes entre 1953 et 1958 avant d'être à son tour renversé par une coalition de libéraux et de conservateurs, le Front National. Celui-ci, avec l'appui des Etats-Unis, a la volonté de reprendre le contrôle des zones tombées aux mains des guérillas. La reprise de la République de Marquetalia en 1964 est cependant à l'origine de la création de la guérilla communiste des FARC. A la même période, l'Armée de libération colombienne (ELN), une guérilla d'inspiration cubaine, est fondée dans le département de Santander. En 1967, une troisième guérilla apparaît : l'Armée populaire de libération (EPL), maoïste.

Face à ces guérillas qui ne sont alors qu'embryonnaires, le gouvernement met en place une stratégie de contre insurrection basée sur la formation de groupes paramilitaires, sur le modèle de ce qui se fait au Nicaragua, au Guatemala ou au Honduras. La formation de ces groupes est également appuyée par les propriétaires terriens qui cherchent à se prémunir des exactions des

guérillas et par les narco trafiquants qui veulent protéger leurs laboratoires. Nait également une nouvelle guérilla, le Movimiento 19 de Abril.

S'ensuivent et s'entremêlent conflit idéologique et lutte pour le contrôle des zones de coca. En effet, dès les années 1980, le conflit se criminalise avec l'essor du paramilitarisme.

Les solutions politiques échouent : le cessez le feu de 1984 prend fin en 1985 avec l'assassinat par les paramilitaires et les forces de l'ordre de milliers de membres de l'Union patriotique (un parti politique fondé par les FARC suite aux accords de La Uribe entre la guérilla et le gouvernement). Dès 1982, lors de la VIIème conférence nationale, les FARC décident de lancer un « plan stratégique de huit ans » et d'accélérer leur implantation dans des zones productrices de coca et riches en ressources naturelles. Le conflit oscille alors entre aggravation (notamment avec l'attaque du palais de justice à Bogota en 1985 par le M-19) et la reddition de certaines guérillas à la fin des années 1980 (M-19, le Movimiento Armado Quintin Lame et une partie de l'ELP).

Les années 1990 sont marquées par une intensification du conflit. Le trafic de cocaïne accroît la criminalisation des acteurs, devenant une fin en soi pour les paramilitaires. Dès 1996, le conflit se focalise directement sur le contrôle des zones de production de la coca. Géographiquement, les paramilitaires se déploient à partir des départements du Cauca et du Valle dans l'ouest de la Colombie vers le Putumayo, Cali, le nord et le centre de la Colombie. Les FARC quant à elles cherchent à se développer dans la région du Pacifique.

La contre offensive menée par les FARC dans les années 1993-1998 (avec notamment la prise de Mitù le 1^{er} novembre 1998) met en exergue l'inefficacité du pouvoir militaire. La nécessité de coordonner leur action, pousse alors les milices paramilitaires à se regrouper. Elles fondent en 1994, les ACCU (*Autodefensas campesinas de Córdoba y Urabá*) puis les AUC (*Autodéfenses unies de Colombie*) en 1997 sous l'égide de Carlos Castaño. Le trafic de cocaïne, « objectif prioritaire »¹⁴³, constitue alors 70% du financement des AUC¹⁴⁴ et 40% de celui des FARC¹⁴⁵. Il permet aux AUC de mener une offensive à partir du milieu des années 1990. Les paramilitaires connaissent leur apogée entre 1999 et 2003.

¹⁴³ Dufort, P., 2007. Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie. *La Chronique des Amériques Observatoire des Amériques*, Issue 17.

¹⁴⁴ (Dufort, 2007)

¹⁴⁵ (Labrousse, 2004)

La politique de « sécurité démocratique » du Président Alvaro Uribe, entre 2002 et 2010, se donne pour objectif de rétablir l'autorité de l'Etat sur le territoire colombien et de substituer l'action de l'armée à celle des paramilitaires. Un processus de paix prévoyant la démobilisation des AUC en 2006 est ainsi lancé. Les scandales liés aux liens entretenus par les paramilitaires et certains responsables politiques colombiens et l'apparition de baccrim composées d'anciens paramilitaires prouvent néanmoins que le phénomène perdure.

II-CONCURRENCE D'ACTEURS ETATIQUES

L'hybridation peut être provoquée par une répression étatique trop forte, qu'elle soit militaire ou policière. Nous verrons ici l'exemple des Talibans en Afghanistan et celui de Cosa Nostra en Italie.

Expansion des cultures de pavot en Afghanistan après l'intervention militaire américaine

L'intervention militaire américaine en Afghanistan est directement corrélée à une forte augmentation de la production d'opium par les talibans. En 1996, l'arrivée au pouvoir des talibans se solde par la création d'un Emirats islamique d'Afghanistan. Ce régime est reconnu dès 1997 par le Pakistan, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis. Le refus de livrer Oussama ben Laden entraîne cependant des raids américains sur des camps afghans. En novembre 1999, une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies prévoit un ensemble de sanctions à l'encontre de l'Afghanistan pour son support à Oussama Ben Laden. L'Afghanistan est alors le premier pays producteur d'opium au monde. En juillet 2000, les talibans interdisent la culture du pavot dans les zones qu'ils contrôlent. Un rapport des Nations Unies en 2001 souligne d'ailleurs « *le succès presque total de l'interdiction dans l'élimination de la culture du pavot dans les zones contrôlées par les Talibans* ». Les cultures se sont en effet réduites de 91% entre 2000 et 2001, « *résultat de la mise en place de l'interdiction du pavot* » et la production a chuté de 94%¹⁴⁶.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, l'intervention militaire américaine en Afghanistan dans le cadre de l'opération « liberté immuable » aboutit à la mise en place d'un gouvernement intérimaire dirigé par Hamid Karzaï. Cette présence militaire étrangère est renforcée par la signature d'accords le 31 décembre 2001. Ces accords prévoient notamment

¹⁴⁶ UNDCP, 2001. *Annual Opium Poppy Survey 2001*, Islamabad:

le déploiement d'une force internationale (l'ISAF) de 4500 hommes appartenant à 17 pays. Jusqu'en 2003, la guerre menée par la coalition et le gouvernement afghan conduit à un recul des talibans.

En 2005, il faut cependant constater que l'Afghanistan produit à nouveau 87% de l'opium dans le monde, la drogue représente alors 50% des recettes des talibans. En 2006, la production s'établit à 92% et les talibans sont à nouveau opérationnels¹⁴⁷. Entre 2007 et 2008, le nombre de civils tués augmente de 40%. Face à une coalition de plusieurs milliers de soldats (75 000 en 2009, 130 000 par la suite), les talibans multiplient leurs attaques : le 19 mai 2010 ils attaquent la plus grande base de l'OTAN en Afghanistan, en janvier 2011, une série d'attentats suicide fait plusieurs centaines de victimes, en décembre 2011, des attentats font une soixantaine de morts à Kaboul et à Mazar-i-Sharif. En avril 2012, ils lancent plusieurs attaques sur Kaboul. Alors que l'OTAN met en place son retrait, l'action des talibans s'intensifie¹⁴⁸.

Cosa Nostra sur la voie du terrorisme, une réaction à la lutte anti-mafia

L'utilisation du terrorisme par Cosa Nostra ne répond évidemment pas à des fins idéologiques. Il est un moyen de pression sur l'Etat pour faire cesser la répression et améliorer le sort des mafieux emprisonnés.

En 1984, l'arrestation de Buscetta au Brésil, premier repenté mafieux, permet la tenue d'un « maxi procès » entre 1986 et 1987 à Palerme ; procès au terme duquel 475 mafieux seront condamnés. En 1992, l'opération « mains propres » met fin à la 1^{ère} République italienne en dévoilant un système de corruption qui touche l'ensemble de la classe politique, du Parti socialiste à la Démocratie chrétienne de Gulio Andreotti. Symbole de ces liens entre la politique et la mafia, Salvo Lima est assassiné le 12 mars 1992. Les procès s'ensuivent, notamment celui de la loge maçonnique P2 où ce sont trois cent cinquante personnes qui sont mises en examen pour association mafieuse, trafic d'armes et de drogues et blanchiment d'argent. Pour faire stopper la répression, Cosa Nostra multiplie assassinats et attentats. L'assassinat des juges Falcone et Borsellino par Cosa Nostra provoque l'envoi de troupes militaires en Sicile dans le cadre de l'opération « vèpres sicilienne ». Des lois sont également votées pour placer les chefs mafieux dans des prisons de haute sécurité et améliorer le statut

¹⁴⁷ Labrousse, A., 2006. *Opium de guerre, opium de paix (entretien avec B. La Richardais)*. s.l., s.n.

¹⁴⁸ (Gouëset, 2013)

des repentis. En réaction, la mafia mène une campagne terroriste en 1993 à Florence, Rome et Milan (notamment contre des églises en réaction aux propos du pape assimilant la mafia à une « culture de la mort »). Condamnées par l'Eglise, réprouvées par la population (des manifestations populaires ont lieu en Sicile et dans toute l'Italie après l'assassinat des deux juges), les méthodes de Cosa Nostra lui permettent néanmoins de négocier avec l'Etat. Elle délaisse le terrorisme moyennant un assouplissement du régime des condamnés mafieux.

Les facteurs exogènes se réfèrent à ce qui entourait l'entité criminelle ou politique. Il en est d'autres qui favorisent l'hybridation et qui naissent au sein même de l'entité : les facteurs endogènes.

CHAPITRE2-FACTEURS ENDOGENES

Sont endogènes les facteurs qui sont internes à l'entité même. L'hybridation est rarement volontaire. Elle est d'abord une réaction de survie de l'entité à un milieu hostile. L'entité politique ou criminelle peut être vue comme un organisme vivant. Elle a besoin d'argent pour exister. Et son mode de « nutrition » peut être perturbé. La rentabilité des activités criminelles offre dès lors un attrait incontestable. L'hybridation est également un choix et ce choix ne peut être le fait que des individus qui composent l'organisation.

SECTION 1-FACTEUR FINANCIER

La guérilla et le groupe terroriste, pour mener leur combat, doivent raisonner comme des entreprises. Ils doivent accumuler un capital de départ avant de pouvoir s'engager dans la lutte armée ou le terrorisme. Cela leur permet de recruter des membres, de se procurer des armes et des munitions... Ils doivent ensuite pouvoir financer le combat sur la durée.

La problématique se conçoit également en termes de sources de financement. Lorsque le soutien étatique vient à manquer ou lorsque les dons ou l'impôt révolutionnaire ne rapporte pas assez, l'entité doit se tourner vers une activité criminelle pour se financer. Après la guerre froide, nombreuses sont ainsi les guérillas orphelines, privées du soutien financier des Etats, qui ont dû s'hybrider pour survivre. Le même phénomène s'observe après le 11 septembre. L'hybridation est une nécessité pour la guérilla ou le groupe terroriste. Elle est un réflexe de survie de sa part. L'activité criminelle génère en effet rapidement un profit important. Elle permet de redynamiser l'entité, indépendamment de la question de la réalisation des objectifs politiques.

I-PROBLEME EN TERMES DE COUT

Le coût d'une opération terroriste peut être très faible. Les dépenses sont minimales et concernent principalement l'obtention d'informations, l'obtention d'armes ou d'explosifs et tout ce qui a trait au côté logistique de l'opération (location d'un logement, vol d'une voiture...). Deux exemples permettent de le comprendre.

Le 11 mars 2004, une cellule terroriste d'une trentaine de membres commet plusieurs attentats dans le métro madrilène, faisant 191 morts et 2050 blessés. La préparation des opérations avait débuté à la fin de l'été 2003. Les dépenses liées au fonctionnement de la cellule et à

l'opération elle-même (téléphones portables, détonateurs, 210 kilogrammes d'explosif et schrapnel) avait coûté entre 41 000 et 55 000 euros. Le financement avait été assuré par la vente d'une voiture volée et le trafic de 25 à 30 kilogrammes de haschisch¹⁴⁹.

Le 28 octobre 2013, un attentat sur la place Tiananmen en Chine fait 5 morts et une quarantaine de blessés. Le coût de l'opération est dérisoire : les huit terroristes ouïghour ont lancé une voiture chargée de bidons d'essences contre l'entrée de la cité interdite. L'opération a coûté environ 4800 euros¹⁵⁰.

Une activité terroriste soutenue ou une guérilla nécessite en revanche un financement important. Les coûts liés au maintien de l'infrastructure terroriste et aux opérations se trouvent multipliés : entraînement, recrutement, achat d'armes et de munitions, programmes sociaux... L'implication croissante des FARC dans le trafic de cocaïne est ainsi étroitement corrélée avec leur stratégie de développement de la lutte armée dans les années 1980. Dans les années 1960, les FARC étaient mal équipées et peu expérimentées et les deux tiers des effectifs de la guérilla avaient été capturés. Le changement d'objectif de 1982 et l'implication dans le trafic permettent une hausse des effectifs à 3500 membres¹⁵¹ et une multiplication des fronts (de 7 en 1978, elle en compte 32 neuf ans après¹⁵² et 70 en 2010¹⁵³). Les années 1990, période où la guérilla est la plus impliquée dans le trafic, correspondent également à son apogée, elle compte alors 19 000 membres¹⁵⁴ (la guérilla n'en compte plus aujourd'hui que 9200¹⁵⁵). En 2003, les dépenses de la guérilla sont estimées à 35,63 millions de dollars. Elle dépense notamment 14,55 millions de dollars en alimentation, 5,95 millions en équipement des combattants, 4,39 millions en carburant, 3,5 millions de dollars en propagande et 1,22 millions de dollars pour soutenir les familles des guérilleros emprisonnés¹⁵⁶.

Intéressons-nous à un poste de dépense en particulier : les armes et munitions. Acheter des armes et des munitions est crucial pour mener à bien un combat politique, cela représente

¹⁴⁹ (Wesley, 2006)

¹⁵⁰ Monde, L., 2013. Attaque place Tiananmen : huit participants selon l'enquête. *Le Monde*, 2 novembre.

¹⁵¹ Marchi, J.-M. D., 2008. *L'histoire des Farc, de la révolution au trafic de drogue*. [En ligne] <http://www.rue89.com/explicateur/lhistoire-des-farc-de-la-revolution-au-traffic-de-drogue>

¹⁵² (Labrousse, 2004)

¹⁵³ ESISC, 2012. *Colombia: an overview of the Farc's military structure*, Bruxelles: European Strategic Intelligence and Security Center

¹⁵⁴ (Marchi, 2008)

¹⁵⁵ Anon., 2013. *Les FARC, histoire d'une guérilla de Colombie*. [En ligne] <http://passion-ameriquelatine.com/les-farc-histoire-guerilla-colombie/>

¹⁵⁶ UIAF, 2003. *Rapport de l'Unidad de Informacion y analisis financiero Republica de Colombia sur les FARC*, Bogota: s.n.

également une source de dépenses importante. Les armes peuvent être obtenues de plusieurs manières : fabrication par la guérilla ou le groupe terroriste lui-même, vol dans des entrepôts, achat au marché noir avec l'argent de la drogue... La secte Aum a ainsi dès 1992 produit des gaz toxiques et des fusils automatiques. En Tchétchénie, certains groupes islamistes ont fabriqué des pistolets-mitrailleurs. L'IRA Provisoire a conçu dans ses ateliers clandestins des bombes mais aussi des mortiers (le Mk15 notamment, dont les plans seront ensuite transmis à l'ELN et aux FARC) et le Hamas a inventé des missiles (missile Qassam-1, missile Qassam-2 et missile antichar alBattar)¹⁵⁷. Les armes peuvent ensuite être fournies par les Etats : la CIA a ainsi fournit des armes aux Contras luttant contre le gouvernement sandiniste au Nicaragua dans les années 1980, l'URSS et la Chine ont distribué des AK-47 Kalachnikov à travers le monde aux guérillas marxistes et la Lybie a fournit des armes à l'IRA jusque dans les années 1980. Les armes et les munitions peuvent aussi être volées dans des entrepôts ou des stocks laissés à l'abandon après des conflits. Des 791 000 fusils d'assaut M-16 laissés par les américains lors de leur retrait du Vietnam, nombreux sont ceux à s'être retrouvés dans les mains des guérilleros d'Amérique du Sud. L'UÇK s'est servie dans les stocks de l'armée albanaise en 1997. Elle aurait notamment dérobé 38 000 pistolets, 226 000 fusils kalachnikov, 351000 mitrailleuses, 25000 lance-grenades et plus d'un million de mines antichar¹⁵⁸. Les armes peuvent enfin être achetées au marché noir. Un fusil d'assaut M-16 se vend ainsi entre 470 et 660 dollars aux Philippines, une mitrailleuse, 5660. En Afrique, une Kalachnikov AK-47 se négocie autour de 9 à 33 dollars¹⁵⁹. L'armement est d'ailleurs très variable selon les groupes : en 2009, le Hezbollah possédait 16 000 armes à feu pour 10 000 combattants, le Hamas, 24 000 armes pour 15 000 combattants, les Talibans, 96 000 pour 60 000 combattants et la défaite des Tigres tamouls a entraîné la saisie d'environ 100 000 fusils¹⁶⁰. Certains groupes sont néanmoins beaucoup moins armés, notamment en Afrique centrale, en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud.

II-PROBLEME EN TERME DE SOURCES DE FINANCEMENT

La problématique du facteur financier se pose également en termes de perte de sources de financement. Le financement des organisations terroristes et des guérillas est en effet tributaire des aléas de la politique internationale. La perte de sponsors étatiques, conjuguée à

¹⁵⁷ Baud, J., 2014. *armes des mouvements terroristes*. [En ligne] <http://www.globalterrorwatch.ch/?p=3349>

¹⁵⁸ (Baud, 2014)

¹⁵⁹ (Baud, 2014)

¹⁶⁰ Karp, A., 2010. *des arsenaux insaisissables*, s.l.: Small Arm Survey.

la nécessité de se financer rapidement, provoque l'hybridation, l'organisation n'ayant d'autre choix que de se tourner vers des activités criminelles. Trois exemples permettent de le mettre en exergue : le cas de l'Unita après la fin de la guerre froide, les cas du Hezbollah et des Tigres tamouls après les attentats du 11 septembre 2001.

Après la fin de la guerre froide : l'exemple de l'UNITA et des diamants de sang en Angola

En 1975, l'Angola acquiert son indépendance. Cette année marque également le début d'un conflit opposant le gouvernement de la République populaire d'Angola, dirigé par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et le Front national de libération de l'Angola (FNLA). D'une durée de 27 ans, il provoque la mort de plus d'un million de personnes¹⁶¹.

La guerre civile angolaise prend place dans un contexte de guerre froide. Le MPLA est soutenu militairement et financièrement par l'URSS et Cuba, l'UNITA par l'Afrique du Sud, les Etats Unis et les pays occidentaux. La première phase du conflit s'achève en 1989. La guerre froide prenant fin, il perd sa dimension internationale : Cuba retire ses troupes et les Etats-Unis pressent le MPLA et l'UNITA de cesser les combats et de conclure un accord de paix. Celui-ci est finalement signé en 1991 à Lisbonne et débouche sur la tenue d'élections en 1992. Le MPLA remporte la majorité législative et Dos Santos, chef du MPLA gagne l'élection présidentielle.

Appuyé par les conservateurs américains, l'UNITA refuse d'admettre ces résultats et reprend les armes. Un accord de paix en 1994 échoue du fait de l'UNITA, celle-ci ayant refusée de démobiliser ses troupes et de rendre le contrôle des territoires sur lesquels elle est implantée. En 1999, le conflit s'aggrave et s'étend à l'ensemble de l'Angola.

Tributaire des aléas de la politique internationale, le financement de l'UNITA change avec la fin de la guerre froide. Abandonnée par ses soutiens étatiques, l'UNITA se livre au trafic de diamants. Un rapport d'experts mandatés par l'ONU du 10 mars 2000 considère ainsi que le trafic de diamants est la première source de financement de l'UNITA¹⁶². L'UNITA exploite

¹⁶¹ Statistiques disponibles sur http://www.statistiques-mondiales.com/afrique_guerres.htm

¹⁶² ONU, 2000. *Final Report of the UN Panel of Experts on Violations of Security Council Sanctions Against Unita*, New-York:

en effet des mines dans les territoires qu'elle contrôle ou prélève une taxe sur les mines qu'elle n'exploite pas elle-même. La protection des mines de diamants est d'ailleurs assurée par des forces spéciales commandées par le vice président d'UNITA, le général Antonio Dembo. Les diamants extraits sont ensuite échangés contre des armes ou transportés dans un pays tiers et revendus sur le marché mondial, notamment à Anvers. Le Conseil de Sécurité exige dans la résolution 1173 du 12 juin 1998 de l'UNITA qu'elle rende les armes et demande aux Etats d'empêcher l'importation sur leur territoire des diamants non certifiés provenant d'Angola. En cas de non respect, la résolution 1295 prévoit un ensemble de sanctions. Un processus de certification des diamants, dit de Kimberley, est également mis en place. La guerre civile ne prend cependant fin qu'en 2002 avec la mort de Jonas Savimbi, fondateur de l'UNITA¹⁶³.

Après les attentats du 11 septembre : l'exemple du Hezbollah et des Tigres tamouls

Après les attentats du 11 septembre 2001, les Etats ont montré une plus grande réticence à soutenir directement des guérillas ou des organisations terroristes. Ils ont également mis en place des mécanismes de contrôle plus contraignant.

Le financement étatique du Hezbollah s'est ainsi considérablement réduit ces dernières années, accélérant son implication dans le trafic de drogues. Depuis 2006, l'accroissement des dépenses sociales et militaires du Hezbollah et la perte d'une partie de son financement étatique l'ont poussé à développer ses activités criminelles. En effet, alors que les dépenses du Hezbollah s'accroissent (elles sont estimées entre 100 et 200 millions de dollars par an¹⁶⁴), les sanctions visant l'Iran provoquent une diminution de près de 40% du financement qu'elle assurait¹⁶⁵ (après avoir connu un pic en 2008-2009, l'aide iranienne s'établissait autour de 60 à 100 millions de dollars par an¹⁶⁶). Le conflit syrien a également entraîné une baisse du soutien financier syrien, cette baisse reste cependant difficile à estimer.

¹⁶³ Gouëset, C., 2002. Chronologie de l'Angola. *L'Express*, 4 avril.

¹⁶⁴ Rodier, A., 2009. *Les trafics de drogue du Hezbollah en Amérique latine*, Paris: CF2R.

¹⁶⁵ (Levitt, 2011)

¹⁶⁶ Girard, Q., 2011. Le Hezbollah et les cartels de la drogue travailleraient main dans la main. *Libération*, 16 décembre.

Le financement des Tigres tamouls le montre aussi. Au début des années 2000, il est encore à 80% extérieur à l'île du Sri Lanka¹⁶⁷. La collecte de dons forcés ou volontaires auprès de la diaspora tamoule (450 000 personnes aux Etats Unis, 500 000 au Canada, plusieurs milliers de personnes en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande) est assurée par un organisme au sein des Tigres, le Groupe Aiyanna, qui gère la collecte dans 44 pays¹⁶⁸. Elle rapporte alors 120 millions de dollars par an aux Tigres tamouls¹⁶⁹. Dès 2002 cependant, les Tigres sont inscrits sur la liste des organisations terroristes par la plupart des Etats (Inde en 2002, Etats Unis en 2003, pays de l'Union européenne en 2006). La multiplication des contrôles internationaux et la désaffection croissante de la diaspora tamoule à l'égard des Tigres privent ceux-ci d'une ressource financière importante et les oblige à se recentrer sur leurs activités à l'intérieur de l'île et leur implication dans le trafic de drogues et d'armes.

Le facteur financier est l'un des facteurs endogènes qui favorisent l'hybridation. Il en est un autre qui naît au sein de l'entité : le facteur humain.

SECTION 2-FACTEUR HUMAIN

L'entité peut être vue comme un organisme vivant. Elle a une naissance, une vie et une mort. L'entité politique a été créée pour réaliser des objectifs politiques (instaurer un Etat islamique, renverser un gouvernement, être l'avant-garde d'une révolution prolétarienne...). Elle existe cependant par delà cette mission politique. Il est des cas d'organisations qui continuent d'exister, qui survivent devrait-on dire, alors que des négociations avec l'Etat ont déjà abouti à un résultat acceptable ou que la réalisation des objectifs apparaît de plus en plus inatteignable (la LRA de Joseph Kony en est l'exemple type). L'entité peut cependant disparaître lorsque la répression se fait trop rude, que le fondateur disparaît ou que l'argent vient à manquer. De même, une répression étatique trop forte peut provoquer la disparition de l'entité criminelle.

La survie de l'entité est donc dictée par ses capacités d'adaptation à son milieu. Pour survivre, elle peut muter ou naître hybride. Cette réaction de survie ne peut être que le fait des dirigeants ou des membres de l'organisation, c'est-à-dire d'un facteur humain. Cela apparaît

¹⁶⁷Manoharan, N., 2004. Financial Fodder - Internal Sources of LTTE Funds. *IPCS Institute of Peace and Conflict studies*, Issue 1527

¹⁶⁸ (Gerbaut, 2009)

¹⁶⁹ (Gerbaut, 2009)

évident lorsque l'entité est réduite à sa plus petite unité : l'individu lui-même. Ce facteur humain se retrouve néanmoins dans tous les types d'organisations : cartel, mafia, guérilla...

De la délinquance au terrorisme, le basculement chez le loup solitaire

Mohamed Merah et Khaled Kelkal sont deux exemples de loups solitaires passés de la délinquance de droit commun au terrorisme pour des raisons purement personnelles. Leur hybridation apparaît être assez superficielle : ni l'un, ni l'autre ne faisaient partie d'organisation criminelle et leur passage dans le terrorisme, pour reprendre la formule du Procureur François Molin à propos de Mohamed Merah, a pu être qualifié d' « atypique »¹⁷⁰.

En mars 2012, Mohamed Merah tue à Toulouse et Montauban, trois parachutistes puis trois élèves et un professeur de religion dans une école juive. Lors de l'assaut final donné à son domicile, il s'écrie « je suis le messager d'Allah »¹⁷¹. Mohamed Merah est avant tout un délinquant. Il n'était connu que des faits de dégradation, de manquements à l'autorité ou de vols (il sera d'ailleurs condamné à 18 mois ferme pour le vol d'un sac à main en décembre 2007). Son mode de vie apparaît également assez éloigné des prescriptions de l'Islam. Selon son avocat « *il sort, il boit, ne fait pas de prosélytisme et ne parle pas tellement de religion* »¹⁷². Trois semaines avant les faits, il avait été critiqué pour avoir été en boîte de nuit. Ses amis le décrivent comme « *un mec bien, un type normal* », une personne « *comme les autres* »¹⁷³. Sa formation de djihadiste est enfin assez succincte. Elle se résume principalement à des visionnages de vidéos d'Al-Qaïda chez lui et à deux séjours à l'étranger, en Afghanistan et au Pakistan. Il effectue d'ailleurs le premier voyage par ses propres moyens ; s'agissant du deuxième, ses affirmations relatives à un entraînement dans un camp d'Al-Qaïda apparaissent assez peu fondées. Mohamed Merah agit comme un terroriste mais les raisons de son passage à l'acte sont plus personnelles qu'idéologiques. Sa radicalisation ne se fait pas lors de son séjour en prison : le procureur François Molin a souligné qu'« *aucune évolution ni aucune dérive de nature intégriste n'ont été notées dans son comportement* » et à sa sortie, il essaye de s'engager dans l'armée française. C'est en revanche cet échec à rentrer dans la Légion étrangère qui, selon son ancien avocat, « *lui donne le sentiment qu'il n'aura*

¹⁷⁰ AFP, 2012. Les derniers mots de Mohamed Merah, le "tueur au scooter" de Toulouse, avant l'assaut du Raid. *Huffington Post*, 6 juillet.

¹⁷¹ (AFP, 2012)

¹⁷² Millot, O., 2012. « Il n'arrêtait pas de répéter qu'il était un moudjahid ». *Libération*, 23 mars.

¹⁷³ (Millot, 2012)

*définitivement pas sa place dans la société française*¹⁷⁴. Un psychologue qui l'avait expertisé en 2009 déclarait alors : c'est à ce moment-là qu'il « réoriente sa façon de voir les choses, de voir le monde », il le décrit d'ailleurs comme « un garçon fragile, anxieux »¹⁷⁵. Ce n'est donc pas un « problème de terrorisme international » qui pousse Mohamed Merah dans la voie du terrorisme mais plus simplement celui « des jeunes de banlieue qui se sentent rejetés, discriminés et victimes d'un certain racisme »¹⁷⁶ (toujours selon son ancien avocat). Son frère Abdelkader a en revanche plus le profil du loup solitaire : il avait dès 2007 été impliqué dans une filière d'acheminement de djihadistes en Irak et des explosifs avaient été retrouvés chez lui.

Khaled Kelkal est le principal responsable des attentats de l'été 1995, notamment celui du RER Saint-Michel. Connu à l'origine pour des faits de délinquance de droit commun (recel de voitures, trafic de cannabis et vol), il se radicalise en prison. Il y rencontre un détenu proche du GIA chargé de recruter des jeunes algériens en prison. Dès sa sortie, il se met à fréquenter la mosquée Bilal de Vaulx-en-Velin dirigée par un imam fondamentaliste. En 1993, lors d'un voyage en Algérie, il prend contact avec le GIA. Il décide ensuite de s'engager dans le djihad et finance son activité par le trafic de cannabis. Ses motivations tiennent également à sa situation personnelle, il se dit alors victime du racisme, pense qu'il est impossible de s'intégrer dans la société française et veut rentrer en Algérie. En 1995, il participe à l'assassinat d'un imam jugé trop modéré et soupçonné d'avoir détourné de l'argent puis orchestre une campagne d'attentats à l'aide d'un groupe islamiste dont il serait le chef¹⁷⁷. Il est finalement tué par les gendarmes.

Le facteur humain peut se concevoir au niveau d'une organisation. Au sein de celle-ci, un parti, un groupe de personnes ou un dirigeant peut provoquer l'hybridation.

La Tuta, idéologue à la tête d'un cartel

Le cas des chevaliers templiers du Michoacán est particulièrement intéressant. Il est l'exemple d'une organisation criminelle qui se structure d'une part autour d'activités criminelles lucratives mais aussi autour d'une idéologie. Il y a en effet une volonté de donner une justification morale aux activités du cartel, de lui donner une réelle légitimité au sein de la

¹⁷⁴ Soullier, L., 2012. Mohamed Merah, un petit délinquant devenu djihadiste. *L'Express*, 22 mars.

¹⁷⁵ AFP, 2012. Merah-un-garçon-fragile-et-anxieux-selon-son-psychologue. *Libération*, 3 mars.

¹⁷⁶ AFP, 2012. L'avocat de Merah conteste sa radicalisation en prison. *Libération*, 23 mars.

¹⁷⁷ Pontaut, J.-M., 1996. Khaled Kelkal, itinéraire d'un terroriste. *L'Express*, 26 septembre.

population. En résulte une certaine ambiguïté. Cette hybridation est le fait d'un homme, La Tuta.

Le cartel des chevaliers templiers du Michoacan est né en 2011 d'une scission au sein de la Familia Michoacana entre Jose de Jesus Mendez et Servando Gomez dit « la Tuta ». Il est spécialisé dans le racket, l'enlèvement et le trafic de méthamphétamines vers les Etats Unis. Pour assoir sa légitimité, l'organisation se présente comme un véritable ordre, se donnant pour mission de « protéger tous les habitants de l'Etat libre, souverain et laïque de Michoacan » (voir le code de 53 règles qu'elle a édité).

L'hybridation de ce cartel est le fait de son dirigeant, La Tuta. Il était en charge de l'idéologie au sein de la Familia. Il conçoit son organisation à la fois comme une organisation criminelle (même s'il tente de relativiser ce caractère) et comme un groupe d'autodéfense protégeant les habitants de l'Etat de Michoacan. La Tuta est d'ailleurs décrit comme ayant « une sensibilité quasi-religieuse »¹⁷⁸. Les chevaliers templiers ont ainsi un véritable code de conduite où ils disent se livrer à une « bataille idéologique (...) (pour) défendre des valeurs qui fondent une société basée sur l'éthique et construite à travers les siècles ». Le cartel exige de ses membres, probité, courtoisie, respect des autres et conduite digne¹⁷⁹.

La rhétorique de la Tuta est particulièrement intéressante. Elle met en exergue le changement qu'il insuffle au cartel. Dans un entretien, il cherche ainsi à justifier l'existence de son cartel¹⁸⁰. Il ne nie pas le caractère criminel de ses activités mais cherche à l'atténuer. Il en rejette la faute sur les médias (« qui nous blâme ? La télévision qui a fait de nous au niveau de l'Etat et au niveau national, des criminels, et des criminels d'une envergure exagérée ! » ; « Vous nous appelez criminels...d'accord nous sommes des criminels, parce que c'est ainsi que les informations nous ont appelés »). Il nie l'impact sur la vie de la population, les activités criminelles n'étant que le résultat d'un choix individuel (« chacun fait ce qu'il veut »). Il cherche à démontrer que les vrais criminels ne sont pas là où on le croit (« je sais que je suis un criminel mais il y en a d'autres plus criminels que moi qui sont protégés parce qu'ils travaillent pour le gouvernement »). Il présente son organisation comme la seule à même « de protéger l'Etat des Zetas, des gens de Jalisco et de tous ces groupes qui veulent

¹⁷⁸ InSightCrime, 2013. *La Tuta*, s.l.: Insight crime.

¹⁷⁹ Le code des chevaliers templiers est disponible sur internet

¹⁸⁰ Disponible sur [Leader of The Knights Templar cartel interview pt3 subtitles - YouTube](http://www.youtube.com/watch?v=Sbg2ReNW7yY), <http://www.youtube.com/watch?v=Sbg2ReNW7yY>

enlever, violer ou attaquer les droits de l'homme». La violence de son organisation est légitime parce que destinée à se défendre contre l'Etat mexicain et les cartels « *qui ne sont pas du Michoacan* », elle n'est pas tournée vers « *les citoyens ou les gens qui travaillent* ». Il pointe enfin les carences de l'administration : « *si le gouvernement change sa position pour s'occuper de la ville comme il est censé le faire, allez-y, vous êtes les bienvenus !* » ; « *nous voulons du travail, de l'éducation, de la santé que les organes du gouvernement agissent comme ils le doivent* ». En somme, pour reprendre ses mots, « *nous ne sommes pas ici pour nous servir nous-mêmes et nous ne nous considérons pas mauvais*». Mentionnons enfin que cet entretien a été beaucoup plus visionné que les discours du président mexicain...

Influence des Corléanais dans l'engagement de Cosa Nostra sur la voie du terrorisme

L'hybridation de Cosa Nostra, son engagement sur la voie du terrorisme, coïncide avec l'arrivée au pouvoir des Corléanais. Cosa Nostra, auparavant très réticente à s'attaquer aux autorités publiques, se lance alors dans une campagne d'attentats hors de Sicile.

Cette faction prend le pouvoir au sein de la mafia sicilienne au début des années 80 en faisant assassiner plusieurs dizaines de ses rivaux et ceux qui s'intéressent de trop près à ses activités. Elle est menée par Luciano Liggio, chef de la famille des Corleonesi, Toto Riina et Bernardo Provenzano. Les assassinats sont légions : assassinat en 1979 du lieutenant-colonel des carabinieri Giuseppe Russo (et ce, sans l'assentiment de la Coupole), le magistrat Cesare Terranova, le capitaine des Carabinieri Emanuele Basile en mai 1980, le préfet Dalla Chiesa en septembre 1982, Michele Reina, secrétaire de la Démocratie Chrétienne de Palerme, le président de la région de Sicile Piersanti Matarella en janvier 1980... au sein de Cosa Nostra, les Corleonesi évincent par la force plusieurs familles : celle de Michele Navarra, celle de Cinisi (alors que son parrain, Di Cristina était chef de la Coupole), assassinat de Di Cristina en 1978... Ils parviennent à prendre le contrôle de Cosa Nostra au début des années 1980. Leur arrivée au pouvoir provoque une mutation de Cosa Nostra. Celle-ci devient plus violente et n'hésite pas à utiliser des méthodes terroristes. En 1992 et 1993, pour assouplir le régime de détention des mafiosi condamnés lors des maxi-procès et pousser l'Etat à négocier, Cosa Nostra provoque plusieurs attentats. Sont ainsi tués le parlementaire européen Salvo Lima, proche de Giulio Andreotti, figure influente de la Démocratie Chrétienne, le juge Falcone (avec une demi-tonne d'explosifs) ou le juge Borsellino par un attentat à la voiture piégée. Elle commet également des attentats à Rome, Milan et Florence. Des écoutes récentes de Toto

Riina (il est actuellement emprisonné) prouvent cette corrélation entre l'arrivée au pouvoir des Corléanais et l'utilisation du terrorisme par Cosa Nostra. Il y dit notamment « *On a commencé à suivre Falcone à Rome. On avait des informations. Mais on a choisi Palerme. Pour Borsellino, on a su qu'il allait chez sa mère le dimanche. J'ai demandé qu'on ajoute quelques centaines de kilos d'explosifs. Si j'étais resté libre, j'aurais continué le massacre au plus haut niveau* »¹⁸¹. Le régime des mafiosi incarcérés s'étant adouci, Cosa Nostra fait finalement cesser ses attentats sous l'influence de Bernardo Provenzano.

Emergence d'un parti de la cocaïne au sein des FARC

Influence marxiste-léniniste oblige, la drogue était à l'origine vue comme le symbole d'une « *dégénérescence capitaliste* »¹⁸². Cependant, la longueur du conflit, son coût et le fait que les paysans qui cultivent la coca constituent la base sociale de l'organisation font qu'au sein des FARC émerge un véritable parti de la cocaïne, un « *lobby de la drogue* »¹⁸³. Celui-ci regroupe des membres de la Commission des infrastructures et certains membres de la Commission des finances au sein de l'état-major. La drogue reste cependant un sujet controversé. Alors que les années 1990 marquent l'implication directe de la guérilla dans le trafic de cocaïne, la Commission internationale des FARC-EP déclare « *Il est nécessaire de réaffirmer que les FARC-EP n'ont aucun rapport, quel qu'il soit, avec les narcotrafiquants. Elles rejettent tout contact avec eux par principe et pour des raisons éthiques. Cela parce que ce serait incompatible avec la démocratie et la vie citoyenne et parce que ces activités génèrent, entre autres, la corruption, l'impunité, la criminalité, la décomposition sociale mais aussi parce qu'elles affectent, en premier lieu, la jeunesse dans le monde* »¹⁸⁴. En 1999, Manuel Marulunda, fondateur historique des FARC, déclare dans le même entretien qu'en tant que tel, « *les FARC n'ont rien à voir avec les fameuses cultures. Nous ne trafiquons pas, nous ne cultivons pas, nous ne consommons pas* » mais que « *nous permettons que les paysans continuent à cultiver la coca* » et « *comme nous vivons dans la même région (que les narcotrafiquants), alors nous demandons à ces messieurs de nous payer un impôt, sans ça ils ne peuvent pas rester et en plus on leur demande de commencer à faire leurs valises* ». Cette ambiguïté se retrouve enfin dans le cadre du processus de paix. Les FARC refuse en effet de

¹⁸¹ Dunglas, D., 2014. Le parrain Toto Riina condamne un juge à mort !. *Le Point*, 21 janvier.

¹⁸² (Labrousse, 2004)

¹⁸³ (Labrousse, 2003)

¹⁸⁴ Atelier des FARC « Le narcotrafic en Amérique latine et dans les Caraïbes », San José de Costa Rica, 18-19 juillet 1997 cité par (Labrousse, 2004)

se voir qualifier de « narco guérilla » tout en proposant de réguler la production et la vente de la feuille de coca, du pavot et du cannabis, en critiquant la guerre contre la drogue menée par le pouvoir colombien et les Etats-Unis et en admettant quand même être impliquées dans le trafic¹⁸⁵. La guérilla a ainsi affirmé dans un communiqué : « *nous nous sommes vus obligés d'établir un régime de contribution fiscale et de régulation des transactions auprès des cultivateurs, en prenant en compte leurs droits et en les protégeant des abus des intermédiaires et des trafiquants de drogue* »¹⁸⁶.

Les facteurs de l'hybridation sont donc nombreux, certains sont internes à l'organisation, d'autres lui sont externes : environnement criminogène, environnement concurrentiel, facteur individuel et facteur financier. De leur interaction naît l'entité hybride.

¹⁸⁵ AFP, 2013. Colombie : les FARC admettent avoir reçu un « impôt » des cultivateurs de coca. *Le Monde*, 29 novembre.

¹⁸⁶ AFP, 2014. Colombie : les FARC proposent de légaliser les cultures de coca et de cannabis. *Le Monde*, 14 janvier.

TROISIEME PARTIE-LE PROCESSUS D'HYBRIDATION ET L'ENTITE HYBRIDE

L'hybridation criminelle est le croisement d'une criminalité politique et d'une criminalité de profit. L'entité peut muter ou naître hybride. L'hybridation obéit à une logique : la criminalité politique s'hybride selon une logique financière, la criminalité de profit, selon une logique politique. Est hybride ce qui est composé d'éléments de nature différente : le résultat de l'hybridation criminelle est une entité hybride mêlant certaines caractéristiques de la criminalité politique et certaines caractéristiques de la criminalité de profit : organisations criminelles utilisant des méthodes terroristes sans pour autant développer une idéologie ; organisations criminelles mêlant objectifs politiques et recherche du profit, activités criminelles lucratives et terrorisme ; guérillas et groupes terroristes développant une activité criminelle pour se financer ; guérillas et groupes terroristes abandonnant leur combat politique pour se consacrer à la maximisation du profit.

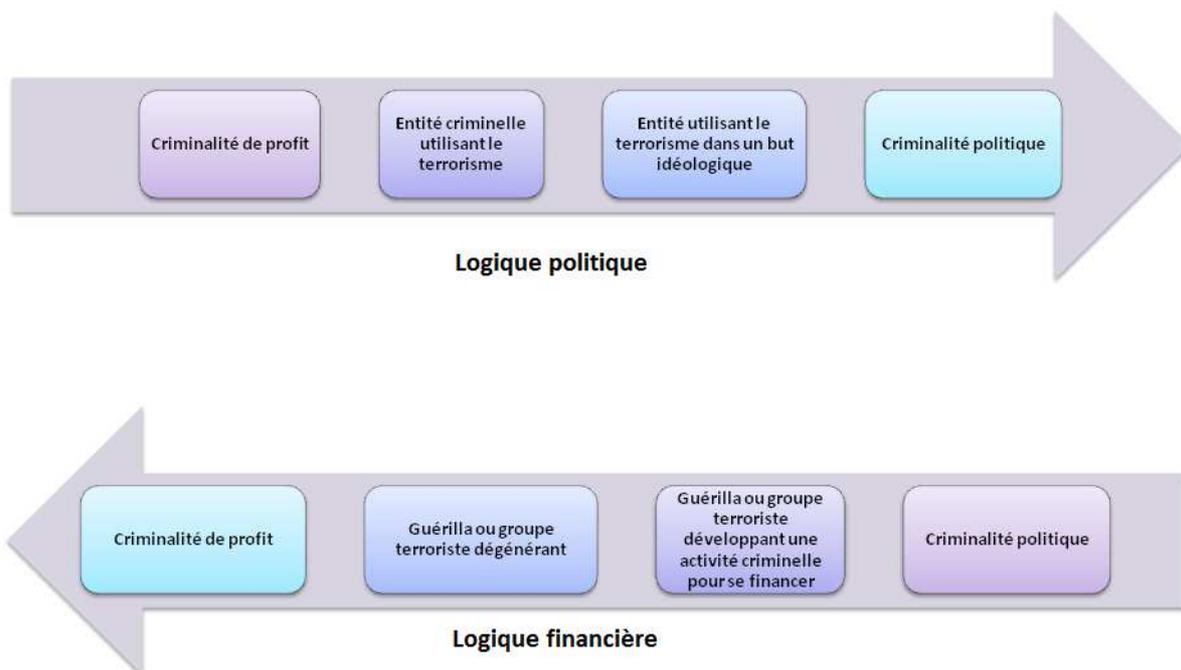


Schéma n°2 : processus d'hybridation

CHAPITRE 1-HYBRIDATION DE L'ENTITE CRIMINELLE : LA LOGIQUE POLITIQUE

L'hybridation de l'entité criminelle s'opère selon une logique politique. L'organisation peut, tout en poursuivant ses activités criminelles lucratives et sa finalité pécuniaire, se trouver momentanément dans le besoin d'user de méthodes terroristes à l'encontre de l'Etat. Quittant le domaine de la violence proportionnée dont elle peut faire preuve à l'encontre d'autres groupes criminels pour le contrôle d'un territoire ou d'un marché, elle se pose en adversaire de l'Etat et mène contre lui une véritable guerre. En s'engageant dans ce conflit asymétrique, elle n'a d'autre but que de le forcer à négocier et faire cesser la répression. L'organisation criminelle peut également user de méthodes terroristes ou de lutte armée, développer une véritable idéologie et se donner des objectifs politiques.

SECTION 1-SUR LA VOIE D'UN TERRORISME SANS IDEOLOGIE

Il est une hybridation assez limitée, celle des organisations criminelles qui utilisent momentanément des méthodes terroristes ou de lutte armée pour limiter la répression étatique. Cette hybridation n'est pas idéologique, l'entité ne cherche pas à promouvoir un quelconque système de pensée, elle reste tournée vers la maximisation du profit. L'engagement sur la voie du terrorisme n'a vocation qu'à forcer l'Etat à négocier et à faire cesser la répression.

Parce qu'elle met directement en péril l'existence de l'organisation, l'utilisation de ces méthodes n'est pas « naturelle ». Elle est une rupture par rapport à la violence classique, utilitaire des organisations criminelles. Elle n'a pas pour but d'assurer la mainmise de l'organisation sur un marché ou le contrôle d'un territoire et ne vise pas la recherche d'un profit. Terrorisme et lutte armée sont des violences maximisées et disproportionnées car tournées vers l'Etat. L'assassinat d'un journaliste, d'un homme politique ou d'un juge ne suffit pas à constituer l'acte terroriste. Le plus souvent, l'organisation ne fait qu'éliminer ceux qui s'intéressent de trop près à ses activités. De même, une lutte entre organisations criminelles pour le contrôle d'un territoire ou d'une activité criminelle ne ressort pas non plus du terrorisme. Elle n'est pas un conflit asymétrique. Elle procède d'une sorte de calcul rationnel entre profit espéré et coût humain et financier pour y parvenir.

En revanche, l'organisation met en place une véritable stratégie terroriste lorsqu'elle assassine de manière systématique des personnalités publiques, qu'elle s'attaque à des bâtiments

officiels ou qu'elle commet des attentats contre des civils ou les forces de l'ordre. En s'engageant dans cette voie, elle focalise sur elle l'attention de l'Etat. Ce terrorisme sans idéologie est une réponse asymétrique au trouble que suscite la répression étatique. Calcul risqué, il ne peut avoir pour but que de déstabiliser l'Etat et le forcer à négocier. En cela, il se veut temporaire. Il est en effet nuisible au développement des activités criminelles de l'organisation et à sa cohésion interne.

Cette hybridation concerne par exemple Cosa Nostra entre 1992 et 1993. Menant une campagne d'attentats contre l'Etat italien, elle souhaitait alors faire cesser les procès la visant et améliorer le régime des mafieux emprisonnés ; c'est également le cas du Cartel de Medellin, au début des années 1980, qui répond par le terrorisme à la répression du gouvernement colombien.

I-SUCCES DE LA STRATEGIE TERRORISTE

L'utilisation du terrorisme par l'organisation criminelle a vocation à aboutir un résultat rapide : faire cesser la répression. L'organisation criminelle s'expose en faisant le choix de cette méthode : la répression peut gagner en intensité, il peut y avoir une réaction populaire... Calcul risqué, elle peut néanmoins être un succès : l'exemple de Cosa Nostra le montre.

Campagne d'attentats de Cosa Nostra en 1993

La connivence entre la Démocratie chrétienne et Cosa Nostra sous la première République prend fin en 1992, suite à plusieurs opérations anti-corruption visant des hommes politiques. 1992 est également l'année où la Cour de Cassation confirme les condamnations de plusieurs centaines de mafiosi lors des maxi procès de Palerme.

Cosa Nostra assassine alors deux juges anti mafia : le juge Falcone, le 23 mai 1992 et le juge Borsellino le 19 juillet 1992. Elle fait également tuer des hommes politiques n'ayant pu empêcher la tenue des maxi procès. Une tentative visant à créer un parti politique pour pouvoir retrouver des contacts au sein de la classe politique ayant échoué, Cosa Nostra décide alors de se tourner vers le terrorisme. Souhaitant notamment assouplir le régime des condamnés mafieux et faire cesser la répression à son encontre, elle mène une campagne d'attentats hors de Sicile en 1993, campagne qui fait 10 morts et 106 blessés. Un premier attentat à Rome, le 14 mai 1993, ne fait aucune victime. Le 27 mai 1993, l'attentat de la Via dei Georgofili à Florence cause la mort de 5 personnes, fait 48 blessés et détruit une partie du

musée des Offices. Le 27 juillet 1993, un attentat à la voiture piégée via Palestro à Milan fait 5 morts. Le même jour, deux attentats se produisent à Rome, près de l'Archibasilique Saint-Jean-de-Latran et de l'Église San Giorgio in Velabro, faisant quelques blessés. Ces derniers sont également un signal envoyé au pape Jean-Paul II qui avait fermement condamné la mafia. Des négociations officieuses avec le pouvoir politique y mettent finalement un terme. Les conditions d'emprisonnement des mafiosi sont assouplies (le nombre de mafieux soumis à l'article 41 bis passe de 1 200 à 400¹⁸⁷) et Cosa Nostra cesse ses attentats¹⁸⁸.

Le « succès » de la stratégie terroriste doit cependant être relativisé : Toto Riina et ses principaux lieutenants ont été capturés et condamnés à de lourdes peines, les attentats ont entraîné une condamnation de la mafia par l'Église et des réactions populaires massives ont eu lieu.

II-ECHEC DE LA STRATEGIE TERRORISTE

La stratégie terroriste est un calcul extrêmement risqué : elle expose l'organisation criminelle à une répression beaucoup plus forte, pouvant provoquer sa disparition. Le cartel de Medellín en est l'illustration.

Usage du terrorisme en Colombie de 1982 à 1993

Apparu dans les années 1970, le cartel de Medellín est une alliance de plusieurs groupes de narcotrafiquants fondée par Pablo Escobar, Gonzalo Rodriguez Gacha, les frères Ochoa et Carlos Lehder. En 1989, le cartel contrôle 80% du trafic mondial de cocaïne et la fortune personnelle de Pablo Escobar est estimée à 25 milliards de dollars¹⁸⁹.

En 1982, lorsque le gouvernement de Belisario Betancourt proclame l'Etat de siège et intensifie la lutte contre les cartels, la réponse du cartel de Medellín est de trois ordres. Il cherche d'abord à acquérir le soutien de la population de Medellín et à délégitimer l'action de l'Etat colombien. Le Mouvement de rénovation libérale à Medellín, dans lequel est inscrit Pablo Escobar, vise ainsi à lutter contre la corruption et le clientélisme politique. Une association « Medellín sans taudis » est également mise en place pour financer la construction

¹⁸⁷ Dunglas, D., 2012. Mafia : le juge Borsellino sacrifié à la raison d'État. *Le Point*, 9 mars.

¹⁸⁸ Zanichelli, F., 2012. *Mafia, attentats : la part sombre des politiques en Italie*. [En ligne] <http://blogs.rue89.nouvelobs.com/storitalia/2012/08/08/mafia-attentats-la-part-sombre-de-la-politique-italienne-228140>

¹⁸⁹ Gootenberg, P., 2011. *Cocaine's Blowback North: A Pre-History of Mexican Drug Violence*. Stony Brook, Stony Brook University.

de logements et d'équipements sportifs (notamment un quartier Pablo Escobar où « de nombreux habitants défavorisés lui vouent un véritable culte »¹⁹⁰). Au niveau national, Pablo Escobar se fait ensuite élire représentant adjoint à la chambre des représentants du congrès. Sous l'étiquette du parti libéral colombien, il met en place une politique de corruption généralisée dite du « plato o plomo ». Il fait construire des hôpitaux, des écoles et des routes. Enfin, le cartel mène une guerre contre l'Etat, guerre qui fait 50 000 victimes¹⁹¹. Il fait ainsi assassiner Luis Carlos Galan, candidat à l'élection présidentielle et qui était favorable à une extradition des narcotrafiquants vers les Etats Unis mais aussi des juges, des journalistes, des policiers et des hommes politiques. Des villas de riches hommes d'affaire, les locaux du journal El Espectador et un immeuble hébergeant un département du renseignement sont incendiés. Le 27 novembre 1989, le cartel fait exploser en vol un avion dans lequel devait se trouver César Gaviria, candidat à l'élection présidentielle. L'attentat fait 110 morts. Une prime est également offerte pour chaque meurtre de policier. 600 policiers sont ainsi victimes des *sicarios* d'Escobar¹⁹². La lutte menée par les gouvernements colombiens et américain et la guerre avec le cartel de Cali finissent cependant par provoquer la disparition du cartel de Medellin au début des années 1990. Pablo Escobar est abattu par les policiers le 2 décembre 1993.

SECTION 2-SUR LA VOIE D'UNE GUERRE IDEOLOGIQUE

A l'hybridation provisoire des entités criminelles qui s'engagent dans la voie d'un terrorisme sans idéologie, il en est une autre qu'il faut ajouter, moins rationnelle, plus inquiétante. Une hybridation qui renvoie aux racines latines du mot : *hubris*, l'excès et *ibrida*, bâtard. L'organisation hybride est alors une entité criminelle sur laquelle sont venus se greffer de manière mal assortie certains éléments des entités politiques, de sorte que l'on ne sait trop quelle en est la véritable nature. Elle est hybride au sens plein du terme. Elle a évolué de manière anormale, elle n'est plus une organisation criminelle classique, elle n'est pas une entité politique. A ses activités criminelles et sa finalité pécuniaire viennent s'ajouter, sans que l'on puisse déterminer avec certitude ceux qui l'emportent sur les autres, utilisation du terrorisme et promotion d'un fanatisme religieux.

Ainsi en est-il de la D-Company qui, depuis les années 1990, conjugue activités criminelles lucratives d'ampleur internationale et terrorisme islamiste. Ainsi en est-il également de la

¹⁹⁰ AFP, 2013. Colombie: 20 ans après sa mort, le spectre de Pablo Escobar rôde. *Le Point*, 30 novembre.

¹⁹¹ (AFP, 2013)

¹⁹² (Gootenberg, 2011)

Familia et des chevaliers templiers du Michoacan, cartels spécialisés dans le trafic de méthamphétamines mais fonctionnant comme de véritables sectes et menant une guerre contre l'Etat et les autres cartels.

D-Company, le djihad d'une organisation criminelle indienne

La D-Company est l'une des quatre plus grosses organisations criminelles de Bombay. Elle compte environ 5 000 membres et opère au Pakistan, en Inde, aux Emirats arabes Unis, en Afghanistan, au Népal, en Thaïlande, en Malaisie, à Singapour, en Australie, en Afrique du Sud, au Canada, au Sri Lanka, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France¹⁹³. Ses activités criminelles sont extrêmement diversifiées : extorsion, traite des êtres humains, trafic de drogue, trafic d'or et d'argent, trafic d'armes, contrats d'assassinat, piratage de films indiens et revente de DVD à des millions d'exemplaires... Elle a également des activités légales : participation financière dans le centre commercial *Diwan* à Bombay, dans l'hôtel *Diamond Rock*, dans une agence de voyage, la *Suhail Travel* et dans *l'East West Airlines*¹⁹⁴. Son fondateur, Ibrahim Dawood, dirige l'organisation depuis Dubaï où il s'était enfui en 1985 (Dubaï n'ayant pas de traité d'extradition avec l'Inde).

Tout en restant une organisation criminelle, la D-Company se tourne cependant vers le terrorisme dans les années 1990, en réaction à la destruction de la mosquée de Babur et le massacre de plus de 2000 musulmans par des émeutiers hindous. En lien avec des groupes islamistes et soutenue par les services secrets pakistanais, elle lance une série d'attentats le 12 mars 1993 à Bombay. L'explosion de treize bombes fait 257 victimes et plus de 800 blessés¹⁹⁵. Plusieurs bâtiments sont endommagés ou détruits : la bourse de Bombay, l'immeuble d'Air India, la banque Oman ainsi que des cinémas, des marchés, deux hôpitaux, une université, plusieurs hôtels et des postes de police. La série d'attentats permet également d'éliminer un gang rival, le gang de Lala¹⁹⁶.

¹⁹³ Rodier, A., 2008. *Inde: liens entre le crime organisé et le terrorisme*, Paris: Centre Français de Recherche sur le Renseignement.

¹⁹⁴ Sharma, M. L., 1996. *organised crime in India: problems and perspectives*. Bombay, 108th international seminar.

¹⁹⁵ bbc, 1993. 1993: Bombay hit by devastating bombs. *bbc*, 12 mars

¹⁹⁶ (Rodier, 2008)

La D-Company apporte aussi son soutien financier à des groupes terroristes tel qu'Al Qaeda ou le Lashkar-e-Tayyaiba¹⁹⁷. Elle aurait ainsi financé les attentats du 11 juillet 2006 et de novembre 2008 à Bombay commis par ce dernier. Le 11 juillet 2006, sept explosions dans des gares avaient causé la mort de 200 personnes et fait 714 blessés¹⁹⁸. En novembre 2008, une série de dix attaques avait fait 173 morts et 312 blessés¹⁹⁹. Le soutien n'est cependant pas purement idéologique. Les attentats de 2008 ont notamment eu lieu contre un hôtel où se déroulait une exposition de diamants, contre un centre juif soupçonné d'abriter des criminels russo-israélien souhaitant s'investir dans le trafic de drogues à Bombay et contre un hôtel dont le gérant était impliqué dans une affaire de racket²⁰⁰.

La divine justice de La Familia Michoacána

En 2006, cinq têtes décapitées au poignard sont lancées dans une boîte de nuit du Michoacán avec un message « *la Familia ne tue pas pour l'argent. Elle ne tue pas les femmes. Elle ne tue pas les innocents, seulement ceux qui méritent de mourir. Sachez que c'est la justice divine* ». La Familia Michoacána est un cartel mexicain actif jusqu'en 2011. Elle est spécialisée dans le trafic de méthamphétamines (une drogue de synthèse) vers les Etats-Unis. Elle mène également une guerre contre l'Etat et les autres cartels et se revendique de croyances évangéliques. En 2009, en réaction à l'arrestation de l'un de ses chefs, elle commet plusieurs attaques contre des cibles militaires et policières.

La Familia compte 9 000 membres jusqu'à sa dissolution en janvier 2011. Parmi ses membres figurent des adeptes de la Nouvelle Jérusalem, une secte inspirée des écrits du pasteur américain John Eldredge. Créée en 1973 (année où la vierge du Rosaire serait apparue à Mama Salomé, l'une des instigatrices de ce mouvement religieux), elle prône l'interdiction de boire de l'alcool, de regarder la télévision, d'écouter la radio, de faire du vélo, elle refuse également les centres de santé (les sciences sont considérées comme des « matières du diable » et de la « pornographie ») et veut faire inscrire les enfants de ses adeptes dans des écoles spécialisées (elle a d'ailleurs fait incendier une école maternelle car l'Antéchrist rodait dans l'école). Elle s'est installée dans une ville, la *Nueva Jerusalem*, dans le Michoacán, ville qui devrait être épargnée par l'apocalypse (prévue en 1980, elle a depuis été plusieurs fois

¹⁹⁷ Congressional research service, John Rollins, L. S. W. e. S. R., 2010. *International Terrorism and Transnational Crime: Security Threats, U.S. Policy, and Considerations for Congress*, Washington

¹⁹⁸ AFP, A. e. R., 2006. Près de 180 morts dans la série d'explosions qui a frappé Bombay. *Le Monde*, 11 juillet.

¹⁹⁹ AFP, 2008. 188 morts dans les attaques de Bombay. *Le Figaro*, 2 décembre.

²⁰⁰ (Rodier, 2008)

repoussée)²⁰¹. Plusieurs membres de la Familia ont été arrêtés en possession de bibles et d'écrits du pasteur Eldredge.

Un véritable culte est voué au fondateur de la Familia, Nazario Moreno Gonzales « El Chayo », mort en décembre 2010. Nazario Moreno Gonzales avait été l'un des dirigeants de la Familia et il avait développé l'évangélisme en son sein. Plusieurs manifestations populaires de soutien à la Familia se sont d'ailleurs déroulées après son assassinat²⁰². Il a été sanctifié et une statue à son image, recouverte d'une armure médiévale a été découverte. Des prières lui sont également adressées : « *donnez-moi la sainte protection, par Saint Nazario, protecteurs des plus pauvres, chevaliers du peuple, Saint Nazario, donnez nous la vie* »²⁰³.

La cérémonie d'entrée dans l'organisation est semblable à celle d'un ordre mystique. Durant les deux mois précédant l'initiation, le novice est endoctriné. Pour développer sa foi, il doit alterner méditations et étude des écritures saintes et se détacher de ses addictions. Il entre ensuite dans la Familia, ce passage est vu comme une rédemption, le passage d'un état « *de peur et de déception* » à celui de « *joie totale* »²⁰⁴. Ce n'est qu'à l'issue de ce programme, qu'il peut travailler pour la Familia. Les candidats les plus violents sont isolés. Envoyés dans la région de Jesus del Monte, ils doivent prouver leur férocité et leur dévouement au cartel en assassinant, mutilant et cuisinant plusieurs personnes²⁰⁵.

La Familia se présente enfin comme une association d'autodéfense, soucieuse de protéger les habitants du Michoacán des exactions de l'Etat et des cartels. En janvier 2010, elle torture et juge six criminels. Elle les force à tourner autour d'un rond-point en portant des pancartes sur lesquelles sont inscrits les messages suivants : « *gardez un œil ouvert rats. Nous venons pour vous. Cordialement, la Familia* », « *Je suis un rat et la Familia me punit* », « *ceci pour tous les trafiquants, La Familia est ici chez elle, ne nous jugez pas, nous nettoions la ville* »²⁰⁶. Elle maintient le contrôle du Michoacán par la terreur. En 2006, elle décapite 17 personnes et tue plusieurs centaines de personnes. En 2008, elle exécute 333 personnes. En 2009, lui sont attribuées l'exécution de 370 personnes et la décapitation de 18 autres. Elle aurait également,

²⁰¹ Guttierrez, C., 2012. Une secte fanatique fait régner la terreur dans une petite ville mexicaine. *Libération*, 28 aout.

²⁰² Rodier, A., 2009. *la familia mexicaine: une nouvelle organisation criminelle*, Paris: Centre Français de Recherche sur le Renseignement.

²⁰³ Grillo, I., 2012. Saint, knights and crystal meth: Mexico's bizarre cartel. *Reuters*, 18 juillet.

²⁰⁴ Grayson, G. W., 2010. *La familia drug cartel: implications for US-mexican security*, s.l.: Strategic Studies Institute.

²⁰⁵ (Grayson, 2010)

²⁰⁶ (Grayson, 2010)

la même année, torturé près d'une centaine de personnes. Ses victimes sont principalement des membres des cartels et des forces de police²⁰⁷. Elle met aussi en place une politique sociale, construisant écoles et églises et accordant des crédits aux entrepreneurs et fermiers.

Le dessein divin des Caballeros Templarios, cartel fondamentaliste

Le 8 mars 2011, les Chevaliers templiers du Michoacán naissent suite à la dissolution de la Familia. Le cartel de La Tuta est impliqué dans le trafic de métamphétamines, le racket et les enlèvements (ces deux dernières sources de revenus lui procurant quelques 100 millions de dollars par an²⁰⁸). Il se donne pour mission de « *protéger tous les habitants des territoires sacrés de l'Etat libre, souverain et laïque de Michoacán* »²⁰⁹. Le contrôle du cartel sur ses membres se veut total, un code de 53 règles régit ainsi tous les aspects de leur vie : impossibilité de quitter le cartel sous peine de mort, respect à vie d'un serment, vœux de silence, lutte contre le « *matérialisme* », fidélité à Dieu, service de l'ordre, interdiction d'outrager les femmes, prohibition de l'ivresse, de l'usage de drogues et de l'immoralité, vie en communauté, nécessité d'avoir une autorisation du conseil des chevaliers templiers pour tuer, renoncement à un bénéfice personnel, respect des chefs, résistance « *à la tentation de la chair et du sang* », générosité avec les plus pauvres et protection des faibles.

Le cartel fait montre d'un fanatisme religieux d'inspiration catholique (là où la Familia était évangélique), voulant livrer une « *bataille idéologique* », « *lutter contre la décadence des valeurs morales* » et assurer la réalisation d'un « *dessein divin* ». La dévotion absolue à Dieu est répétée maintes fois dans le code. A titre d'anecdote, le cartel avait promis une trêve en mars 2012, lors de la visite de Benoît XVI au Mexique²¹⁰. L'ambiguïté sur la nature de l'organisation est entretenue par les membres du cartel eux-mêmes. Sur les profils Facebook des membres du cartel, se mêlent photographies d'hommes armés, voitures de luxe, croix templières, kalachnikovs en or, images de la Vierge et du Christ et montagnes de billets²¹¹.

Nous venons de voir que l'entité criminelle s'hybride selon une logique politique : elle peut momentanément utiliser des méthodes terroristes ou de lutte armée, elle peut aussi développer une véritable idéologie.

²⁰⁷ (Grayson, 2010)

²⁰⁸ RFI, 2013. *Le Mexique et la lutte contre la violence des cartels de la drogue dans le Michoacán (Revue de presse)*, Paris: s.n.

²⁰⁹ Code de 53 règles des Chevaliers Templiers du Michoacán

²¹⁰ Steels, E., 2012. Des narcos souhaitent la bienvenue au pape. *Le Temps*, 22 mars.

²¹¹ Voir annexe 1

CHAPITRE 2-HYBRIDATION DE L'ENTITE POLITIQUE : LA LOGIQUE FINANCIERE

La criminalité politique s'hybride selon une logique financière : de la finalité politique et de l'utilisation du terrorisme et de la lutte armée, on passe au développement d'activités criminelles lucratives et à une finalité pécuniaire. La transformation n'est pas forcément totale, les combinaisons finalité politique/finalité pécuniaire/méthodes terroristes et de lutte armée/activités criminelles lucratives offrent une grande diversité des entités hybrides.

L'hybridation peut être un facteur de croissance de l'organisation (I), elle peut également être un facteur d'affaiblissement (II).

La logique politique voudrait que la guérilla ou le groupe terroriste soit tributaire de sa finalité politique : il y a une corrélation entre la puissance de l'entité, la légitimité dont elle bénéficie auprès de la population, l'affaiblissement militaire ou politique du pouvoir en place et la réalisation effective des objectifs politiques de la guérilla ou du groupe terroriste (par la mise en place de négociations avec le gouvernement ou par la prise du pouvoir). Une fois la finalité politique de l'entité réalisée, l'utilisation des méthodes terroristes ou de lutte armée devient sans objet et l'entité peut se voir reconnaître une existence légale (parti politique, mouvement religieux, autorité en charge de l'administration d'une région particulière ou d'une communauté...) ou tout simplement disparaître.

L'hybridation rend l'entité autonome par rapport à la réalisation de la finalité politique. La guérilla ou le groupe terroriste devient un organisme qui finit par ne vivre que pour lui-même :

- l'hybridation peut être un facteur de dynamisme de l'entité : l'hybride est résistant, il sort renforcé de l'hybridation et est en mesure de s'imposer durablement. Les degrés d'hybridation sont variables : hybridation modérée lorsque le politique prime sur le criminel ; hybridation poussée lorsque la frontière entre le politique et le criminel devient flou ; hybridation totale lorsque le criminel prime sur le politique.

- l'hybridation peut être un facteur de dégénérescence de l'entité : celle-ci se dépouille de sa part politique (méthodes de lutte armée ou terroriste/finalité politique) et ne subsiste que la composante criminelle. L'hybridation ici n'a pas d'effet positif, elle ne permet pas de

redynamiser l'entité. L'hybride est moins résistant : ses effectifs se font moins nombreux, l'entité est isolée, elle perd le soutien populaire, sa légitimité est remise en cause... Elle peut enfin être dans un état « végétatif », elle ne sert plus que de paravent aux activités criminelles de ses membres.

SECTION 1-L'HYBRIDATION, PROCESSUS DYNAMIQUE

En biologie, on appelle hétérosis, l'amélioration de la lignée correspondant à une augmentation des capacités et de la vigueur de l'entité hybride. L'hybride est donc de meilleure qualité, plus résistant et plus performant que ses parents. Ce phénomène est également appelé vigueur hybride.

L'hybridation est d'abord ce qui permet d'assurer la survie de l'entité politique et de lui redonner un dynamisme. L'apport d'argent dû à l'activité criminelle permet la poursuite du combat politique mais permet surtout à l'organisation de se reconstituer : achat d'armes, de munitions, recrutement de nouveaux combattants...

Des activités criminelles développées par les guérillas et les organisations terroristes en quête de financement, le trafic de drogue est de loin la première et la plus lucrative. Il n'est qu'à citer la myriade de groupes dont la participation au trafic est ou a été avérée : de l'United Wa State Army en Birmanie aux réseaux Haqqanis en Afghanistan, en passant par les talibans, certains groupes djihadistes du Sahel, le Hezbollah libanais, le PKK kurde, le Sentier Lumineux au Pérou, le DHKP-C turc, le Hamas palestinien, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, les Tigres tamouls, Abu Sayyaf aux Philippines ou encore les FARC-EP en Colombie. Complètent le trio classique des activités criminelles, l'extorsion et la pratique de l'enlèvement. Enlèvement et extorsion sont ainsi pratiqués aussi bien par l'ETA que le FLNC, les FARC qu'AQMI (pour n'en citer que quelques-uns). Au-delà de ce panel classique du financement criminel, on trouve pêle-mêle : traite des êtres humains, trafic de diamants, de bois précieux, d'ivoire, piraterie, contrebande de cigarettes, contrefaçons de DVD et de logiciels...en fonction des opportunités qui se présentent.

Particularités du trafic d'armes :

Le trafic d'armes est une source de dépense et non une source de financement. De manière générale, les guérillas et les groupes terroristes n'en sont d'ailleurs pas les principaux destinataires. Quelques chiffres permettent de le comprendre : en 2009, sur un total de 875

millions d'armes à feu, les organisations criminelles, les guérillas et les groupes terroristes n'en possèdent que 0,4 à 1,3%. Sur ces armes, 2 à 4 millions sont détenues par les organisations criminelles (du gang de rue à la mafia), 1,4 millions par les guérillas et les groupes terroristes²¹².

Plus que l'activité, c'est le degré d'implication qui nous importe. Assez logiquement, plus il est important, plus l'hybridation est poussée :

- la criminalisation est « mesurée » lorsque l'entité ne fait que taxer les trafiquants ou ne s'investit que sporadiquement dans une activité criminelle (I).
- la criminalisation est « poussée » lorsque la guérilla ou le groupe terroriste s'implique dans l'activité criminelle de manière continue, que les profits deviennent importants et réguliers et que des mécanismes de blanchiment d'argent sont mis en place (II).
- la criminalisation est « totale » lorsque le criminel a pris le pas sur le politique (III).

I-CRIMINALISATION MESUREE

L'implication de l'entité dans l'activité criminelle peut être mesurée, l'hybridation n'est alors pas très profonde. C'est le cas lorsque l'entité ne fait que taxer les criminels agissant sur son territoire sans s'impliquer dans les diverses étapes de l'activité criminelle ou lorsque l'activité criminelle ne génère pas de profits réguliers. Les profits correspondent à peu près à ce qui est nécessaire au combat politique, une solution politique est envisageable et les cas d'enrichissement personnel sont anecdotiques. Deux exemples permettent de le montrer : la taxation de l'argent de la piraterie par les milices Al-Shabab en Somalie et la pratique des enlèvements par les groupes djihadistes du Sahel.

Taxation des profits de la piraterie par les milices Al-Shabab

Le rapport *Pirate Trails* pour la Banque mondiale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime montre que la piraterie au large de la côte de la Somalie et de la Corne de l'Afrique a généré de 339 à 413 millions de dollars entre 2005 et 2012²¹³. Les rançons versées pour faire libérer les bateaux et les équipages n'ont pas pour uniques destinataires les pirates

²¹² (Karp, 2010)

²¹³ Banque mondiale, 01/11/2013, Press release : 'Pirate Trails' Tracks Dirty Money Resulting From Piracy Off the Horn of Africa

eux-mêmes. Les commanditaires de ces attaques, ceux qui financent la piraterie, perçoivent entre 30 % et 75 % du montant des rançons, les pirates, seulement entre 1 et 2,5 % du total et il faut également mentionner l'argent destiné aux fonctionnaires corrompus et aux villages abritant les pirates.

Les milices islamiques Al-Shabab, issues de l'Union des tribunaux islamiques somaliens au pouvoir en Somalie entre 2006 et 2007 et qui veulent imposer la charia dans la Corne de l'Afrique, financent leur combat en taxant les activités de piraterie. Elles ne se livrent pas elles-mêmes à la piraterie mais prélèvent de l'argent sur les rançons²¹⁴. Elles condamnent par ailleurs cette activité jugée « non conforme à l'islam »²¹⁵. En 2006, alors au pouvoir, elles avaient en effet procédé à un nettoyage des « nids de pirates » sur les côtes somaliennes qu'elles contrôlaient²¹⁶.

Ses 6 000 combattants²¹⁷ doivent cependant faire face à plusieurs opérations militaires menées par les forces armées kenyanes, les forces éthiopiennes et la mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) et la question de leur implication directe dans les activités de piraterie demeure posée.

Protection des trafiquants et pratique des enlèvements par les groupes djihadistes du Sahel

Les groupes djihadistes du Sahel se livrent à la pratique des enlèvements, activité criminelle qui ne génère pas de profits réguliers, elles protègent également les trafiquants agissant sur leur territoire contre rémunération.

Les enlèvements ont rapporté 90 millions d'euros à Al Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) entre 2004 et 2012. A titre d'exemple, en 2008, la rançon du diplomate canadien Robert Fowler et de l'un de ses collaborateurs était de 700 000 euros. En 2009, l'Allemagne et la Suisse ont versé 5,9 millions d'euros pour faire libérer des otages. En 2011, Françoise Larrive aurait été libérée contre le versement d'une rançon de 12,5 millions d'euros et en 2010, ce sont 20 millions d'euros qui auraient été versés pour faire libérer 4 français enlevés au

²¹⁴ Rodier, A, Somalie: les milices al-shabab sur le déclin ? note d'actualité n°267, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, 2012

²¹⁵ (Rodier, 2012)

²¹⁶ Mantoux, S, 03/07/2010, Des Tribunaux Islamiques à Al-Shabaab : mythe et réalité de la menace islamiste en Somalie, blog : <http://historicoblog3.blogspot.fr/2010/07/des-tribunaux-islamiques-al-shabaab.html>

²¹⁷ (Rodier, 2012)

Niger²¹⁸. Les enlèvements sont aussi pratiqués par d'autres groupes islamistes. Le Mujao a ainsi enlevé trois européens près de Tindouf en octobre 2011 et sept diplomates algériens à Gao en avril 2012²¹⁹. La rançon des enlèvements peut être payée par les Etats, les entreprises dans lesquelles les personnes travaillent ou leurs familles. L'enlèvement ne se résout pas forcément en termes financiers. Hamada Ould Kheirou avait par exemple été arrêté puis relâché sur intervention française contre la libération d'otages. Signalons que les intermédiaires peuvent être nombreux et l'otage revendu plusieurs fois.

L'enlèvement n'est pas la seule ressource de ces groupes. AQMI, Ansar Dine ou Al Mourabitoune se financent aussi par le trafic de cocaïne²²⁰. Il s'agirait cependant d'une implication indirecte, ces groupes se contentant d'offrir une protection aux trafiquants contre rémunération. Ils peuvent également être impliqués dans des trafics divers : cigarettes, armes, traite des êtres humains... Mokhtar Belmokhtar s'est ainsi vu affublé de surnoms divers : le « gangster djihadiste » ou « Mister Marlboro »²²¹.

II-CRIMINALISATION PUSSEE

L'implication dans l'activité criminelle est ici plus profonde. La guérilla ou le groupe terroriste ne se contente plus de tolérer une activité criminelle moyennant rémunération, il l'organise lui-même avec ses propres hommes et ses contacts. L'implication revêt un caractère « systématique », organisé et l'organisation intervient à différentes étapes du trafic. Les flux d'argent sont réguliers et importants et des mécanismes de blanchiment d'argent doivent être mis en place. Les cas d'enrichissements personnels se font plus nombreux et le criminel peut prendre le pas sur le politique. Cette criminalisation poussée concerne aussi bien les FARC en Colombie que les Talibans en Afghanistan ou le Hezbollah au Liban.

L'aspect politique n'est pas pour autant abandonné : un soutien populaire existe, l'idéologie est maintenue et l'entité est perçue aussi bien par ses membres que par ses ennemis comme étant de nature politique. Le Hezbollah jouit ainsi d'une réelle légitimité au Liban, à la fois pour sa participation à la vie politique libanaise, pour son engagement associatif et pour sa capacité militaire à lutter contre Israël. Les FARC et le gouvernement colombien de Juan

²¹⁸Selon le secrétariat d'Etat américain cité par (Zagdoun, 2013)

²¹⁹Le Mujao est né du départ d'Aqmi en décembre 2011 d'Hamada Ould Kheirou. Celui-ci critiquait la répartition des postes au sein de l'organisation et le partage de l'argent des rançons et du trafic de drogue. En décembre 2012, sa fusion avec les katibas de Mokhtar Belmokhtar donne naissance à Al-Mourabitoune.

²²⁰(CMAIS, 2013) (Migaux, 2014)

²²¹(LeMonde, 2013)

Manuel Santos ont récemment entamé un processus de paix. Les discussions portent sur la question agraire (accès et usage de la terre, régularisation de la propriété, développement social rural, assistance technique aux petits producteurs...), la participation à la vie politique, le trafic de drogues ou encore la réparation aux victimes. Enfin, en Afghanistan, alors que les annonces de retraits des forces armées par les puissances de la coalition se multiplient, les Talibans deviennent de plus en plus puissants. L'année 2013 est ainsi la plus violente depuis 2001, les pertes n'ont jamais été aussi nombreuses et les Talibans ont mené des attaques jusque dans le centre de Kaboul. Ils bénéficient également d'un soutien populaire dans les régions rurales du sud et de l'est du pays²²².

Implication des Farc dans le trafic de cocaïne : de la culture de la coca à l'exportation

La cocaïne est issue à l'origine de la feuille de coca. La culture de la coca n'est possible qu'en Amérique du Sud et en Amérique latine notamment en Bolivie, au Pérou, en Colombie et dans la région amazonienne. Les récoltes ont lieu trois ou quatre fois par an. Un collecteur passe ensuite acheter les feuilles de coca au cultivateur. La troisième étape dans la production de la cocaïne consiste dans la fabrication de la pâte base. Les feuilles de coca sont trempées dans du kérosène pendant trois jours puis mélangées à de la chaux. Le tout est filtré puis séché. La pâte base est alors mélangée avec une quarantaine de produits chimiques (acide, éther, chaux...). Filtrée, elle permet d'isoler le chlorhydrate de cocaïne. Celui-ci est séché et le retrait des impuretés permet l'obtention d'une poudre, la cocaïne. Elle est ensuite trafiquée, coupée et revendue. Il faut environ 250 kilogrammes de feuilles de coca pour obtenir un kilogramme de pâte base et 500 grammes de cocaïne. En Colombie, un kilogramme de pâte base se vend environ 1 000 dollars, un kilogramme de cocaïne, 2 000 dollars. Ce même kilogramme, transféré dans un pays voisin, se négocie autour de 4 000 à 6 000 dollars. En Amérique centrale, il double, de 8 000 à 12 000 dollars. Au Mexique, il atteint 12 000 à 15 000 dollars. Vendu aux Etats-Unis, sa valeur s'accroît encore pour s'établir autour de 25 000 dollars et s'il parvient à franchir l'Atlantique, il peut atteindre 60 000 dollars²²³.

²²² Julien Toureille, *TFO*, 01/04/2013 *Afghanistan : les Talibans peuvent-ils reprendre le pouvoir ?*

²²³ McDermott, J., 2013. *Criminal Activities of the FARC and Rebel Earnings*. [En ligne] <http://www.insightcrime.org/farc-peace/farc-criminal-activities-income>

La guérilla des FARC s'est impliquée de plus en plus profondément dans le trafic de cocaïne. A l'origine, elle est idéologiquement opposée au trafic de drogues. Elle doit cependant composer avec les paysans qui cultivent la coca. Ceux-ci sont en effet la base de recrutement de la guérilla. Consciente de la précarité que pourrait entraîner chez les cultivateurs une interdiction totale de la coca, elle tente de proposer des cultures de substitution et d'interdire la consommation de drogues. Elle fixe les prix de la vente des feuilles de coca, offrant sa protection aux paysans contre les narcotrafiquants. Dans les années 1980, elle prélève 8 à 10% sur la vente des feuilles de coca²²⁴. Réalisme obligeant, la VIIe conférence des FARC en 1982 accélère cependant l'implication dans le trafic. La guérilla commence par éliminer les collecteurs de feuilles de coca et à assurer la collecte elle-même, elle protège également les champs de coca. Elle va ensuite se mettre à taxer les fabricants de pâte base puis vendre la pâte base elle-même. Elle s'invite dans la transformation en laboratoire de la pâte base en cocaïne. Elle protège d'abord les laboratoires des narco trafiquants moyennant une taxe (la protection d'un laboratoire est estimée à 11 000 dollars par mois²²⁵). Elle se met ensuite à construire ses propres laboratoires ou les gère conjointement avec les narcotrafiquants. Elle prélève aussi une taxe sur le produit fini et sur le trafic lui-même. Elle perçoit ainsi cinq dollars sur chaque kilogramme de cocaïne produit, 20 dollars sur chaque kilogramme mis dans un avion et 15 000 dollars sur chaque avion décollant d'une piste située sur les territoires qu'elle contrôle²²⁶. Les FARC sont enfin impliquées dans le transport de cocaïne de la Colombie aux pays voisins, voir jusqu'en Amérique centrale²²⁷.

Les FARC gagnent avec le seul trafic de cocaïne 200 à 300 millions de dollars par an. Cela représente 50% de leurs revenus²²⁸. Sur les 300 tonnes de cocaïne produites par la Colombie chaque année, 180 sont d'une manière ou d'une autre sous le contrôle des FARC²²⁹. Au sein des FARC, certains fronts sont d'ailleurs uniquement en charge du trafic de cocaïne : les fronts 10, 16, 29, 30, 33, 43, 48 et 57²³⁰. La plupart se trouvent au sein du bloc oriental des FARC. Celui-ci rassemble près de la moitié des troupes de la guérilla. Très actif militairement jusqu'au processus de paix de 1999, il fait depuis profil bas. Il a en effet été l'objectif

²²⁴ Labrousse, A., 2004. Colombie: le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC-EP (1978-2002). *La Découverte / Hérodote*, Issue 2004/1 - N°112, pp. 27-48.

²²⁵ (Labrousse, 2004)

²²⁶ (Labrousse, 2004)

²²⁷ (McDermott, 2013)

²²⁸ (Labrousse, 2004)

²²⁹ (McDermott, 2013)

²³⁰ (McDermott, 2013)

principal de la politique de sécurité du Président Uribe. Ses positions fortes dans la province du Meta ont été les premières zones d'intervention du gouvernement et une cible militaire de choix. Le bloc a par ailleurs dû être divisé en deux suite à la perte du département de Casanare, les guérilleros situés dans le nord, dans le département de l'Arauca s'étant retrouvés isolés. Au sein de ce bloc, le 16^{ème} front, dans les départements de Guainia et Vichada, a été, sous le commandement de Tomas Medinas Caracas, l'un des pionniers dans l'exportation de la cocaïne. Il exportait jusqu'à 20 tonnes de cocaïne par mois ; le 43^{ème} front exportait lui, jusqu'à 100 tonnes de cocaïne par an²³¹.

La cocaïne n'est cependant pas la seule drogue dans laquelle les FARC sont impliquées. Elles touchent également de l'argent sur le trafic d'opium/héroïne et sur le trafic de cannabis. Début février 2013 cinq tonnes de marijuana ont ainsi été saisies dans deux centres appartenant aux FARC, dans la province de Meta²³². Les autres sources de financement des FARC sont le vol de bétail (22 millions de dollars par an), les enlèvements (37 millions de dollars) et l'extorsion (22 millions de dollars)²³³.

Intéressons-nous aux enlèvements. Avec 37 millions de dollars, les enlèvements contre rançons constituent la deuxième source de revenu des FARC²³⁴. Il est important de dissocier l'enlèvement appréhendé comme une activité politique et l'enlèvement en tant qu'activité financière. Depuis 2000 en effet, les FARC mènent une véritable politique des otages en enlevant des membres des forces de l'ordre, des élus ou des responsables politiques. Le but est à la fois de médiatiser leur combat et d'échanger ces otages contre des prisonniers. En février 2002, la femme politique franco-colombienne Ingrid Betancourt est enlevée lors de la campagne présidentielle avec sa coéquipière Clara Rojas. En avril 2002, douze députés du Valle del Cauca sont kidnappés. Les négociations n'aboutissent pas et onze députés seront finalement exécutés par erreur en 2008, les FARC ayant confondu un déplacement de la guérilla de l'ELN avec une attaque de l'armée colombienne. Ingrid Betancourt sera quant à elle libérée avec quatorze autres captifs (trois militaires américains et onze policiers et militaires colombiens) le 2 juillet 2008 dans le cadre d'une opération militaire. En tant que source de revenu, les enlèvements peuvent concerner des civils de milieux plus modestes.

²³¹ (McDermott, 2013)

²³² AFP, 2014. Colombie: saisie de 5 tonnes de marijuana. *Le Figaro*, 2 novembre.

²³³ UIAF, 2003. *Rapport de l'Unidad de Informacion y analisis financiero Republica de Colombia sur les FARC*, Bogota

²³⁴ (UIAF, 2003)

Parqués dans des camps, ils sont ensuite revendus à leurs familles. Le refus de payer peut entraîner la mort de l'otage. Le 16 mai 2000, l'explosion d'une ceinture d'explosifs, placée autour de son cou, tue l'otage Elvia Cortes ainsi qu'un démineur et en mutile plusieurs autres. La rançon demandée était de 7500 dollars. En 2007, on estime que les FARC détiennent environ 1100 otages ; en 2008, 750²³⁵. En 2012, dans le cadre du processus de paix avec le gouvernement colombien, les FARC disent renoncer aux enlèvements mais certaines unités poursuivraient cette pratique.

Il faut enfin faire état de l'enrichissement personnel de certains dirigeants. En 2009, la police a ainsi saisi six ranchs dans le sud de la Colombie appartenant à Gener García Molina, commandant du 43^{ème} front des FARC. Leur valeur était estimée à 3,6 millions de dollars. Lors d'opérations policières antérieures, la police avait également saisi une quarantaine de propriétés lui appartenant, pour un montant de 2,6 millions de dollars²³⁶. Gener García Molina est connu pour son train de vie, achetant montres de luxe et côtoyant des prostituées. Sanctionné par un tribunal des FARC en 2010, il aurait cependant été réintégré depuis²³⁷.

Implication des Talibans dans le trafic d'héroïne

L'héroïne est issue du pavot. Une incision dans la capsule de la fleur de pavot permet d'obtenir du latex. Celui-ci est ensuite séché. L'opium brut ainsi obtenu est bouilli puis filtré. Cette pâte peut se fumer ou être ingérée. La transformation en héroïne est encore complexe : un processus de raffinage, par l'ajout de substances diverses (oxyde de calcium, chlorure d'ammonium...) permet d'obtenir de la morphine base. Celle-ci peut ensuite être transformée en héroïne n°3 par l'ajout d'anhydride acétique et d'acide chlorhydrique ou en héroïne n°4 par l'ajout de chloroforme, de charbon actif, voire d'alcool éthylique.

L'Afghanistan est le premier pays producteur d'opium au monde. 98% de l'opium afghan est cultivé dans les zones contrôlées par les talibans. Cela leur rapporterait de 60 millions à 100 millions de dollars par an²³⁸. Quel est le degré d'implication de ces derniers dans le trafic ? En 2007, on estime que les revenus tirés du trafic d'opium constituent 50% des recettes des

²³⁵ Anon., 2013. *Les FARC, une réelle menace pour les colombiens?*. [En ligne] <http://farc.e-monsite.com/pages/les-farc-une-guerilla-qui-sevit-depuis-1964/presentation/activites.html>

²³⁶ Longmire, S., 2009. Colombian police seize six FARC ranches worth \$3.6 million. *Examiner*, 13 octobre.

²³⁷ (McDermott, 2013)

²³⁸ Congressional research service, John Rollins, L. S. W. e. S. R., 2010. *International Terrorism and Transnational Crime: Security Threats, U.S. Policy, and Considerations for Congress*, Washington.

Talibans²³⁹. Ils interviennent à plusieurs étapes de la production d'héroïne. Les Talibans prélèvent tout d'abord une taxe de 10% sur les fermiers qui cultivent le pavot dans les régions qu'ils contrôlent ou passent des accords avec les seigneurs de guerre qui gèrent eux-mêmes les cultures, offrant une protection contre les opérations d'éradication. Au niveau de la transformation en laboratoire de l'opium en héroïne, les talibans perçoivent une taxe en contrepartie de la protection qu'ils offrent à ces installations. Ils s'enrichissent aussi au niveau du trafic lui-même. Contrôlant les frontières, notamment la frontière pakistanaise, ils prélèvent une taxe sur le trafic lui-même. Enfin, les plus importants trafiquants de drogue versent d'eux-mêmes une contribution aux talibans pour assurer leur tranquillité²⁴⁰. Le mouvement n'assure cependant pas le trafic au-delà de l'Afghanistan.

Implication du Hezbollah dans le trafic de drogue au Liban et en Amérique du Sud et mise en place de mécanismes de blanchiment d'argent.

En principe, le groupe terroriste ou la guérilla est soucieux de faire disparaître l'origine de l'utilisation des fonds, de dissocier leur origine légale du financement de l'action terroriste et d'éviter ainsi que la police ne remonte jusqu'aux commanditaires. Ce procédé de dissimulation est appelé « noircissement ». L'entité politique n'a pas vocation à faire du « blanchiment » d'argent, c'est-à-dire à réinjecter dans l'économie légale des fonds obtenus de façon illégale. Utilisé par les groupes criminels, le blanchiment permet de donner une apparence légale à des fonds obtenus de manière criminelle. En général, l'argent liquide est intégré dans un système financier ou changé dans une autre monnaie. Une série d'opérations financières permet de limiter la traçabilité. Ces fonds sont ensuite réinjectés dans l'économie légale par l'achat de produits de luxe ou des placements (hôtellerie, casino, boîtes de nuit, lieux qui permettront à leur tour de blanchir l'argent). L'utilisation du blanchiment d'argent par une guérilla ou par un groupe terroriste est donc un indice fort de sa criminalisation.

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah déclarait en 2009, « *le Hezbollah nie catégoriquement (...) son implication directe ou indirecte dans le blanchiment d'argent, le trafic de drogues ou les opérations bancaires illégales* »²⁴¹. Le Hezbollah est d'une nature particulièrement complexe, à la fois organisme de charité, parti politique de gouvernement au Liban, organisation terroriste et milice défendant militairement le Liban contre Israël. Il est

²³⁹ (Labrousse, 2006)

²⁴⁰ (UIAF, 2003)

²⁴¹ Discours de Hassan Nasrallah à l'occasion du jour des martyrs, 11 novembre 2009, disponible sur : <http://www.youtube.com/watch?v=Zn7SMvQvDKU>

cependant nécessaire de constater qu'il est bel et bien impliqué dans le trafic de drogue, la traite d'êtres humains, la contrebande de cigarettes les contrefaçons et le blanchiment d'argent²⁴². La partie de son financement assurée par le trafic de drogue est estimée entre 100 et 200 millions de dollars par an²⁴³.

Il est impliqué dans le trafic à la fois au Liban et en Amérique du Sud. Au Liban, il contrôle le trafic de drogues dans la vallée de la Bekaa au Liban. Une fatwa vient d'ailleurs rapidement le justifier « *nous fabriquons de la drogue pour Satan, l'Amérique et les Juifs. Si nous ne pouvons pas les tuer avec des armes, nous les tuerons avec des drogues* »²⁴⁴. Il va cependant rapidement se développer et s'implanter en Amérique du Sud dans la région des trois frontières (une région située entre le Brésil, l'Argentine et le Paraguay où vit une importante communauté chiite). La cocaïne, suivant la route utilisée par les narcotrafiquants, est ensuite acheminée par le 10^{ème} parallèle à travers l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe. Les profits générés sont tels que des opérations de blanchiment sont nécessaires.

En 2011, un véritable système de blanchiment de l'argent du Hezbollah est ainsi mis à jour. Il implique un ensemble de banques et de compagnies : la *Elissa holding company*, la *Hassan Ayash Exchange company*, la *Cybamar Swiss GMBH*, la *Libanese Canadian Bank*, la *STE Nomeco SARL*, la *STE Marco SARL* et l'agence de voyage *Salhab Travel Agency*. Entre 2007 et 2011, elles auraient permis le blanchiment de 248 millions de dollars²⁴⁵. Par le biais de ces intermédiaires financiers, une partie de l'argent générée par le trafic de cocaïne de l'Amérique du Sud vers l'Europe était reversée directement au Hezbollah, une autre partie servait à acheter des biens de consommation en Asie. Ceux-ci, revendus en Amérique du Sud, permettaient de payer les narcotrafiquants. Une troisième partie était blanchie lors de l'achat de voitures aux Etats Unis et de leur revente en Afrique.

III-CRIMINALISATION TOTALE

L'hybridation peut conduire à une transformation totale de la nature de l'entité : de politique, elle devient purement criminelle. La finalité politique a disparu mais l'entité continue de se développer. L'exemple type est celui des armées ethniques en Birmanie qui, pour être passées du politique au criminel, n'ont rien perdu de leur puissance, comptent plusieurs milliers

²⁴² Rodier, A., 2009. *Les trafics de drogue du Hezbollah en Amérique latine*, Paris: CF2R.

²⁴³ (Rodier, 2009)

²⁴⁴ Levitt, M., 2011. Hezbollah: Party of Fraud. *CNN*, 29 juillet.

²⁴⁵ Becker, J., 2011. Beirut Bank Seen as a Hub of Hezbollah's Financing. *the New York Times*, 13 décembre.

d'hommes et contrôlent des territoires importants. On peut également évoquer le cas des bacrim en Colombie, groupes de paramilitaires ayant refusé de rendre les armes et s'adonnant à la criminalité organisée.

Dérive des armées ethniques en Birmanie

«*Je suis bouddhiste et je crois en mon karma. Il y a un temps pour tout, pour lutter, pour souffrir... Chacun a son temps et le mien est fini (...) Je veux que le monde m'oublie. Je veux vivre ma retraite en paix. Je veux mener ma propre vie, cultiver mon potager, élever du bétail...*»²⁴⁶. Khun Sa, 21 décembre 1995.

Khun Sa était le commandant en chef de la Mong Tai Army, un groupe armé luttant pour l'indépendance de l'Etat Shan (l'une des sept provinces birmanes). Ainsi qu'il le dit lui-même, «*Je me battais pour une cause politique, pour la libération de l'Etat Shan. Je ne cultivais pas le pavot. Je prélevais seulement des taxes sur l'opium qui passait à travers mon territoire*». La Mong Tai Army comptait 20 000 combattants, elle était également la première organisation de production d'opium au monde dans les années 1980. On estime en effet qu'elle contrôlait 70% du commerce mondial d'héroïne²⁴⁷. Khun Sa en avait été nommé commandant en chef en 1985. Il était entré dans le commerce de l'opium dès 1963. Sa volonté de proclamer un Etat indépendant l'avait cependant conduit en prison entre 1969 et 1974. Dans les années 90, on estime que ses activités criminelles lui rapportent quelques 100 millions de dollars par an, dont 60 millions pour le seul trafic d'opium²⁴⁸. En 1996 et 1997, une offensive de l'armée birmane et de l'United Wa State Army provoque sa disparition. Suite à un accord avec la junte au pouvoir en Birmanie, l'United Wa State Army prend à son tour le contrôle de la région (la région spéciale Wa n°2 au sein de l'Etat Shan). Issue du Parti communiste Birman en 1989, cette armée ethnique compte aujourd'hui 30 000 soldats permanents et quelques 10 000 miliciens (des tensions avec la junte sont d'ailleurs apparues depuis 2010, celle-ci voulant placer l'United Wa State Army sous le contrôle de l'armée). L'UWSA a pris la place laissée vacante par la Mong Tai Army, elle est aujourd'hui considérée comme la plus grosse organisation de trafic de drogues en Asie du Sud-est. Agissant au sein du triangle d'or (l'une des plus grosses zones de production et de trafic

²⁴⁶ Lebas, A., 1995. Khun Sa, 61 ans, seigneur birman du Triangle d'or. *Libération*, 26 décembre.

²⁴⁷ Fuller, T., 2007. Khun Sa, Golden Triangle Drug King, Dies at 73. *The New York Times*, 5 novembre

²⁴⁸ (Lebas, 1995)

d'opium dans le monde), elle contrôle 94% de la production d'opium en Birmanie²⁴⁹. Elle assure également sa transformation en héroïne et le trafic vers la Chine et la Thaïlande. Elle est enfin impliquée dans le trafic de drogues de synthèse en Asie du Sud-est et taxe les narco-trafiquants de moindre importance agissant sur son territoire.

L'argent de la drogue est blanchi par un véritable empire financier mis en place par l'UWSA. Elle contrôle en effet le *Hong Pang Group*. Celui-ci est l'un des plus gros conglomérats birmans. Il est impliqué dans la construction, le trafic de diamants et de ressources minières, l'hôtellerie, le pétrole, l'électronique, les télécommunications, l'industrie, le domaine bancaire (au travers de la *Myanmar Mayflower Bank* et de l'*Asia Wealth Bank*) et possède une compagnie d'aviation privée, la *Yangon Airways*²⁵⁰. Il est actif en Birmanie, à Singapour, au Vietnam, en Thaïlande et à Hong Kong. Ses dirigeants, Wei Hsueh-kang et ses frères sont également connus pour leur richesse.

Sauf changement de politique de la junte vis-à-vis de l'UWSA, celle-ci semble donc durablement installée dans l'Etat Shan.

Les Bacrim en Colombie

Suite à la démobilisation des paramilitaires en 2005, une partie de ceux-ci se reconvertit dans la criminalité organisée. Le 15 juin 2003, un accord dit de Santafé de Ralito était en effet intervenu entre les AUC et le gouvernement colombien. Il prévoyait notamment un cessez-le-feu, une démobilisation des 10 000 à 20 000 paramilitaires et une disparition de l'organisation en 2005. La loi Justice et Paix du 27 juillet 2005 était venue donner un cadre légal à l'accord. L'influence des paramilitaires ne s'est pas réduite pour autant. Fin 2006, le scandale de la parapolitique dévoile ainsi les liens entre la classe politique colombienne et les paramilitaires, impliquant une soixantaine de parlementaires, des gouverneurs, des maires et des hauts fonctionnaires.

Une partie des paramilitaires se criminalise ensuite purement et simplement. Ces nouvelles bandes criminelles ou *Bandas Criminales* (bacrim) comptent environ 6 000 membres²⁵¹. Elles

²⁴⁹ Selon la Drug Enforcement Administration, USA, renseignements disponibles sur <http://www.dea-rewards.com/lth/USWAinfo.php>

²⁵⁰ Din, A., 2013. *Burma preview 2013: United Wa State Army-the challenge to peace*, Burma: Center for strategic and international studies.

²⁵¹ Rodier, A., 2010. *Colombie: les groupes paramilitaires criminels*, Paris: Centre Français de Recherche sur le Renseignement.

se définissent comme « *des entités organisées (...) qui développent une activité criminelle de profit, principalement centrée autour du trafic de drogue et de l'extorsion, sans être guidées par une idéologie quelconque* »²⁵². Elles se répartissent principalement entre trois organisations : l'Ejército Revolucionario Popular Antisubversivo de Colombia (ERPAC), Los Aguilas Negras et Las Rondas Campesinas Populares (RCP). On compte cependant des organisations de taille plus modeste : Los Urabeños, Caique Pipinta, Autodefensas del Llano...²⁵³. Ces bacrim se livrent notamment au trafic de drogue, à l'extorsion et à l'extraction minière sauvage. Elles entretiennent également des liens avec les FARC dans les départements d'Antioquia, du Cauca, de Caquetá, de Choco, de Cordoba, de Nariño, du Norte de Santander, du Meta, du Putumayo et du Valle del Cauca. Certains commandants des FARC auraient par ailleurs des liens personnels avec des chefs des bacrim²⁵⁴. Quelques exemples de dirigeants de ces bandes montrent la criminalisation des acteurs du conflit colombien. Pedro Oloviero Guerreño Castillo «Cuchillo», fondateur de l'ERPAC et tué en 2010 par la police, avait ainsi dirigé l'un des blocs des AUC. Il était également l'un des deux narcotrafiquants les plus recherchés en Colombie²⁵⁵. Daniel «El Loco» Barrera, arrêté au Venezuela en 2012, était l'un des plus gros trafiquants de drogue au monde. Allié à la fois avec les FARC et les paramilitaires, il aurait exporté près de 900 tonnes de cocaïne²⁵⁶. Vicente Castaño Gil, frère du fondateur des AUC (qu'il a d'ailleurs fait assassiner), était quant à lui, un ancien paramilitaire reconverti dans le trafic de cocaïne. Il dirige l'Águilas Negras²⁵⁷.

SECTION 2-L'HYBRIDATION, PROCESSUS DE DEGENERESCENCE

En biologie, la dépression hybride s'applique à des entités qui présentent une valeur sélective moindre que leurs parents (incapacité à se reproduire, viabilité amoindrie...). Elle se produit notamment lorsque les gènes ne peuvent plus s'associer ou lorsque l'entité ne peut pas s'adapter à son environnement.

²⁵² Colin Floriane, les bacrim, mémoire pour le master 2 droit pénal et sciences pénales de Paris II, 2014

²⁵³ (Rodier, 2010)

²⁵⁴ (McDermott, 2013)

²⁵⁵ AFP, 2010. "Cuchillo", un des narcos colombiens les plus recherchés, tué par la police. *Le Parisien*, 29 décembre.

²⁵⁶ Mathieu, C., 2012. Le baron de la coke "El Loco" a déraillé. *Paris Match*, 27 septembre.

²⁵⁷ Fiche disponible sur le site du département d'Etat américain : <http://www.state.gov/j/inl/narc/rewards/115250.htm>

L'hybridation criminelle peut conduire à la formation d'entités hybrides faibles, peu résistantes, se contentant de survivre et n'obéissant plus à aucune logique politique.

Cette dégénérescence criminelle peut d'abord frapper des entités dont une partie des combattants a déjà rendu les armes suite à des accords politiques ou parce que l'issue du conflit leur apparaissait peu favorable. Elles se voient dépouillées de leur partie politique. Ne restent alors plus que les combattants fanatisés, menant un combat irrationnel, ou ceux tirant un profit matériel de la survie de l'entité. L'entité, même plus faible, continue cependant d'avoir une existence propre (I).

La dégénérescence criminelle peut également vider l'entité de sa substance tout en la maintenant dans un état végétatif. Ne subsiste plus qu'une ossature, un semblant d'entité politique destiné à masquer les activités criminelles de ses membres (II).

I-SURVIE D'UNE ENTITE CRIMINELLE

Bien qu'affaibli, le groupe armé continue de subsister en tant qu'entité structurée. Le combat politique est un échec mais le groupe poursuit une lutte qui n'a que peu de chances d'aboutir et *in fine*, c'est le crime qui permet le maintien de l'entité.

Quelques exemples l'illustrent : l'ADF Nalu, groupe armé africain chassé d'Ouganda et qui s'est réfugié dans le Nord Kivu où il se livre à la contrebande et au pillage ; la LRA de Joseph Kony, qui ne survit que par le trafic d'ivoire et la terreur qu'elle inspire aux populations et enfin, le nouveau Sentier lumineux, groupe de guérilleros ayant refusé de rendre les armes et qui s'adonnent au trafic de cocaïne.

L'ADF-Nalu, groupe armé réfugié dans le Nord-Kivu

Les Forces démocratiques alliées-Armée nationale de libération de l'Ouganda sont nées de la fusion en 1995, sous l'égide des services secrets soudanais et congolais, de l'opposition musulmane ougandaise armée et de l'Armée nationale pour la libération de l'Ouganda. En 1996, elles comptent entre 4000 et 5000 combattants²⁵⁸. Elles avaient été conçues à l'origine pour lutter contre le gouvernement ougandais de Yowen Museveni.

Ce groupe armé a la particularité de n'avoir gagné aucune bataille depuis 1995 (échec de la prise de Bundibuyo en 1997, échecs militaires en 1999, mort de plusieurs combattants et dirigeants lors d'opérations militaires suivant la campagne terroriste de 1999, défaites

²⁵⁸ crisisgroup, 2012. L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu. *Briefing Afrique N°93*, 19 décembre.

militaires en 2005 lors de l'intervention des Nations Unies et des Forces armées de la RDC...). Ne parvenant pas à faire chuter Yoweri Museveni, il se réfugie dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Il ne perd pas sa capacité de nuisance, entre 1998 et 2000, on estime ainsi qu'il a fait plus d'un millier de victimes et provoqué le déplacement de 150 000 personnes ; après 2007, sa lutte contre les forces armées de RDC provoque le déplacement de 100 000 personnes²⁵⁹.

Il s'est établi dans la partie nord de la province du Nord-Kivu, frontalière de l'Ouganda, où il se livre à la contrebande d'or et de bois vers l'Ouganda. Rappelons que la République Démocratique du Congo détient des ressources minières importantes : cuivre (10% des réserves mondiales), cobalt (40 % des réserves mondiales), zinc, argent, manganèse, étain, or, diamants... et la forêt y occupe un million de km²²⁶⁰. Les ADF exigent par exemple 300 dollars par tronçonneuse et 500 dollars si le bois a été coupé sans autorisation (même les officiers de l'armée congolaise doivent lui payer ces taxes)²⁶¹. Ces sources de financement lui sont d'ailleurs disputées par les forces armées de RDC, impliquées elles-aussi dans le commerce de bois. Les ADF détiennent également des commerces à Beni, Erengeti et Butembo. Ils perçoivent enfin de l'argent d'un réseau de taxis opérant dans la région²⁶².

La Lord's Resistance Army, errances d'un groupe armé fanatique et criminel

La Lord's Resistance Army de Joseph Kony est un groupe armé qui ère entre la République centrafricaine, le Sud Soudan et la République du Congo. S'inspirant à la fois du Mouvement de l'Esprit Saint et de croyances Acholi, il voulait à l'origine renverser le gouvernement ougandais et instaurer un régime fondé sur les 10 commandements. Le groupe est organisé en véritable armée, toujours en mouvement. Entre 2001 et 2013, il a provoqué le déplacement de 440 653 personnes, la mort de 1260 civils et a enlevé 2842 personnes (qui servent ensuite d'enfants soldats, de porteurs ou d'esclaves sexuels). Il est aujourd'hui dispersé en plusieurs petits groupes et ne compte plus que 400 individus²⁶³. Au sein du mouvement, Kony fait l'objet d'un véritable culte de la personnalité. Dialoguant avec les « esprits », il en maintient la cohésion en s'appuyant sur la Bible pour justifier la violence et ses comportements. L'un

²⁵⁹ (crisisgroup, 2012)

²⁶⁰ Encyclopédie Larousse 2013

²⁶¹ (crisisgroup, 2012)

²⁶² Afrique, A. e. J., 2013. RDC: les rebelles de l'ADF-NALU, nouvelle menace pour le Nord-Kivu. *Jeune Afrique*, 17 juillet

²⁶³ Cakaj, L., 2010. *The Lord's Resistance Army of Today*, s.l.: Enough Project.

des commandants est même chargé d'interpréter ses rêves. Des cérémonies de purification et de réconciliation permettent enfin de maintenir la ferveur religieuse du groupe.

Il se finance par les pillages et le trafic d'ivoire. Depuis qu'il a été chassé de l'Ouganda en 2006, il massacre des éléphants en République Démocratique du Congo pour revendre leur ivoire. Le parc de Garamba a ainsi vu sa population d'éléphants diminuer de 20 000 à 1800 individus²⁶⁴. Ordonnées par Kony, ces expéditions ramènent ensuite l'ivoire depuis Garamba par la République centrafricaine. Des marchands viennent alors chercher l'ivoire par hélicoptère, le groupe n'ayant pas accès au marché international. Cette ressource lui permet de continuer à exister malgré la répression militaire et policière dont il fait l'objet.

Le Nouveau Sentier lumineux, résidu de guérilla

Au Pérou, le Sentier Lumineux présente un cas similaire, celui d'un groupe armé n'étant plus en mesure de réaliser ses objectifs politiques mais survivant économiquement.

Le « Parti Communiste Péruvien Marxiste Léniniste - Sentier Lumineux » avait été fondé en 1968 par Abimael Guzman Reynoso. D'inspiration maoïste, le Sentier lumineux menait au cours des années 1980 une guerre contre l'Etat péruvien, guerre qui a fait 70 000 morts. Le Sentier lumineux comptait alors jusqu'à 10 000 membres²⁶⁵. La guérilla prend fin au début des années 1990. En 1992, la plupart des dirigeants sont en effet arrêtés et un accord de paix est signé en 1993.

Une partie des guérilleros menée par Feliciano refuse cependant de rendre les armes. S'installant dans la vallée de Huallaga et la vallée des rivières Apurimax-Ene, deux zones difficiles d'accès où se situent près de 40% des cultures de coca au Pérou (20 000 hectares, pour un total de 53 000 hectares²⁶⁶), le Sentier lumineux mène, depuis, des attaques sporadiques contre les forces armées et la police. La nature de ce nouveau Sentier lumineux est cependant très ambiguë. Si certains soulignent le maintien d'une idéologie²⁶⁷, d'autres mettent en avant le caractère purement criminel de l'organisation²⁶⁸. La guérilla ne compte plus que 600 combattants et elle est impliquée dans les vols, le racket de trafiquants de bois et

²⁶⁴ Hutson, K. A. e. J., 2013. *Kony's Ivory: How Elephant Poaching in Congo Helps Support the Lord's Resistance Army*, s.l.: Enough Project.

²⁶⁵ Costas, R., 2009. Le Sentier lumineux renaît de ses cendres. *Courrier international*, 28 mai

²⁶⁶ Leteur, S., 2009. «*Sentier Lumineux*»: *le grand retour*, Paris: DRMCC.

²⁶⁷ Selon l'analyste Ruben Vargas, cité par (Leteur, 2009)

²⁶⁸ Barbier, C., 2013. Au Pérou, coup dur pour le nouveau Sentier lumineux. *Le Monde*, 28 aout.

de carburant et dans le trafic de cocaïne (elle possède d'ailleurs quelques laboratoires). Les attaques qu'elle mène nourrissent également l'incertitude. Elles visent notamment des agents de l'Enaco, une agence étatique en charge de contrôler la vente légale des feuilles de coca²⁶⁹ et certaines opérations semblent plus être une réponse à des saisies de cocaïne que motivées idéologiquement. Par exemple, en novembre 2007, l'attaque d'un commissariat dans la région d'Ayacucho intervient à la suite d'une saisie de cocaïne. Le même mois, quatre policiers sont tués après la saisie de trois tonnes de produits servant à fabriquer de la cocaïne²⁷⁰.

II-L'ENTITE A L'ETAT VEGETATIF

La guérilla ou le groupe terroriste, nous l'avons vu, peut être considéré comme un organisme vivant. Il peut être frappé d'une dégénérescence criminelle qui le rend moins résistant, moins puissant : le politique disparaît au profit du criminel sans qu'un dynamisme se mette en place. L'entité peut néanmoins survivre et avoir une existence autonome, au-delà de ses membres.

Il est cependant un autre cas de dégénérescence criminelle, celui des entités qui, vidées de leur substance, ne servent qu'à masquer les activités criminelles de leurs membres. Il n'y a alors plus que des « traces » d'organisation. L'entité est dans un état végétatif : seules les fonctions vitales subsistent (maintien d'un réseau et d'une coloration politique) ; l'entité est totalement tributaire de logiques personnelles, elle ne sert que de paravent à des activités criminelles lucratives qui ne lui bénéficient pas. Ses membres peuvent d'ailleurs eux-mêmes l'affaiblir en nouant des alliances improbables avec les adversaires politiques d'hier, ruinant les possibilités pour l'entité de retrouver une légitimité (par exemple en Irlande du Nord, ex-membres de l'IRA trafiquant avec des ex-membres de l'UVF).

Deux exemples illustrent ce propos : la porosité des milieux nationalistes et du grand banditisme en Corse et le maintien de réseaux mafieux après la disparition de l'UCK au Kosovo.

Porosité entre nationalisme et grand banditisme en Corse

La porosité entre nationalisme et grand banditisme en Corse est signe d'une hybridation massive. L'étiquette « nationaliste » peut n'être destinée qu'à couvrir les agissements criminels de ceux qui s'en revendiquent. L'hybridation s'illustre de plusieurs manières :

²⁶⁹ (Leteur, 2009)

²⁷⁰ (Leteur, 2009)

nationalistes ayant des liens familiaux avec des figures du grand banditisme, ex-militants reconvertis dans les machines à sous ou le trafic de cannabis, nationalistes ayant détourné les mannes de l'impôt révolutionnaire... Quelques exemples permettent de s'en rendre compte. Charles Pieri, l'un des membres fondateurs du FLNC et qui a évolué ensuite au sein du FLNC Canal historique et du FLNC-UC, a fomenté son évasion de 1984 avec Francis Mariani, l'un des chefs de la Brise de mer. Il a été condamné en 2005 à huit ans d'emprisonnement pour malversations en relation avec une entreprise terroriste, extorsion de fonds et abus de biens sociaux²⁷¹. Il avait mis un véritable système de contrôle de sociétés entre 2002 et 2003 servant à financer son train de vie, celui de ses proches et le FLNC-UC. Son bras droit, Charles-Philippe Paoli, ex-membre de Corsica Libera, percevait des salaires comme directeur commercial et directeur du personnel d'une entreprise de nettoyage et d'entretien sans pour autant exercer d'activité réelle (il a été abattu depuis)²⁷². Gilbert Casanova, ex-militant nationaliste et ancien président de la chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio, a été condamné à huit ans de prison ferme en 2010 pour participation à un trafic de cannabis entre le Maroc et la France. Des 11 autres personnes impliquées, certaines faisaient partie de la « bande du petit bar », d'autres étaient d'anciens militants nationalistes (Jean-Pierre Bernardini, par exemple, appartenait au Mouvement pour l'autodétermination)²⁷³. En 2000 et 2001, les nationalistes Jean-Michel Rossi et François Santoni qui avaient critiqué dans un livre la « dérive mafieuse » du nationalisme corse sont assassinés²⁷⁴. En 2002, Jean-Charles Galliot, proche du FLNC, est abattu à sa sortie de prison. Quelques années plus tard son frère, Anthony Galliot est tué à la sortie d'un bar. Tous deux avaient été proche des milieux nationalistes. Anthony Galliot avait ainsi été arrêté en 1997 dans le cadre d'une enquête portant sur une série d'attentats commis par le FLNC à Aix-en-Provence. Il était également connu pour sa participation en 2004 au vol de 668 kilogrammes d'or en Suisse. Il s'était enfui au Brésil mais avait été extradé²⁷⁵. Mentionnons également Alain Orsoni, accusé par d'autres nationalistes d'avoir « piqué la caisse du FLNC »²⁷⁶ dans les années 1990 (il s'était d'ailleurs enfui en Amérique du Sud jusqu'en 2008 où, selon ses dires, il travaillait pour « obtenir des licences de jeu au Salvador, au Honduras, en Equateur ou au Nicaragua en faisant du

²⁷¹ AFP, 2013. Corse: Charles Pieri retrouve la prison. *Le Figaro*, 11 juillet

²⁷² Laurent, F., 2011. Charles-Philippe Paoli abattu dans le dos par des tueurs déterminés. *CorseMatin*, 30 juin.

²⁷³ Bouchet, S., 2008. Trafic de drogue : Casanova et Bernardini dorment en prison. *La Provence*, 28 juin. Pelletier, E., 2010. L'ex-nationaliste Gilbert Casanova jugé à Marseille. *L'express*, 2 novembre.

²⁷⁴ AFP, 2005. Charles Pieri, figure historique du mouvement nationaliste corse. *Le Monde*, 20 mai.

²⁷⁵ Parisien, L., 2013. Un voleur d'or exécuté en Corse. *Le Parisien*, 3 mars.

²⁷⁶ Chemin, M.-F. E. e. A., 2009. CORSE. Qui est vraiment Alain Orsoni ?. *Nouvel Observateur*, juin.

lobbying politique auprès de ministres ou d'amis élus là-bas »). Il est aujourd'hui président de l'ACA, le club de football d'Ajaccio. Son frère, Guy Orsoni avait également été arrêté pour blanchiment d'argent alors qu'il revenait d'Espagne avec 70 000 euros en liquide²⁷⁷. Richard Casanova, tué en 2008, était connu pour ses liens avec les indépendantistes du FLNC (il avait été mis en cause dans le mitraillage d'une gendarmerie). Il était aussi l'un des dirigeants de la Brise de mer. Il avait notamment participé au braquage de la banque UBS à Genève en 1990 (18,9 millions d'euros) et a été récemment mis en cause dans des affaires de spéculation immobilière en Corse et dans l'affaire du cercle de jeux Wagram à Paris²⁷⁸.

Reconversion mafieuse des combattants de l'UCK

L'Armée de libération du Kosovo ou UÇK (*Ushtria Çlirimtare e Kosovës*) était apparue en 1996 pour lutter contre les forces yougoslaves et serbes. En 1999, le conflit dégénère, nécessitant une intervention de l'OTAN contre la Serbie. Une série d'accords est finalement signée en juin 1999 prévoyant notamment le départ des forces serbes du Kosovo, la mise en place d'une force internationale (la KFOR) et la démilitarisation de l'UÇK (celle-ci est transformée en corps de protection civile (TMK) du Kosovo).

Pendant la guerre, l'UÇK s'était notamment financée par le trafic d'héroïne et le trafic d'organes. Le rapport de Dick Marty pour le Conseil de l'Europe en décembre 2010 montre ainsi que l'UÇK a prélevé des organes sur des prisonniers serbes envoyés en Albanie²⁷⁹ et dès 2000, l'implication de l'UÇK dans le trafic d'héroïne était dénoncée²⁸⁰.

A l'issue de la guerre, nombreux sont les combattants à se reconvertir dans la criminalité organisée, se servant des réseaux mis en place pendant la guerre et des liens entre l'UÇK et des groupes mafieux : Hashim Thaçi, l'un des fondateurs de l'UÇK, se retrouve ainsi au début des années 2000 à la tête d'un réseau criminel impliqué dans le trafic d'armes et de drogues et entretenant des contacts avec les mafias tchèque et albanaise²⁸¹ ; Ramush Haradinaj, qui a également fait carrière dans l'UCK et a été Premier ministre du Kosovo, contrôle la

²⁷⁷ (Chemin, 2009)

²⁷⁸ Saubaber, E. P. e. D., 2013. Grand banditisme en Corse: les riches heures du roi "Richard". *L'express*, 11 mai.

²⁷⁹ Reuters, 16/12/2010, trafic d'organes au Kosovo : la communauté internationale savait.

²⁸⁰ Statement of Ralf Mutschke, Assistant Director, Criminal Intelligence Directorate, Interpol, before the Committee on Judiciary, Subcommittee on Crime on 13 December 2000 entitled 'The threat posed by the convergence of organized crime, drugs trafficking and terrorism'.

²⁸¹ Roth, J., 09/04/2008, Le gouvernement kosovar et le crime organisé, Tribune de Genève, Genève, Suisse

distribution de biens humanitaires et se livre au trafic de drogues, d'armes et à la contrebande avec un clan d'une centaine de membres ; Xhavit Haliti s'adonne au trafic de drogue, au trafic d'armes, au blanchiment d'argent, à la traite des êtres humains, à la prostitution et au trafic de carburant²⁸² ; Sabit Gashi, arrêté en octobre 2000, se livrait au trafic de drogues, d'armes et au proxénétisme ; Gani Thaçi, blanchissait l'argent d'un clan criminel et Menduh Thaçi a pu être qualifié de « parrain du trafic entre la Macédoine et le Kosovo »²⁸³. Citons enfin ceux qui, criminels notoires, ont profité de la guerre pour se donner une coloration politique : Princ Dobroshi, condamné à 14 ans de prison en 1994 pour trafic d'héroïne ; Besim Elshani, Hajdin Sejdija, Agim et Ekrem Gashi, Jashari, Ekrem Lluka, Behgjet Pacolli ou encore Ethem Ramadani²⁸⁴.

²⁸² (Roth, 2008)

²⁸³ Del Valle, A, 26/12/1999, réalité sur l'UçK, disponible sur : <http://www.mai68.org/textes/uck-par-del-valle.htm>

²⁸⁴ (Del Valle, 1999)

CONCLUSION

Frappé d'une subite horreur, Énée saisit son glaive, et présente la pointe acérée aux larves qui l'obsèdent. Mais sa docte compagne l'arrête : ces légers simulacres, voltigeant autour du héros, n'ont d'un corps que l'apparente image ; vainement il fondrait sur eux, le fer n'atteindrait que des ombres.

Eneide, chapitre VI, Virgile, traduction de Jean-Nicolas-Marie Deguerle (1766-1824)

A l'inverse des centaures, harpies et autres gorgones qui gardent l'entrée des enfers et qui s'avèrent n'être que des ombres, l'hybridation criminelle est une réalité. Et cette réalité résulte du croisement d'une criminalité politique et d'une criminalité de profit. La criminalité de profit est une criminalité organisée qui, pour maximiser son profit, se tourne vers des activités lucratives illicites et fait de la violence un usage purement utilitariste. La criminalité politique est, quant à elle, le fait d'entités qui utilisent la lutte armée ou le terrorisme dans un but politique. L'hybridation n'est pas un simple rapprochement, une convergence d'organisations criminelles, de groupes terroristes et de guérillas. Le groupe terroriste qui utilise les filières d'un réseau criminel pour introduire ses agents dans un pays, l'organisation criminelle qui vend des armes à une guérilla ou la guérilla qui collabore momentanément avec des narcotrafiquants ne sont pas nécessairement des entités hybrides. Chacune des entités précitées agit en fonction de ses seuls intérêts et ni l'entité politique, ni l'entité criminelle n'en sont consubstantiellement affectées. L'hybridation affecte en revanche la nature de l'entité. Elle n'est pas une évolution « normale ». Elle est provoquée par l'interaction de plusieurs facteurs. Ces facteurs peuvent être exogènes : environnement criminogène (existence d'opportunités criminelles dans les zones de production, de flux criminels et de marchés) et environnement concurrentiel (conflit avec des entités étatiques ou non étatiques). Ils peuvent aussi être endogènes : facteur financier (nécessité de se procurer des fonds rapidement) et facteur humain (volonté de s'hybrider).

L'hybridation obéit à une logique. La criminalité de profit s'hybride selon une logique politique, la criminalité politique, selon une logique financière. L'hybridation, réaction de survie de l'entité à son milieu, peut être un moteur de croissance. Elle peut également provoquer la dégénérescence de l'entité. De là, une myriade d'entités hybrides mêlant activités criminelles lucratives, finalité pécuniaire, terrorisme, lutte armée et finalité politique : mafias ou cartels s'engageant sur la voie d'un terrorisme sans idéologie ; organisations criminelles menant une guerre idéologique ; guérillas et groupes terroristes se

finançant par des activités criminelles lucratives ; guérillas et groupes terroristes abandonnant le combat politique et servant de paravent aux activités criminelles de leurs membres.

ANNEXE 1-VISION D'UNE ENTITE HYBRIDE AU TRAVERS DE FACEBOOK : L'EXEMPLE DES CHEVALIERS TEMPLIERS

Des captures d'écrans de profils Facebook de membres du cartel des chevaliers templiers permettent de saisir comment se vit l'hybridation criminelle. On en peut retrouver la trace assez facilement en recoupant les termes « Michoacán » et « Caballeros Templarios » sur Facebook et en examinant les liens d'amitié entre ces personnes.

Au-delà des dires des dirigeants et du code de 53 règles, l'hybridation transparait au fil des photos et des déclarations :

- le premier montage fait apparaitre l'aspect « milice », « association d'autodéfense », du cartel : on y voit des armes diverses, le drapeau mexicain avec en son centre le blason des chevaliers templiers (sur lequel figure notamment une représentation du Christ, une croix templière et une couronne de lauriers). On y voit également les patrouilles mises en place par les chevaliers templiers pour assurer le contrôle de leur territoire.
- Le deuxième montage permet d'illustrer l'aspect « ordre religieux » et défenseur de la foi : images de la Vierge et du Christ, épées, imitations de capes templières, de casques, décorations sur la crosse de pistolets, images de chevaliers templiers ou encore statues de Saint-Nazario (le fondateur de la Familia ; dans la partie en bas à gauche).
- Le troisième montage fait enfin apparaitre l'aspect « cartel » de l'organisation, avec des préoccupations plus matérielles : sont affichés produits de luxe, drogues, femmes, liasses de billets ou animaux exotiques²⁸⁵

²⁸⁵ Les photos sont issues d'une trentaine de « profils » différents ; chaque fois cependant, les trois aspects ressurgissent.







BIBLIOGRAPHIE

Articles de journaux et reportages

- 20minutes, 2006. L'impôt révolutionnaire, une activité lucrative. *20 minutes*, 22 juin.
- AFP, 2005. Charles Pieri, figure historique du mouvement nationaliste corse. *Le Monde*, 20 mai.
- AFP, 2006. Procès Breivik: le Parquet requiert son internement psychiatrique. *Huffington Post*, 21 juin.
- AFP, 2008. 188 morts dans les attaques de Bombay. *Le Figaro*, 2 décembre.
- AFP, 2010. "Cuchillo", un des narcos colombiens les plus recherchés, tué par la police. *Le Parisien*, 29 décembre.
- AFP, 2012. L'avocat de Merah conteste sa radicalisation en prison. *Libération*, 23 mars.
- AFP, 2012. Les derniers mots de Mohamed Merah, le "tueur au scooter" de Toulouse, avant l'assaut du Raid. *Huffington Post*, 6 juillet.
- AFP, 2012. Merah-un-garçon-fragile-et-anxieux-selon-son-psychologue. *Libération*, 3 mars.
- AFP, 2013. Au Liban, le trafic de haschich est dopé par la guerre en Syrie. *Huffington Post*, 26 novembre.
- AFP, 2013. Colombie : les FARC admettent avoir reçu un « impôt » des cultivateurs de coca. *Le Monde*, 29 novembre.
- AFP, 2013. Colombie: 20 ans après sa mort, le spectre de Pablo Escobar rôde. *Le Point*, 30 novembre.
- AFP, 2013. Corse: Charles Pieri retrouve la prison. *Le Figaro*, 11 juillet.
- AFP, 2014. Colombie : les FARC proposent de légaliser les cultures de coca et de cannabis. *Le Monde*, 14 janvier.
- AFP, 2014. Colombie: saisie de 5 tonnes de marijuana. *Le Figaro*, 2 novembre.
- AFP, A. e. R., 2006. Près de 180 morts dans la série d'explosions qui a frappé Bombay. *Le Monde*, 11 juillet.
- Afrique, A. e. J., 2013. RDC: les rebelles de l'ADF-NALU, nouvelle menace pour le Nord-Kivu. *Jeune Afrique*, 17 juillet.
- Al-Hayat, R. N. e., 2008. Dans la Bekaa, le cannabis envahit la vallée. *courrier international*, 7 mai.
- Banque mondiale, 01/11/2013, Press release : 'Pirate Trails' Tracks Dirty Money Resulting From Piracy Off the Horn of Africa
- Bail, R., 2001. « Contrats » et « compas », une même amertume. *Le Monde diplomatique*, décembre.
- Barbier, C., 2013. Au Pérou, coup dur pour le nouveau Sentier lumineux. *Le Monde*, 28 aout.
- bbc, 1993. 1993: Bombay hit by devastating bombs. *bbc*, 12 mars.
- Becker, J., 2011. Beirut Bank Seen as a Hub of Hezbollah's Financing. *the New York Times*, 13 décembre.
- Benhamou, G., 1996. De l'impôt révolutionnaire au racket mafieux. *Libération*, 19 décembre.
- Bouchet, S., 2008. Trafic de drogue : Casanova et Bernardini dorment en prison. *La Provence*, 28 juin.

Chemin, M.-F. E. e. A., 2009. CORSE. Qui est vraiment Alain Orsoni ?. *Nouvel Observateur*, juin.

Chriv, C., 2013. Comment produit-on de la cocaïne?. *Le Monde*, 1 janvier.

Clavel, G., 2012. Tuerie de Norvège: un an après, revivez minute par minute la tragédie et la trajectoire d'Anders Breivik. *Huffington Post*, 23 juillet.

Cornevin, C., 2014. François Hollande menacé de mort par les djihadistes. *Le Figaro*, 11 mars.

Costas, R., 2009. Le Sentier lumineux renaît de ses cendres. *Courrier international*, 28 mai.

Del Valle, A, 26/12/1999, réalité sur l'UçK, disponible sur : <http://www.mai68.org/textes/uck-par-del-valle.htm>

Dépêche, L., 2006. Impôt révolutionnaire : ETA frappe plus fort. *La Dépêche*, 27 février.

Dunglas, D., 2007. Les nouvelles règles du racket. *Le Point*, 10 avril.

Dunglas, D., 2012. Mafia : le juge Borsellino sacrifié à la raison d'État. *Le Point*, 9 mars.

Dunglas, D., 2014. Le parrain Toto Riina condamne un juge à mort !. *Le Point*, 21 janvier.

Flateau, C., 2013. La Bekaa, un territoire stratégique sous influence. *Les clés du Moyen-Orient*, 13 juin.

Follorou, J., 2013. La culture du pavot bat des records en Afghanistan. *Le Monde*, 18 avril.

Fuller, T., 2007. Khun Sa, Golden Triangle Drug King, Dies at 73. *The New York Times*, 5 novembre.

Girard, Q., 2011. Le Hezbollah et les cartels de la drogue travailleraient main dans la main. *Libération*, 16 décembre.

Gouëset, C., 20/06/2013. Chronologie de l'Afghanistan (1921-2013). *L'Express*.

Gouëset, C., 2002. Chronologie de l'Angola. *L'Express*, 4 avril.

Grillo, I., 2012. Saint, knights and crystal meth: Mexico's bizarre cartel. *Reuters*, 18 juillet.

Gutierrez, C., 2012. Une secte fanatique fait régner la terreur dans une petite ville mexicaine. *Libération*, 28 août.

Jamet, C., 2014. Le trafiquant de drogue le plus recherché au monde arrêté. *Le Figaro*, 23 février.

Johannès, F., 2012. Le juge Thiel : "Qui est fort en Corse ? Le crime organisé. Qui est faible ? Les élus.". *Le Monde*, 22 octobre.

Lafargue, F., 2011. Ceux qui ont fabriqué les Taliban. *Libération*, 17 septembre.

Laurent, F., 2011. Charles-Philippe Paoli abattu dans le dos par des tueurs déterminés. *CorseMatin*, 30 juin.

Lebas, A., 1995. Khun SA, 61 ans, seigneur birman du Triangle d'or. *Libération*, 26 décembre.

LeMonde, 2013. Les dessous de la rupture entre AQMI et Mokhtar Belmokhtar. *Le Monde*, 29 mai.

LeMonde, A. e., 2011. L'ETA met fin à l'"impôt révolutionnaire". *Le Monde*, 28 avril.

Levitt, M., 2011. Hezbollah: Party of Fraud. *CNN*, 29 juillet.

L'honneur des brigands | Reportage sur la mafia Russe , disponible sur you tube, <http://www.youtube.com/watch?v=f-aN10hoItM>. 2010. [Film] Réalisé par Alexander GENTELEV. s.l.: s.n.

Longmire, S., 2009. Colombian police seize six FARC ranches worth \$3.6 million.

Examiner, 13 octobre.

Marchi, J.-M. D., 2008. *L'histoire des Farc, de la révolution au trafic de drogue*. [En ligne] Available at: <http://www.rue89.com/explicateur/lhistoire-des-farc-de-la-revolution-au-traffic-de-drogue>

[Accès le 6 janvier 2014].

Marchi, J.-M. D., 2008. L'histoire des Farc, de la révolution au trafic de drogue. *Rue89*.

Mathieu, C., 2012. Le baron de la coke "El Loco" a déraillé. *Paris Match*, 27 septembre.

Migaux, P., 2014. *Terrorisme au Sahel: «Al-Mourabitoune est l'organisation en devenir» entretien*, s.l.: RFI.

Millot, O., 2012. «Il n'arrêtait pas de répéter qu'il était un moudjahid». *Libération*, 23 mars.

Monde, L., 2013. Attaque place Tiananmen : huit participants selon l'enquête. *Le Monde*, 2 novembre.

Parisien, L., 2013. Un voleur d'or exécuté en Corse. *Le Parisien*, 3 mars.

Pelletier, E., 2010. L'ex-nationaliste Gilbert Casanova jugé à Marseille. *L'express*, 2 novembre.

Pontaut, J.-M., 1996. Khaled Kelkal, itinéraire d'un terroriste. *L'Express*, 26 septembre.

Reuters, 2011. L'ETA annonce la fin de la lutte armée. *Le Point*, 20 octobre.

Reuters, A. e., 2013. Le Hezbollah poursuivra le combat en Syrie, affirme son chef. *Le Monde*, 14 novembre.

Reuters, 16/12/2010, trafic d'organes au Kosovo : la communauté internationale savait.

RFI, 2013. *Le Mexique et la lutte contre la violence des cartels de la drogue dans le Michoacán (Revue de presse)*, Paris: s.n.

Roth, J., 09/04/2008, Le gouvernement kosovar et le crime organisé, Tribune de Genève, Genève, Suisse

RTS, 18 mars 1999. *interview de Marulunda, « le chef des farc »*. s.l.:s.n.

Saubaber, E. P. e. D., 2013. Grand banditisme en Corse: les riches heures du roi "Richard". *L'express*, 11 mai.

Schmitt, M. M. e. E., 2009. Afghan Strikes by Taliban Get Pakistan Help, U.S. Aides Say. *the New York Times*, 25 mars.

Sharma, M. L., 1996. *organised crime in India: problems and perspectives*. Bombay, 108th international seminar.

Soullier, L., 2012. Mohamed Merah, un petit délinquant devenu djihadiste. *L'Express*, 22 mars.

Spapens, T., 2012. *Drugs and drug trafficking*. Utrecht, s.n.

Steels, E., 2012. Des narcos souhaitent la bienvenue au pape. *Le Temps*, 22 mars.

Tourancheau, P., 2014. Un «révolutionnaire» à l'idéologie attrape-tout. *Libération*, 15 janvier.

Zagdoun, B., 2013. Comment fonctionne le "business des otages" ?. *Francetvinfo*, 24 novembre.

Zanichelli, F., 2012. *Mafia, attentats : la part sombre des politiques en Italie*. [En ligne]

Available at: <http://blogs.rue89.nouvelobs.com/storitalia/2012/08/08/mafia-attentats-la-part-sombre-de-la-politique-italienne-228140>

[Accès le 20 février 2013].

Dictionnaires et encyclopédies

Dictionnaire de la violence, sous la direction de Michela Marzano, puf, 2011
Dictionnaire Hachette, 2013
Dictionnaire Larousse, 2013
Dictionnaire Nouveau Petit robert, 1993
Dictionnaire de l'Académie française, 9^{ème} édition
Encyclopédie Larousse 2013
Le trésor de la langue française informatisé, 2013
Vocabulaire juridique, Gérard Cornu, association Henri Capitant, 2013

Ouvrages

Bauer, J.-L. B. e. A., 2010. *Les 100 mots du terrorisme*. PUF éd. s.l.:Que sais-je?.
Dufour-Gompers, R., 1992. *Dictionnaire de la violence et du crime*. Bar-Ilan: érès.
Morvan, P., 2013. *Manuel Criminologie*. Paris: LexisNexis.
Nguyen, E., 2008. *de Yalta à Bagdad, les Présidents américains et le monde*. Paris: Studyrama perspectives.
Ricard, P. M. e. S., 2005. *Les Etats Unis et la fin de la guerre froide*. Paris: L'Harmattan.
Raymond Gassin, S. C. P. B., 2011. *Précis de criminologie*. 7 éd. Paris: Dalloz.

Etudes et travaux universitaires

Alain Labrousse, D. F. e. R. C., 2009. *Évolutions récentes de la géopolitique de la cocaïne L'Espace Politique*. [En ligne]
Available at: <http://espacepolitique.revues.org/691>
[Accès le 1 décembre 2013].
Amicis, A. D., 2010. *Los Zetas and La Familia Michoacana Drug Trafficking Organizations (mémoire)*, Pittsburgh: University of Pittsburgh.
Aurélié Campana, S. L.-L. e. S. T., 2013. *Description de l'évolution historique de la structure organisationnelle d'Al Qaida*, Canada: ERTA.
Bassirat, 2003. *Les états-Unis estiment que le MIO représente le plus grand danger pour leurs intérêts en Asie centrale*. [En ligne]
Available at: <http://archive.today/ivT0>
[Accès le 12 mars 2014].
Baud, J., 2012. *Hezbollah*. [En ligne]
Available at: <http://www.globalterrorwatch.ch/?p=708>
[Accès le 16 octobre 2013].
Baud, J., 2012. *Loups gris*. [En ligne]
Available at: <http://www.globalterrorwatch.ch/?p=740>
[Accès le 17 février 2013].
Baud, J., 2014. *armes des mouvements terroristes*. [En ligne]
Available at: <http://www.globalterrorwatch.ch/?p=3349>
[Accès le 6 février 2014].
Bauer, A., 2010. La Globalisation du crime. *Pouvoirs*, Issue 132.

- Beittel, J. S., 2013. *Mexico's Drug Trafficking Organizations: Source and Scope of the Violence*, Washington: Bibliothèque du Congrès.
- Billingslea, W., 2004. *Illicit cigarette trafficking and the funding of terrorism*, Washington: policechiefmagazine.
- Burgess, M., 2002. In the spotlight: Islamic Movement of Uzbekistan. *cdi research analyst*, p. 1.
- Cakaj, L., 2010. *The Lord's Resistance Army of Today*, s.l.: Enough Project.
- Calcerrada, G., 2009. *La « tactique du faible au fort »*, Bordeaux: halshs-00511786, version 1 Congrès AFSP .
- Castaneda, H. C.-B. e. J., 2011. *Théories et pratiques marxistes de la guérilla*, s.l.: Blog Le conflit.
- Catanzaro, R., 1991. *Cosche, Cosa nostra : les structures organisationnelles de la criminalité mafieuse en Sicile*. [En ligne]
Available at: [URL : http://conflits.revues.org/105](http://conflits.revues.org/105)
[Accès le 18 février 2014].
- Chaudet, D., 2008. Terrorisme islamiste en Grande Asie centrale. *IFRI*, décembre.
- Clément-Noguier, S., 2003. Sécurité du fort contre asymétrie du faible. *La revue internationale et stratégique*, 3(51), pp. 89-96.
- CMAIS, 2013. *Les sources du financement des bandes armées au Sahel*, Rabat-Agdal: Compagnie Méditerranéenne d'Analyse et d'Intelligence Stratégique.
- Colin Floriane, les bacrim, mémoire pour le master 2 droit pénal et sciences pénales de Paris II, 2014
- Cornell, S. E., 2005. Narcotics, Radicalism, and Armed Conflict in Central Asia: The Islamic Movement of Uzbekistan. *Terrorism and Political Violence*.
- Couteau-Bégarie, H., 2009. Guerres irrégulières : de quoi parle-t-on ?. *Stratégie revue de l'institut de stratégies comparées*, Issue 93-94-95-96.
- Cretin, T., 2007. *MAFIAS, une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins*. s.l.:Études.
- Crime, I., 2013. *FARC*. [En ligne]
Available at: <http://www.insightcrime.org/groups-colombia/farc-ep>
[Accès le octobre 28 2013].
- Crime, I., 2013. *FARC in Venezuela*. [En ligne]
Available at: <http://www.insightcrime.org/groups-venezuela/farc-in-venezuela>
[Accès le 11 janvier 2013].
- crisisgroup, 2012. L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu. *Briefing Afrique N°93*, 19 décembre.
- Cruz, A. L. A., 2006. Les organisations du trafic de drogues en Colombie. *Cultures & Conflits*.
- Cubides, F., 1999. La violence des paramilitaires. *Problèmes d'Amérique latine*, Issue 34.
- Deeb, L., 2006. *Une introduction au Hezbollah*, Irvine : voxnr.
- Din, A., 2013. *Burma preview 2013: United Wa State Army-the challenge to peace*, Burma: Center for strategic and international studies.
- Dishman C., 2005, the leaderless nexus : when crime and terror converge, *Studies in Conflict & Terrorism*, 28:237–252
- Dressler, J., 2012. *The Haqqani Network: a Foreign Terrorist Organization*, s.l.: ISW,

Institute for studies of war.

Duchier, J.-C., 2006. *Blé ou pavot, les paysans ont choisi Impact des programmes « blés » dans une vallée du nord-est de l'Afghanistan*. Paris: mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur spécialisé en agronomie tropicale.

Dufort, P., 2007. Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie. *La Chronique des Amériques Observatoire des Amériques*, Issue 17.

ESISC, 2012. *Colombia: an overview of the Farc's military structure*, Bruxelles: European Strategic Intelligence and Security Center .

Farcy, F., 2007. *la mafia albanaise en 2007*. Paris

Fiorina, J.-F., 2013. Géopolitique des Kurdes. *Comprendre Les Enjeux Stratégiques*, Issue 113.

Forest J.J.F., 25/06/2012, Crime-terror interactions and threat convergence, TransAtlantic Dialogue on Combating Crime-Terror Pipelines, Washington

Galeotti, M., 2002. Criminal Russia: the traditions behind the Headlines. Dans: *Russian and Post-soviet Organized Crime*. s.l.:Ashgate Darmouth, pp. 3-6.

Gandilhon, M., 2009. *les farc: une narco-guérilla? Les Forces armées révolutionnaires de Colombie, une organisation entre politique et crime (mémoire)*. Paris: Institut de Criminologie de l'université Paris 2 .

Gayraud, J.-F. F. e. J.-F., 2013. Crime organisé : géopolitique d'un phénomène criminel. *La revue géopolitique*.

Gerbaut, S., 2009. *L'organisation des Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul : Naissance, vie et mort d'une insurrection identitaire (mémoire)*, Lyon: Université Jean Moulin Lyon III.

Gjeloshaj, P. C. e. K., 2001. L'émergence de la criminalité organisée albano-phonie. *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, Issue 32.

Gootenberg, P., 2011. *Cocaine's Blowback North: A Pre-History of Mexican Drug Violence*. Stony Brook, Stony Brook University.

Grayson, G. W., 2010. *La familia drug cartel: implications for US-mexican security*, s.l.: Strategic Studies Institute.

Haut, F., 1996. *Guérilla et narcotrafic: le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) exemple d'entité hybride terroriste et criminelle*. Neuchâtel, s.n.

Hazen, J. M., 2010. *Des gangs, des groupes et des armes 3*, s.l.: Small Arm Survey.

Hesterman J.L., 2004, Transnational crime and the criminal-terrorist nexus: synergies and corporate trends, Research Report Submitted to Air Force Fellows, CADRE/AR, Maxwell Air Force Base, Alabama

Hopkins, S. H. e. N., 2000. David Copeland: a quiet introvert, obsessed with Hitler and bombs. *The Gardian*, 30 juin.

Hutson, K. A. e. J., 2013. *Kony's Ivory: How Elephant Poaching in Congo Helps Support the Lord's Resistance Army*, s.l.: Enough Project.

InSightCrime, 2013. *La Tuta*, s.l.: Insight crime.

Joseph L. Albini, R. R. V. S. V. K. V. M. e. J. A., 2002. Russian Organized crime: its history, structure and function. Dans: A. Darmouth, éd. *Russian and Post-Soviet Organized crime*. s.l.:s.n., pp. 121-140.

Julien Boucly, E. M. A. P. e. J. V., 2013. *Le PKK: quel terrorisme?*, Paris: IRIS-

- Observatoire de la Turquie et son environnement géopolitique.
- Karp, A., 2010. *des arsenaux insaisissables*, s.l.: Small Arm Survey.
- Labrousse, A., 2003. Drogues et conflits: éléments pour une modélisation. *Autrepart*, Issue 26, pp. 141-156.
- Labrousse, A., 2004. Colombie: le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC-EP (1978-2002). *La Découverte / Hérodote*, Issue 2004/1 - N°112, pp. 27-48.
- Labrousse, A., 2006. *Opium de guerre, opium de paix (entretien avec B. La Richardais)*. s.l., s.n.
- Lampe, K. v., 2013. *Definitions of Organized Crime*. [En ligne]
Available at: www.organized-crime.de/organizedcrimedefinitions.htm -
[Accès le décembre 2012].
- Leteur, S., 2009. "Sentier Lumineux": le grand retour, Paris: DRMCC.
- Levitt, M., 2007. *Shutting Hizballah's 'Construction Jihad'*, Washington: The Washington Institute.
- Levitt, M., 2012. *Hizbullah narco-terrorism A growing cross-border threat*, Washington: IHS Defense, Risk and Security Consulting.
- LaVerle Berry, G. E. C. R. A. H. e. N. A. K., 2002. *A global overview of narco funded terrorist and other extremist groups*, Washington: Librairie du Congrès.
- Maddaloni, J.-P., 2009. *An Analysis of the FARC in Colombia: Breaking the Frame of FM 3-24*, Fort Leavenworth, Kansas: School of Advanced Military Studies United States Army Command and General Staff College.
- Manoharan, N., 2004. Financial Fodder - Internal Sources of LTTE Funds. *IPCS Institute of Peace and Conflict studies*, Issue 1527.
- Mantoux, S, 03/07/2010, Des Tribunaux Islamiques à Al-Shabaab : mythe et réalité de la menace islamiste en Somalie, blog : <http://historicoblog3.blogspot.fr/2010/07/des-tribunaux-islamiques-al-shabaab.html>
- Mantoux, S., 2013. *Du « tueur d'amis » à « l'exécuteur » : brève histoire des Zetas*. [En ligne]
Available at: alliancegeostrategique.org/2013/06/10/du-tueur-damis-a-lexecuteur-breve-histoire-des-zetas/#sthash.ODqgtr0T.dpuf
[Accès le 29 décembre 2013].
- McDermott, J., 2013. *Criminal Activities of the FARC and Rebel Earnings*. [En ligne]
Available at: <http://www.insightcrime.org/farc-peace/farc-criminal-activities-income>
[Accès le 3 avril 2014].
- Merle, K. L., 2000. *Mémoire de fin d'étude: Les Boryokudan au Japon ? (les yakuza)*. Paris: drmc.
- Mili, H., 2006. L'Asie centrale, plaque tournante du trafic de drogue. *Le Courrier des pays de l'Est*, Issue 1057, pp. 30-45.
- Miró, R. J., 2002. *ORGANIZED CRIME AND TERRORIST ACTIVITY IN MEXICO, 1999-2002*, Washington: The Library of Congress.
- Muti, G., 2004. Mafias et trafics de drogue : le cas exemplaire de Cosa Nostra sicilienne. *Hérodote, La Découverte*, Issue 112.
- NESBITT, P., 1993. *Head of Organized Crime Group, cit. in Bresler 1993, 319*. s.l.:s.n.

- NICOLAS, A. d., 2005. trafficking in Human Beings and Smuggling of migrants.
- Ouellet, G., 2004. *Typologies du terrorisme*, Paris: ERTA.
- Pécaut, D., 2008. *La « guerre prolongée » des FARC*. [En ligne]
Available at: <http://echogeo.revues.org/10163>
[Accès le 11 novembre 2013].
- Peters, G., 2012. *Haqqani Network Financing: The Evolution of an Industry*, U.S. Military Academy, West Point, NY: West Point.
- Raufer X, 2005. *ce qu'est vraiment une mafia*. [En ligne]
Available at: <http://www.xavier-raufer.com/site/Ce-qu-est-vraiment-une-mafia>
[Accès le 29 octobre 2013].
- Raufer X., 22 octobre 2012, Criminalité et terrorisme : le temps des hybrides, Le Nouvel Economiste.
- Robert J. KELLY, R. S. e. P. J., 2002. Crime in the Soviet Union: Early Glimpse of the True Story. Dans: *Russian and Post-soviet organized crime*. s.l.:Ashgate Darmouth, pp. 73-88.
- Rodier, A., 2008. *Inde: liens entre le crime organisé et le terrorisme*, Paris: Centre Français de Recherche sur le Renseignement.
- Rodier, A., 2009. *la familia mexicaine: une nouvelle organisation criminelle*, Paris: Centre Français de Recherche sur le Renseignement.
- Rodier, A., 2009. *Les trafics de drogue du Hezbollah en Amérique latine*, Paris: CF2R.
- Rodier, A., 2010. *Colombie: les groupes paramilitaires criminels*, Paris: Centre Français de Recherche sur le Renseignement.
- Rodier, A, 2012, Somalie: les milices al-shabab sur le déclin ? note d'actualité n°267, Centre Français de Recherche sur le Renseignement
- Rodilla, Á. R., 2012. *Mexique: contre-cultures de la guerre contre le trafic de drogues, du corrido et ses ramifications*, Casa de España: Fréquences Latines.
- Shelley, L.I et Picarelli J.T., 2005, methods and motives: exploring links between transnational organized crime and international terrorism, Trends in Organized Crime/Vol. 9, No. 2.
- Taje, M., 2010. *Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel*, Paris: Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.
- Thony, J.-F., 2003. *Mécanique et géopolitique du blanchiment d'argent*, s.l.: Ramses.
- Thoumi, F., 2005. Drogues et antidroge en Colombie. *Les Cahiers de la sécurité INHES*.
- Tupman W.A., 2002, the business of terrorism, Financial Monitoring of Cash Flows Aiming to Prevent the Financing of Terrorism p:112-140
- Trinh, S., 1998. *Aum Shinrikyô : secte et violence (Partie 3)*. [En ligne]
Available at: <http://conflits.revues.org/722>
[Accès le 25 novembre 2013].
- Varese, F., 2002. the society of the vory v zakone, 1930s-1950s'. Dans: *Russian and Post-soviet organized crime*. s.l.:Ashgate Darmouth, pp. 7-30.
- Volkov, V., 2000. Les entreprises de violence dans la Russie postcommuniste. *Politix. Vol. 13, N°49*, pp. 57-75.
- Wesley, J. J. e. R., 2006. *Attentats de Madrid: résultats de l'enquête deux ans après les événements*, Jamestown : Terrorism Monitor - Jamestown Foundation

Rapports

- California department of Justice, Office of the Attorney General, Lungren, D. E., 1996. *Russian organized crime*. [En ligne]
Available at: <http://www.fas.org/irp/world/para/docs/rusorg4.htm#ref>
[Accès 2012].
- Collège des forces armées canadiennes: Minister of National Defence. Boivin, S., 2011. *Le processus de légitimation du Hezbollah: un cas d'analyse institutionnelle*.
- Congressional research service, John Rollins, L. S. W. e. S. R., 2010. *International Terrorism and Transnational Crime: Security Threats, U.S. Policy, and Considerations for Congress*, Washington.
- FBI, 1998. *les cartels colombiens rapport*
- National Counter Terrorism Center, 2013. *Abu Sayyaf*, Washington
- ONU, 2000. *Final Report of the UN Panel of Experts on Violations of Security Council Sanctions Against Unita*, New-York: s.n.
- ONUDC, 2013. *Criminalité transnationale organisée :l'économie illégale mondialisée (données)*
- ONUDC, 2013. *Rapport sur l'Asie centrale*, s.l.: s.n.
- Rapport de la Police turque, T. N., 2012. *DHKP/C (Parti/Front Révolutionnaire Populaire de Libération)*, Turquie
- Sénat, 1999. *La conduite de la politique de sécurité menée par l'Etat en Corse*, Paris: s.n.
- UIAF, 2003. *Rapport de l'Unidad de Informacion y analisis financiero Republica de Colombia sur les FARC*, Bogota: s.n.
- UNDCP, 2001. *Annual Opium Poppy Survey 2001*, Islamabad: s.n.
- UNODC, 2012. *Opiate flows through northern Afghanistan and central asia*, s.l.: UNODC.

Sites internet et ressources électroniques

- Anon., 2013. *Les FARC, histoire d'une guérilla de Colombie*. [En ligne]
Available at: <http://passion-ameriquelatine.com/les-farc-histoire-guerilla-colombie/>
[Accès le 2 avril 2013].
- Anon., 2013. *Les FARC, une réelle menace pour les colombiens?*. [En ligne]
Available at: <http://farc.e-monsite.com/pages/les-farc-une-guerilla-qui-sevit-depuis-1964/presentation/activites.html>
[Accès le 1 avril 2013].
- Haut, F et Raufer, X.,. *Departement de recherche sur les menaces criminelles contemporaines*. [En ligne]
Available at: <http://www.drmcc.org/>
[Accès le 2013-2014].
- Raufer, X., s.d. *Xavier Raufer, criminologue, enseignant et écrivain*. [En ligne]
Available at: <http://www.xavier-raufer.com>
[Accès le 2013-2014].

Autres (cours, échange de courriers électroniques, entretiens)

- Bauer, A., 2013. *échange de courriers électroniques relatif à l'hybridation criminelle*

Haut, F., 2013-2014. cours de criminologie, Assas

Haut, F., 2012-2013, cours de criminologie, Assas

Nabi, S. S., 2012. *Hawala banking and Organised Crime (cours)*. Université d'Utrecht

Raufer, X., 2013. *entretien téléphonique relatif à l'hybridation criminelle*. Paris: s.n.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	8
PREMIERE PARTIE-ELEMENTS DE L'HYBRIDATION.....	15
Chapitre 1-Criminalité de profit.....	16
Section 1-Une criminalité organisée.....	16
Section 2-Activités lucratives illicites.....	20
Section 3-Usage utilitariste de la violence.....	22
Section 4-Finalité pécuniaire	26
Chapitre 2-Criminalité politique	29
Section 1-Une criminalité organisée ?	29
I-La problématique du loup solitaire	29
II-Guérillas et groupes terroristes	32
Section 2-Usage maximaliste et illicite de la violence	34
I-Lutte armée.....	35
II-Violence terroriste	36
Section 3-La question du financement	37
I-Le financement étatique	37
Aide américaine aux moudjahidines pendant la guerre d'Afghanistan (1979-1989)	38
Soutien socialiste au FNL lors de la guerre du Vietnam (1954-1975)	38
Financement américain des Contras au Nicaragua (1979-1989)	39
Conflits régionaux récents	39
II-Financement associatif, commercial et dons de particuliers	41
III-Contribution des populations, l'ambiguïté de l'impôt révolutionnaire	42
Section 4-Finalité politique	44

DEUXIEME PARTIE-LES FACTEURS DE L'HYBRIDATION

.....48

Chapitre 1-Facteurs exogènes 51

Section 1-Environnement criminogène 51

I-Zones de production 52

Culture du pavot dans le croissant d'or 52

Culture du pavot et du cannabis dans la Vallée de la Bekaa..... 53

II-Zones de flux et marchés 54

La bande sahélienne, region de trafic et de contrebande 54

Trafic d'héroïne par la route du Nord 55

La Turquie, plaque tournante du trafic d'héroïne 55

Section 2-Environnement concurrentiel..... 56

I-concurrence d'acteurs non-étatiques 57

Paramilitaires, guérillas et trafic de cocaïne en Colombie 57

II-Concurrence d'acteurs étatiques 59

Expansion des cultures de pavot en Afghanistan après l'intervention militaire américaine 59

Cosa Nostra sur la voie du terrorisme, une réaction à la lutte anti-mafia 60

Chapitre2-Facteurs endogènes 62

Section 1-Facteur financier 62

I-Problème en termes de coût..... 62

II-Problème en terme de sources de financement..... 64

Après la fin de la guerre froide : l'exemple de l'UNITA et des diamants de sang en Angola 65

Après les attentats du 11 septembre : l'exemple du Hezbollah et des Tigres tamouls 66

Section 2-Facteur humain 67

De la délinquance au terrorisme, le basculement chez le loup solitaire 68

La Tuta, idéologue à la tête d'un cartel..... 69

Influence des Corléonais dans l'engagement de Cosa Nostra sur la voie du terrorisme 71

Emergence d'un parti de la cocaïne au sein des FARC..... 72

TROISIEME PARTIE-LE PROCESSUS D’HYBRIDATION ET L’ENTITE HYBRIDE74

Chapitre 1-Hybridation de l’entité criminelle : la logique politique 75

Section 1-Sur la voie d’un terrorisme sans idéologie 75

I-Succès de la stratégie terroriste..... 76

Campagne d’attentats de Cosa Nostra en 1993 76

II-Echec de la stratégie terroriste 77

Usage du terrorisme en Colombie de 1982 à 1993..... 77

Section 2-Sur la voie d’une guerre idéologique..... 78

D-Company, le djihad d’une organisation criminelle indienne..... 79

La divine justice de La Familia Michoacána 80

Le dessein divin des Caballeros Templarios, cartel fondamentaliste 82

Chapitre 2-Hybridation de l’entité politique : la logique financière 83

Section 1-l’hybridation, processus dynamique..... 84

I-Criminalisation mesurée 85

Taxation des profits de la piraterie par les milices Al-Shabab 85

Protection des trafiquants et pratique des enlèvements par les groupes djihadistes du Sahel..... 86

II-Criminalisation poussée 87

Implication des Farc dans le trafic de cocaïne : de la culture de la coca à l’exportation 88

Implication des Talibans dans le trafic d’héroïne 91

Implication du Hezbollah dans le trafic de drogue au Liban et en Amérique du Sud et mise en place de mécanismes de blanchiment d’argent..... 92

III-Criminalisation totale..... 93

Dérive des armées ethniques en Birmanie 94

Les Bacrim en Colombie..... 95

Section 2-L’hybridation, processus de dégénérescence..... 96

I-survie d’une entité criminelle 97

L’ADF-Nalu, groupe armé réfugié dans le Nord-Kivu 97

La Lord’s Resistance Army, errances d’un groupe armé fanatique et criminel 98

Le Nouveau Sentier lumineux, résidu de guérilla	99
II-l'entite a l'état végétatif.....	100
Porosité entre nationalisme et grand banditisme en Corse	100
Reconversion mafieuse des combattants de l'UCK.....	102
CONCLUSION	104
Annexe 1-vision d'une entite hybride au travers de facebook : l'exemple des chevaliers templiers.....	106
BIBLIOGRAPHIE	110